

Sylvie Ramel

Reconstruire pour promouvoir la paix ?  
Le cas du « Vieux Pont » de Mostar

**eurypa**

Institut européen de l'Université de Genève

Le catalogue général  
des publications est disponible  
sur le site de l'Institut européen:

[www.unige.ch/ieug](http://www.unige.ch/ieug)

Publications euryopa

*Institut européen de l'Université de Genève*  
2, rue Jean-Daniel Colladon • CH-1204 Genève

Télécopie/fax +41 22 -379 78 52

euryopa vol. 34-2005  
ISBN 2-940174-35-0  
ISSN 1421-6817

© Institut européen de l'Université de Genève  
Juin 2005

## Table des matières

<b>Remerciements</b>	IV
<b>Abréviations</b>	V
<b>Introduction</b>	1

### PREMIERE PARTIE

#### **Stari Most : un exemple paradigmatique**

<i>Un pont évocateur</i>	6
<i>Une destruction exemplaire des guerres en BiH de 1992 à 1995</i>	7
<i>Mostar, ville divisée – Mostar, ville modèle ?</i>	14
<i>La Bosnie-Herzégovine et l'ingénierie politique : sur la voie européenne ?</i>	17

II

DEUXIEME PARTIE  
**Multiculturalisme, libéralisme et démocratie ?**  
**De quelques valeurs et présupposés**

<i>Des concepts théoriques à leur mise en œuvre</i>	24
<i>Des élections comme élément central du processus de démocratisation</i>	25
<i>Accord de Dayton et multiculturalisme : paradoxes et contradictions</i>	34
<i>De la démocratie comme valeur morale</i>	37
<i>Des plans de paix réalistes aux stratégies pragmatiques de reconstruction</i>	39

TROISIEME PARTIE  
**Rôles identitaires, sociaux et politiques  
d'un lieu de mémoire**

<i>Au-delà du symbole</i>	47
<i>Histoires en compétition</i>	48
<i>Dimensions multiples d'un lieu de mémoire</i>	58
<i>Histoire imposée – mémoire imposée ? Entre devoir et travail de mémoire</i>	63

QUATRIEME PARTIE  
**Initiatives locales et internationales de gestion  
du passé récent et des lieux de "con-vivance"**

<i>Les limites de "l'idéologie du pont"</i>	69
<i>La reconstruction : par qui et pour qui ?</i>	71
<i>Re-construire, ré-nover, re-faire : (re)négociations identitaires</i>	78
<i>Mandat, participation et appropriation : les enjeux de la mise en œuvre</i>	86
<b>Conclusion</b>	91
<b>Bibliographie sélective</b>	99

"Espérons que les fruits tiendront  
les promesses des fleurs"

Pascal Boniface

## Remerciements

J'aimerais ici remercier très chaleureusement le Dr. René Schwok, directeur de mémoire, ainsi que le Dr. Jasna Adler, jurée externe pour ce travail. Je remercie également, et tout aussi chaleureusement, le Dr. Marc Roissard de Bellet, tant sa lecture attentive et critique de ce travail m'a semblé précieuse. J'aimerais enfin, et tout particulièrement, remercier tous les collègues et amis, d'ici ou d'ailleurs, pour leur soutien, parfois direct ou indirect, parfois ponctuel ou sur la longue durée, mais toujours indispensable à ce travail de longue haleine, qui n'est pourtant qu'un premier pas.

## Abréviations

AKTC	<i>Aga Khan Trust for Culture</i>
ASA	Accord de Stabilisation et d'Association
BiH	Bosnie-Herzégovine ( <i>Bosna i Hercegovina</i> )
CARDS	<i>Community Assistance for Reconstruction, Democratisation and Stabilisation</i>
CI	Communauté Internationale
ESI	<i>European Stability Initiative</i>
EUAM	<i>European Union Administration of Mostar</i>
FBiH	Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine
GFAP	<i>General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina</i>
HDZ	Communauté démocratique croate ( <i>Hrvatska Demokratska Zajednica</i> )
HVO	Conseil de Défense Croate ( <i>Hrvatsko Vijeće Odbrane</i> )
IBRD	<i>International Bank for Reconstruction and Development</i>
ICG	<i>International Crisis Group</i>
IDA	<i>International Development Association</i>
IEBL	<i>Inter Entity Boundary Line</i>
IFOR	<i>Implementation Force</i> de l'OTAN
OHR	Bureau du Haut-Représentant pour la Communauté Internationale ( <i>Office of the High Representative</i> )
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OSCEBIH	Mission de l'OSCE pour la Bosnie-Herzégovine
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIC	<i>Peace Implementation Council</i>
PpP	Partenariat pour la Paix de l'OTAN

PSA	Processus de Stabilisation et d'Association
PSESE	Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est
RS	République Serbe de Bosnie-Herzégovine ( <i>Republika Srpska</i> )
SDA	Parti d'action démocratique ( <i>Stranka Demokratske Akcije</i> )
SDS	Parti démocratique serbe ( <i>Srpska Demokratska Stranka</i> )
TPIY	Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie
UE	Union Européenne
UNESCO	<i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
WMF	<i>World Monument Fund</i>



# Introduction

*Mais n'est-il pas étrange d'attacher un devoir à la mémoire ? La mémoire – en tant que faculté – n'échappe-t-elle pas à tout devoir, comme l'imagination ou la pensée ?*

Emmanuel Kattan<sup>1</sup>

Le 23 juillet 2004, c'est en termes dithyrambiques que divers responsables de la Communauté Internationale (CI) ont célébré l'inauguration du nouveau "Vieux Pont" de Mostar. Le directeur de la Banque Mondiale, Shengman Zhang, évoquait la nécessaire reconstruction de *Stari Most* comme "une opportunité extraordinaire de réconciliation entre les peuples de Bosnie-Herzégovine"<sup>2</sup>. Le Haut-Représentant Paddy Ashdown rappelait, lui, que si le moment de la destruction du pont représentait "le triomphe du mal sur la civilisation", le moment de sa réouverture représentait "le triomphe de la volonté de réaffirmer ce symbole de la civilisation"<sup>3</sup>.

Pourtant, au-delà de ce légitime optimisme, la plupart des journalistes couvrant l'événement ont également rendu compte du hiatus qui pouvait aujourd'hui encore subsister entre ce symbole de

<sup>1</sup> Emmanuel KATTAN, *Penser le devoir de mémoire*, Paris, PUF (Coll. Questions d'éthique), 2002, p. 1.

<sup>2</sup> Shengman ZHANG, "Opening Ceremony for Stari Most (Mostar Bridge)", The World Bank Group, Mostar, Bosnie-Herzégovine, 23 juillet 2004. Le texte de ce discours est disponible à l'adresse <http://worldbank.org>.

<sup>3</sup> Paddy ASHDOWN, "Un symbole de la réconciliation", entretien avec Philippe DEPREEZ, in *Le Soir*, samedi-dimanche 24-25 juillet, p. 11.

réconciliation auto-proclamé et la réalité sur le terrain<sup>4</sup>. Laurent ROUY rappelle même que les travaux de reconstruction s'étaient achevés déjà fin 2003 ; l'inauguration avait cependant été repoussée à plus tard, les négociations de la *Commission for Reforming Mostar* étant alors au point mort. En effet, au moment où la reconstruction s'achève, les différents partis ethno-nationalistes s'entredéchirent au sujet de l'avenir de la ville. La CI souhaite la réunifier, mais le SDA (nationalistes bosniaques) s'y oppose en raison du changement d'équilibre démographique depuis les guerres des années 1990 – les bosniaques<sup>5</sup> sont désormais minoritaires ; de son côté, le HDZ (nationalistes croates) refuse le système de clé de répartition et de minorités de blocage, qui contre-balanceraient sa supériorité démographique. Face à l'incapacité des partis politiques en présence de parvenir à un consensus, le Haut-Représentant Ashdown décrètera finalement l'unification de la ville le 28 janvier 2004<sup>6</sup>. Dans un tel contexte, il s'agissait donc avant tout pour la CI de sauver la face, et d'éviter d'inaugurer "le pont de la réconciliation" au moment même où toute négociation s'avérait impossible entre citoyens croates et bosniaques.

Ainsi, si la symbolique de *Stari Most* a eu au moment de son inauguration une portée et un retentissement au niveau international, ce succès relatif ne devrait pas cacher l'étendue des progrès qui restent à réaliser sur le terrain. Il ne fait bien sûr aucun doute que cette reconstruction a pu être une étape utile – voire

<sup>4</sup> Voir, par exemple, Philippe DEPPEZ, "Le « Vieux Pont » ottoman de Mostar renaît de ses cendres", in *Le Soir*, vendredi 23 juillet 2004, p. 6 ; Laurent ROUY, "La renaissance du vieux pont de Mostar", in *Le Figaro*, vendredi 23 juillet 2004, p. 4 ; Richard BERSTEIN, "A Bridge of Reconciliation Rises in Bosnia", in *International Herald Tribune*, samedi-dimanche 24-25 juillet 2004, pp. 1 et 5.

<sup>5</sup> Dans le présent travail, nous utiliserons le terme "Bosniens" pour nous référer à tous les citoyens de la Bosnie-Herzégovine. Le terme "Bosniaques" (francisé à partir du terme *Bosniak*) désignera lui les citoyens qui, jusqu'à récemment, se définissaient comme "Musulmans". Pour plus de détails concernant ce choix lexicologique, voir le très éclairant chapitre de Paul GARDE, "Les Bosniaques, *alias* musulmans", in *Le discours balkanique : des mots et des hommes*, Paris, Fayard, 2004, pp. 256-271.

<sup>6</sup> Voir Office of the High Representative, "Decision on the Implementation of the Reorganization of the City of Mostar", HR's Decisions, 28 janvier 2004. Document disponible sur le site <http://www.ohr.int>.

nécessaire – pour un processus de construction d'une paix durable. En effet, *Stari Most* est un "lieu de mémoire" fondateur, pour la ville de Mostar, mais aussi pour la BiH dans son ensemble, et, de manière beaucoup plus générale, pour tout l'espace post-yougoslave. Ce nouveau "Vieux Pont" est effectivement porteur d'une histoire multiple et plurielle : histoire ottomane, histoire bosnienne, histoire mostari, histoire de la Yougoslavie titiste, et aussi histoire des récentes guerres des années 1990. Par ailleurs, *Stari Most*, de même que la vieille ville (*Stari Grad*) représentent tous deux un important potentiel touristique, et donc économique.

Néanmoins, une analyse attentive du discours qui a accompagné la destruction, la reconstruction, puis l'inauguration de *Stari Most* met en évidence un aspect troublant : en dépit d'une histoire multiple, c'est presque systématiquement l'histoire ottomane qui est mise en avant. Bien sûr, cette prédominance peut paraître, au premier abord, "logique". Tout d'abord parce que c'est, *in fine*, le patrimoine ottoman que les tirs de mortiers du HVO (Conseil de Défense Croate) ont détruit le 9 novembre 1993. Pourtant, il semble indispensable d'aller aujourd'hui au-delà de cette "logique" de surface.

Ce travail propose ainsi de questionner les conséquences possibles d'une mise en valeur si restrictive du passé. Pour tenter de mieux saisir en quoi cette représentation du passé pourrait être restrictive, nous resituerons la reconstruction de *Stari Most* dans le contexte d'un long processus de redéfinition identitaire, dont le point de départ se situerait juste après la Deuxième Guerre mondiale. Afin d'ancrer cette réflexion dans un contexte plus large, nous évoquerons dans le premier chapitre l'aspect paradigmatique de Mostar, qui est aujourd'hui une ville divisée, mais que la Communauté Internationale souhaiterait voir devenir une ville modèle. Nous rappellerons ainsi quelques éléments clés du passé récent de l'espace post-yougoslave en général et de la Bosnie-Herzégovine en particulier, en incluant certains aspects politiques, historiques et sociologiques. Dans le deuxième chapitre, nous examinerons l'éventuel hiatus pouvant exister entre, d'une part, le multiculturalisme tel qu'il est défini en "Occident" et, d'autre part, les valeurs démocratiques promues et transférées de l'Ouest vers

l'Europe du Sud-est. Plus particulièrement, nous questionnerons un certain nombre de valeurs et présupposés, implicites ou explicites, liés aux notions de démocratie et de multiculturalisme libéral<sup>7</sup>. Le troisième chapitre offrira ensuite l'occasion de revenir de manière plus détaillée sur la construction progressive, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, de plusieurs Histoires communautaires. Des Histoires qui, au fil des décennies, sont entrées la plupart du temps en compétition. Enfin, le quatrième chapitre se concentrera sur la question de la réappropriation locale : du processus de reconstruction, de l'Histoire récente des conflits des années 1990, ainsi que du processus de renégociation des identités locales.

De manière générale, le pont est un élément clé à plus d'un titre. Le pont peut servir de lien entre deux lieux séparés, mais il peut aussi marquer symboliquement cette séparation. De nombreux exemples en témoignent d'ailleurs dans tout l'espace post-yougoslave. Que l'on songe au pont sur la Drina, célébré autrefois par l'écrivain Ivo Andric, et qui marque aujourd'hui la frontière entre la Serbie-Monténégro d'un côté, la Bosnie-Herzégovine de l'autre. Que l'on songe également au pont qui sépare Mitrovica nord de Mitrovica sud.

Ainsi, s'il est aujourd'hui totalement justifié de reconstruire le patrimoine culturel et religieux bosnien dans toute sa *diversité*, il semble en même temps important de rester attentif à ce que cette reconstruction puisse faciliter la mise en place d'un espace public commun, ainsi que favoriser l'émergence de lieux de "con-vivance" qui puissent ensuite devenir les lieux d'une mémoire commune en devenir. *A contrario*, le risque est en effet réel, à travers la reconstruction du patrimoine culturel et religieux, de faciliter l'émergence de discours historiques exclusifs et communautaristes,

<sup>7</sup> Nous entendons ici le terme de "multiculturalisme libéral" au sens d'une définition anglo-saxonne. Une telle conception implique, en particulier, la reconnaissance de l'existence de minorités (linguistiques, sociales, "ethniques", culturelles, ou autres), ainsi que de la nécessité de défendre les droits de ces dernières. Dans un tel contexte, le "multiculturalisme libéral" implique ainsi avant tout l'idée de *tolérance* et de *protection* des minorités et de leurs droits politiques, sociaux et juridiques.

ainsi que de définitions identitaires qui réifient la différence plutôt que de la dépasser.

Dans une telle perspective, deux hypothèses principales parcourront ce travail. Tout d'abord, l'hypothèse selon laquelle il est extrêmement important que tout projet de reconstruction puisse aujourd'hui être l'occasion d'une part d'un travail de mémoire approfondi, d'autre part d'une (re)négociation identitaire qui puisse inclure l'Autre, plutôt que de le mettre à distance. Ce type de questionnements concerne bien sûr directement Mostar, mais aussi toute la Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'Europe du Sud-est dans son ensemble. Au-delà, un certain nombre d'enjeux concernent également d'autres régions du monde, où l'action de la Communauté Internationale se fait aujourd'hui pressante.

Cette réflexion sur l'importance du *travail* de mémoire se doublera d'une mise en question des valeurs implicites véhiculées par les concepts liés au "multiculturalisme libéral". En particulier, nous explorerons l'hypothèse selon laquelle certaines de ces valeurs implicites, s'appuyant de manière fondamentale sur les notions de *différences* et de *hiérarchisation* des différences, finissent par réifier les catégories ethniques.

D'un point de vue méthodologique, cette recherche s'appuiera en priorité sur des analyses politologiques, sociologiques, ethnologiques, ou historiques. Cette approche interdisciplinaire est guidée par une volonté d'apporter un regard complémentaire et de dégager de grands axes de réflexions situés à la croisée des disciplines. Ainsi, les travaux historiques ou historiographiques permettront une mise en perspective des développements politologiques ou sociologiques. Par ailleurs, l'apport historique permettra également de donner une plus grande profondeur de champ, en explicitant certains éléments servant aujourd'hui de toile de fond à divers développements socio-politiques.

## PREMIERE PARTIE

*Stari Most* : un exemple paradigmatique

*Mostar refracts in a concentrated microcosm practically all the problems Bosnia & Herzegovina faces in the aftermath of the apocalypse of 1992-5.*

Sumantra BOSE<sup>8</sup>

*Un pont évocateur*

Au-delà de la dimension symbolique de pont entre les cultures et les civilisations que la Communauté Internationale (CI) a voulu quasiment imposer à travers la reconstruction de *Stari Most*, le "Vieux-Pont" de Mostar est un exemple paradigmatique dans un sens beaucoup plus large. En effet, évoquer *Stari Most* – et donc Mostar – c'est évoquer les conflits qui ont d'abord opposé une alliance bosno-croate aux Serbes de Bosnie-Herzégovine (BiH), puis les Croates de BiH aux Bosniaques. Mais parler de Mostar, c'est aussi parler de la situation particulière de la Bosnie-Herzégovine post-Dayton. Cette architecture politique et institutionnelle qui s'appuie sur un découpage du pays en deux entités nées du nettoyage ethnique, la *Republika Srpska* (RS) et la Fédération croato-musulmane (FBiH). Cette architecture politique

<sup>8</sup> Sumantra BOSE, *Bosnia after Dayton: Nationalist Partition and International Intervention*, London, Hurst & Company, 2002, p. 146.

et institutionnelle qui, sur le terrain, correspond avant tout à une division en trois entités. Cette architecture politique et institutionnelle qui, enfin, doit servir de cadre de référence pour une volonté affichée de la CI de promouvoir la (ré)unification communautaire, en vue d'intégrer le pays aux institutions internationales, et tout particulièrement à l'Union Européenne. Parler de Mostar et de la reconstruction de *Stari Most*, c'est donc évoquer toutes ces tensions, ces contradictions et ces ambivalences propres à la reconstruction physique, politique, institutionnelle, socio-économique et identitaire de la Bosnie-Herzégovine aujourd'hui.

Dans les trois parties de ce chapitre, nous verrons tout d'abord quel a été le rôle de Mostar durant les guerres qui ont traversé la BiH entre 1992 et 1995. Nous verrons ensuite en quoi et comment la Communauté Internationale (CI) souhaite faire de Mostar une ville modèle de la BiH post-Dayton. Finalement, nous replacerons Mostar dans le contexte plus large de l'ingénierie politique telle qu'elle est mise en œuvre par la CI dans toute la Bosnie-Herzégovine.

### *Une destruction exemplaire des guerres en BiH de 1992 à 1995*

Lorsque, le 9 novembre 1993, *Stari Most* finit par s'écrouler sous le feu du Conseil de Défense Croate (HVO, *Hrvatsko Vijeće Odbrane*), c'est bien plus qu'un vieux pont de pierres qui s'effondre. La construction du pont fut achevée en 1566 par Hajrudin, architecte élève du célèbre Sinan, considéré comme le fondateur de l'architecture ottomane classique. Selon l'anthropologue Bozidar JEZERNIK, *Stari Most* aurait été construit à la demande des habitants de Mostar, Suleyman le Magnifique ordonnant sa construction en 1566, lors de la dernière année de son règne<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Bozidar JEZERNIK, "Qudret Kemer: A Bridge between Barbarity and Civilization", in *South Eastern Review*, Vol. 73, N°3, juillet 1995, p. 472.

Dans la littérature tant académique que médiatique, deux hypothèses principales s'imposent la plupart du temps pour expliquer les attaques de l'artillerie bosno-serbe en 1992, puis celles des Bosno-croates du HVO en 1993. La première hypothèse étant que *Stari Most* représentait, du fait de son origine ottomane, un marqueur identitaire avant tout musulman et, par extension, bosniaque. Pourtant, une seconde hypothèse vient également à l'esprit de la plupart des observateurs, remplaçant le rôle de *Stari Most* dans un débat plus large : le "Vieux Pont" de Mostar était également pour beaucoup un symbole très fort de lien entre les communautés. Ce que ne manque par exemple pas de relever le politologue Martin COWARD, pour qui les images mêmes de la destruction du "Vieux Pont" incarnaient parfaitement et dramatiquement la destruction de l'ancienne Yougoslavie :

The notion that the former Yugoslavia was being forcibly "unmade" found graphic representation in such images as the assault on a bridge literally linking East and West, Muslim and Croat.

[...]

The fleeting image of the end of this outstanding example of cultural heritage became an icon of the savagery and tragedy of the 1992-1995 Bosnian war. The footage of crumbling stone represented in a concise and vivid manner both the failure of Western negotiations to maintain a "multiethnic" Bosnia, and the violence with which the division of Bosnia was being accomplished<sup>10</sup>.

Pourtant, nous verrons comment cette notion de multiculturalisme n'est pas donnée en soi, mais au contraire construite (voir le quatrième chapitre). Ainsi, s'il ne s'agit bien sûr pas de faire l'impasse sur la dimension multiculturelle de la Bosnie-Herzégovine, il nous semble en revanche absolument nécessaire d'interroger de manière approfondie ce concept même de multiculturalisme, ainsi que les valeurs implicites et explicites qui le sous-tendent. Le chapitre suivant sera d'ailleurs entièrement consacré à cette indispensable réflexion.

<sup>10</sup> Martin COWARD, "Community as Heterogeneous Ensemble: Mostar and Multiculturalism", in *Alternatives*, 27, 2002, p. 30.



Mais avant d'entrer plus directement dans le débat, nous pouvons déjà considérer l'exemple de Mostar d'un point de vue plus général. En effet, Mostar est, à plusieurs titres, particulièrement exemplaire des conflits qui traversèrent la BiH entre 1992 et 1995. Comme le rappelle très justement COWARD, le pont fut dans un premier temps défendu par les Bosno-croates face aux attaques des Bosno-serbes, en 1992. Une année plus tard, les alliances et les rapports de force avaient changé de telle manière sur le terrain que c'est alors le Conseil de défense croate (HVO) qui donnait l'assaut final au pont, détruisant un monument vieux de plus de quatre siècles.

Sur un autre plan, la destruction de *Stari Most* est donc également exemplaire du sort réservé à une bonne partie du patrimoine culturel bosnien entre 1992 et 1995. Nous reviendrons de manière plus détaillée sur ce sujet dans le dernier chapitre de ce travail. Il n'en reste pas moins que cette destruction est en effet caractéristique de la manière dont les objets du patrimoine culturel et religieux furent, comme le note COWARD "l'une des cibles du nettoyage ethnique" :

In this way the urban environment was ethnically cleansed. The physical traces of multicultural history were removed, creating green fields, or car parks, in their wake<sup>11</sup>.

Le politologue recourt ainsi au néologisme "urbicide"<sup>12</sup>, qui, tout en rendant compte de sa parenté avec le phénomène du "génocide",

<sup>11</sup> *Ibid.*, pp. 30-31.

<sup>12</sup> À noter que ce néologisme fût mis tout particulièrement en avant par un groupe d'architectes de Sarajevo durant la siège de la ville bosniaque. D'ailleurs, Coward se réfère, dans un autre article, à *Urbicide - Sarajevo/Sarajevo, Une Ville Blessée* (catalogue de l'exposition 'Warchitecture - Sarajevo, a wounded city', Centre Georges Pompidou, Paris, mars 1994) ; ainsi qu'à *Mostar '92 - Urbicid* (1992), dont des extraits furent publiés sous le titre "Mostar '92 - Urbicide", in *Spazio e Società/Space and Society*, Vol. 16, No. 62, 1993, pp. 8-25. Voir Martin COWARD, "Urbicide in Bosnia", in S. GRAHAM (sous la dir.), *Cities, War and Terrorism: Towards an Urban Geopolitics*, Oxford, Blackwell, 2004, pp.154-171 ; disponible à l'adresse <http://www.sussex.ac.uk/Users/mpc20/pubs/urbicide.html>. Au-delà de cette nécessaire précision, il conviendrait également de s'arrêter sur une archéologie du terme "urbicide", en particulier pour voir quand ce terme fut forgé

souligne en même temps sa spécificité. En effet, pour COWARD, ce qui fait la spécificité de l'urbicide est le fait que la destruction de bâtiments à caractère culturel ou religieux supprime ce qui définit, selon lui, le concept même d'urbanité : l'hétérogénéité au sein d'un espace commun partagé. Ainsi, l'auteur note :

Heterogeneity, then, can be said to be the defining characteristic of urbanity. Urbicide, as the "slaughter" of urbanity, can thus be said to comprise the systematic destruction of heterogeneity<sup>13</sup>.

De ce point de vue, l'objectif des belligérants n'est donc pas seulement de déplacer les citoyennes et citoyens issus des différentes communautés pour en faire des ensembles homogènes, mais également d'effacer toute preuve d'un passé commun. Plus loin, l'auteur définit ainsi le terme d'"urbicide", dans un double mouvement d'identification - différenciation par rapport au terme "génocide". Dans l'élaboration de cette définition, il se réfère aux travaux de Raphael LEMKIN sur le génocide perpétré par les Nazis durant la seconde Guerre Mondiale :

*Urbicide* was intended to signify that there was, in the context of the 1992-1995 Bosnian war, a "coordinated plan of different actions aiming at the destruction of essential foundations of" the urban/urbanity – specifically, buildings and infrastructure. The use of *urbicide* noted, however, that this coordinated plan, and the violence attendant on it, had a logic that was not subsidiary to genocide. In genocide, it is the existence of an ethnic/national group that is at stake, whereas in *urbicide* it is the existence of the heterogeneity that comprises the urban/urbanity that is at stake<sup>14</sup>.

Pourtant ce type d'analyse atteint d'une certaine manière ses propres limites en mettant en jeu la catégorie "ethnique". *In fine*, un tel discours risque en effet de reproduire des clichés et stéréotypes

---

pour la première fois et s'il ne fut pas utilisé pour décrire d'autres destructions urbaines antérieures aux guerres en ex-Yougoslavie.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 35. Le passage entre guillemets est une référence que l'auteur fait au texte de Raphael LEMKIN, *Axis Rule in Occupied Europe: Laws of Occupation; Analysis of Government; Proposals for Redress*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, Division of International Law, 1994, p. xi.

créés et alimentés avant tout par les divers courants nationalistes. En ce sens, le discours qui entoure la destruction de *Stari Most* est aussi caractéristique de la manière dont la dimension "ethnique" du conflit fut à la fois instrumentalisée et reproduite, pour finalement créer un cadre d'analyse qui fonde un certain regard sur le conflit. En effet, dès la fin des années 1980, cette catégorie joue un rôle fondamental de catalyseur, par rapport à une crise qui était alors, aux yeux de nombreux analystes, avant tout économique et politique.

Le politologue Michael PUGH note ainsi à quel point la problématisation du conflit en termes ethniques eut une profonde influence sur les réponses apportées en termes d'intervention internationale. Elle induisit une réticence à s'engager dans une région perçue comme endémiquement instable ; elle permit aux extrémistes de définir la nature du problème comme relevant d'aspects ethniques et territoriaux ; elle masqua d'autres facteurs et responsabilités externes ; et finalement, elle affecta profondément le mode de promotion de la paix (*peacebuilding*) en BiH (en particulier, elle impliqua une réticence à prendre en compte les dimensions économiques du conflit)<sup>15</sup>.

De manière similaire, les géographes ROBINSON, ENGELSTOFT et POBRIC relèvent à quel point, en dépit de certains événements précis qui conduisirent aux conflits des années 1990, c'est avant tout trois processus qui produisirent une certaine instabilité, et qui amenèrent de manière plus globale aux conflits armés. Premièrement, la crise économique continue qui traversa toute la Fédération yougoslave. Deuxièmement, les luttes de pouvoirs qui s'intensifièrent entre les différentes républiques de la Fédération. Et, troisièmement, la perte de légitimité politique de l'Etat fédéral<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> Michael PUGH, "Bosnia and Herzegovina in Southeast Europe", in Neil COOPER & Michael PUGH (sous la dir.), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, London & Boulder, Lynne Rienner, 2004, pp. 150-51.

<sup>16</sup> Guy M. ROBINSON, Sten ENGELSTOFT, Alma POBRIC, "Remaking Sarajevo: Bosnian Nationalism after the Dayton Accord", in *Political Geography*, 20, 2001, p. 962.

En effet, après la mort du Maréchal Jozip Broz Tito, en 1980, une crise politique liée à sa succession se développe peu à peu. Cette crise est par ailleurs renforcée par les problèmes grandissants engendrés par la nouvelle Constitution de 1974. Cette nouvelle Constitution correspond à la mise en œuvre d'un processus de décentralisation qui devait mener vers une plus grande autonomie nationale des différentes républiques constitutives de la Yougoslavie titiste. Malheureusement, ce processus de décentralisation eut avant tout pour effet d'éveiller les appétits nationalistes de certaines républiques. Et cela d'autant plus que ces difficultés politiques se développèrent en parallèle à une crise économique liée aux restructurations engendrées par la décentralisation. Les deux dimensions problématiques se combinèrent alors et exacerbèrent tout particulièrement les nationalismes serbes et croates<sup>17</sup>.

Pour toutes ces raisons, et faisant écho à la dimension emblématique de Mostar, divers acteurs de la Communauté Internationale ont, dès les premières étapes du processus de reconstruction du pays, voulu faire de la ville un symbole de ce que pourrait être une Bosnie-Herzégovine durablement pacifiée. Ainsi le *Think Tank International Crisis Group* (ICG) souligne en 2003 à quel point Mostar est non seulement exemplaire des dysfonctionnements actuels de la BiH, mais pourrait également devenir exemplaire des réformes structurelles et des adaptations des modes de gouvernances qui pourraient être bénéfiques et améliorer la situation politique et institutionnelle globale :

The compromise peace that ended the war between those who had fought to defend the state and those who had sought to destroy it left BiH with, in places, up to six separate layers of authority and fourteen different governments with taxing and law-making powers. But what was necessary or even desirable to smother the embers of war in 1994-95 appears an intolerable and unsustainable burden nearly ten years on, even to some of those same political forces that once insisted upon and have since benefited from the power and patronage this

<sup>17</sup> À ce sujet, voir Marianne DUCASSE-ROGIER, *A la recherche de la Bosnie-Herzégovine : la mise en œuvre de l'Accord de Paix de Dayton*, Paris, P.U.F., 2003, pp. 25-26, ainsi que Noel MALCOLM, pp. 202ss.

system provides. As Lord Ashdown has observed, all these governments devour more than 64 per cent of public spending in BiH. A city of just over 100,000 inhabitants divided into six municipalities and an ostensible Central Zone, Mostar epitomises both the causes and consequences of such atomisation. And just because it is a special case, the rationalisation of Mostar's governance could point the way towards overcoming the ethno-national barriers and redundant administrative structures that plague BiH.

Par ailleurs, comme le soulignait très justement un rapport plus ancien de l'ICG, publié en 2000, Mostar est également une ville clé dans le contexte des relations entre Croates et Bosniaques au sein de la FBiH. En effet, particulièrement pour l'aile dure du HDZ (Communauté Démocratique Croate), Mostar représente la capitale d'une Herzeg-Bosna qui, si elle ne peut ni devenir directement indépendante, ni être rattachée à la Croatie voisine, pourrait aux yeux de certains devenir une troisième entité de la Bosnie-Herzégovine :

Mostar is more than simply reunifying a city. It is also symptomatic of the larger Bosniak/Croat conflict in the Federation, which centres on the issue of Herzeg-Bosna. As long as this illegal third entity remains, Mostar will remain divided, the Federation will not function, the Dayton Peace Agreement will remain stalled, and pressure will mount for an international draw down that would vindicate the hard-liners<sup>18</sup>.

Ainsi, pour l'ICG, comme pour la plupart des acteurs de la CI, la reconstruction et la pacification du pays passe avant tout par un long processus d'ingénierie politique, dont le développement de la gouvernance locale et la mise en place du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est (PSESE) ne sont que deux instruments parmi d'autres. Nous reviendrons sur cet aspect dans la dernière partie de ce chapitre.

<sup>18</sup> ICG, "Reunifying Mostar: Opportunities for Progress", *Balkans Report* N°90, 19 avril 2000, p. ii.

### *Mostar, ville divisée – Mostar, ville modèle ?*

Alors que le politologue Martin COWARD évoque "l'hétérogénéité" comme l'une des caractéristiques fondamentales de l'urbain, Mostar semble représenter l'antithèse parfaite : une ville clairement partagée, divisée et homogène de part et d'autre d'une ligne de démarcation invisible physiquement, mais infranchissable mentalement. L'ICG rappelle ainsi :

Non-Croats were expelled from the west bank, while non-Bosniaks were made to feel unwelcome in the increasingly mono-ethnic east bank. Since the creation of the Federation of Bosnia and Herzegovina (FBiH) in Washington in February 1994, and the adoption of its constitution in June 1994, several attempts have been made to undo the effects of the city's 1992-94 division. They and the passage of time have both removed many of the most glaring signs of apartheid and (literally) rebuilt bridges, but to this day Mostar remains administratively and psychologically partitioned<sup>19</sup>.

Ainsi, comme le rappelle le groupe d'experts de la *Commission for Reforming the City of Mostar*, la Ville de Mostar, telle que décrite par les Statuts Intérimaires, est restée lettre morte sur le papier. La Commission établit d'ailleurs une extrêmement longue liste des aspects restant problématiques presque huit ans après la signature de l'accord de Washington :

- La Ville de Mostar reste divisée en deux parties, "est" et "ouest", séparées physiquement par l'ancienne ligne de front Bulevar - rue Santica.
- Les six Municipalités constitutives de la Ville avaient été établies et sont organisées exclusivement selon des critères nationaux, suivant les lignes de démarcation datant du conflit de 1992-94.
- Les Municipalités sont devenues virtuellement des fiefs, administrant les ressources naturelles, économiques, sociales et autres, sans standards ni critères communs, et sans aucune intention d'établir à terme une administration fonctionnelle commune pour la Ville.
- Les six Municipalités fonctionnent en réalité comme deux blocs séparés, un Mostar Bosniak et un Mostar Croate, dont les intérêts sont, dans les

<sup>19</sup> ICG, "Building Bridges in Mostar", *Europe Report* N°150, 20 novembre 2003, p. 1.

grandes lignes, contraires les uns aux autres, et qui ont amené la Ville de Mostar au bord de l'abîme.

- La Zone Centrale n'a jamais été mise en œuvre en accord avec ce que stipulaient les Statuts Intérimaires, et il n'y a jamais eu de satisfaction par rapport au terme "Zone Centrale".<sup>20</sup>

À cette déjà trop longue liste, la Commission ajoute ensuite toutes les fonctions restées jusqu'alors divisées :

- Le Conseil de la Ville n'a concrétisé aucune de ses fonctions, étant donné que ces fonctions ont été réalisées par les six Municipalités séparément.
- Le Maire et l'Adjoint au Maire travaillent en parallèle, ayant recours à leur propre administration, divisée selon des critères nationaux.
- L'Administration de la Ville emploie 124 officiels et employés, et dépense une part importante du budget, mais en réalité n'accomplit quasiment aucune tâche utile pour les citoyens ou pour le fonctionnement de la Ville.
- L'Administration de la Ville a elle-même été établie en tant que structure divisée selon les lignes de séparation ethnique, étant même séparée physiquement, jusqu'en 2002. Dans le même temps, des administrations municipales virtuellement identiques ont été établies au sein des six Municipalités, fournissant des services pour l'administration générale, les finances, des tâches économiques et sociales, l'urbanisme, les transports, le logement, les infrastructures, les affaires de droit à la propriété et le cadastre, les questions communales, ainsi que pour les services d'inspection et de secrétariat.
- En plus de toutes ces divisions, il existe deux caisses communales, permettant de payer à partir de comptes séparés en fonction de critères ethniques.<sup>21</sup>

En dépit de ces divisions persistantes, Mostar reste pourtant, comme le rappelle le politologue David CHANDLER, l'une des trois villes-clés de la BiH post-Dayton, avec Sarajevo et Brcko<sup>22</sup>. Le politologue souligne en effet l'importance de Sarajevo, qui, en tant que capitale, joue un rôle fondamental d'exemple, du moins aux

<sup>20</sup> Commission for Reforming the City of Mostar, "Recommendations of the Commission, Report of the Chairman", 15 décembre 2003, p. 13. Ce rapport est disponible sur le site <http://www.oscebih.org>.

<sup>21</sup> *Ibid.*, pp. 13-14.

<sup>22</sup> David CHANDLER, *Bosnia: Faking Democracy After Dayton*, London, Pluto Press, 1999, 2000, pp. 78ss.

yeux de la CI. Quant à Brcko, ville revendiquée à la fois par la *Republika Srpska* (RS) et par la Fédération croato-musulmane (FBiH), elle est placée, selon l'Accord de Dayton, sous administration internationale. De fait, elle est en quelque sorte un ballon d'essai pour la CI, en termes d'administration multiethnique. Pourtant, les limites d'une telle expérimentation sont apparues de manière particulièrement frappante – quoique au premier abord de manière anecdotique – au travers de la gestion de marchés tels que l'*Arizona Market*. Ce qui devait être un "lieu d'échange privilégié" entre différentes communautés, ainsi qu'entre différentes nationalités (l'*Arizona Market* se trouve à la fois à la "frontière" entre la RS et la FBiH, et en même temps à proximité de la Croatie et de la Serbie-Monténégro) devint en effet le centre névralgique de toutes sortes de trafics.

De son côté, Mostar a d'abord été placée sous l'égide de la CI, au moment de la signature de l'accord de Washington. En effet, elle passa alors sous la responsabilité – par *interim* – de l'*European Union Administration of Mostar* (EUAM), de juillet 1994 à 1996. En tant que ville emblématique de la division entre Bosniaques et Croates, l'objectif a été, dès le départ, d'en faire une administration multiethnique. Pour CHANDLER, l'idée de base était de gagner la confiance des deux parties, afin d'assurer l'unité de la Fédération<sup>23</sup>. Au-delà, l'enjeu se situe même au niveau de l'unité de la Bosnie-Herzégovine, puisque, aux yeux de la CI, la réunification de villes comme Mostar ou Sarajevo pourrait servir d'exemples. Ainsi l'*International Crisis Group* (ICG) souligna en 2003 :

La solution adéquate à Mostar servirait à la fois d'exemple et de stimulus pour la réorganisation des gouvernements locaux dans tout le pays – un espoir que soulignent les officiels de l'*Office of the High Representative* (OHR) envisageant une mise en œuvre rapide des réformes des administrations publiques que requiert l'accèsion pour la BiH à un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'Union Européenne<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> CHANDLER, *op.cit.*, pp. 78-79.

<sup>24</sup> ICG, "Building Bridges in Mostar", *Europe Report*, N°150, Sarajevo/Brussels, 20 novembre 2003, p. i.



Cette analyse et ce discours sont d'ailleurs partagés par les responsables de la CI. Ainsi, dans un rapport publié en décembre 2003 par la *Commission for Reforming the City of Mostar* – commandité par le Haut-Représentant, Lord Paddy Ashdown – le groupe d'experts déclarait :

More importantly, committed reforms are necessary to ensure that Mostar is an asset rather than an obstacle to eventual BiH participation in accession talks with the European Union<sup>25</sup>.

L'idée sous-jacente à cette remarque étant bien-sûr que seule une BiH réunifiée, ou en bonne voie de l'être, aurait des chances de pouvoir s'engager sur la longue voie d'un processus de rapprochement avec les institutions européennes et euro-atlantiques.

### *La Bosnie-Herzégovine et l'ingénierie politique : sur la voie européenne ?*

Comme le rappelle Christophe SOLIOZ, l'élément central du processus de paix en BiH n'est ni une opération de maintien de la paix, ni une intervention militaire, mais un processus d'ingénierie politique. Ce processus reposant avant tout sur l'accord de Washington (signé le 1<sup>er</sup> mars 1994) et l'accord de Dayton (négocié sur la base militaire de Dayton en novembre 1995, puis signé à Paris le 14 décembre 1995)<sup>26</sup>. En effet, la BiH est aujourd'hui au bénéfice de deux mécanismes principaux devant faciliter la reconstruction post-conflit : le Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est (PSESE), ainsi que le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA). Par ailleurs, le PSA devrait déboucher, à terme, sur un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA).

<sup>25</sup> Commission for Reforming the City of Mostar, "Recommendations of the Commission", Report of the Chairman, 15 décembre 2003, p. 23. Ce rapport est disponible sur le site <http://www.oscebih.org>.

<sup>26</sup> Christophe SOLIOZ, *L'après-guerre dans les Balkans : l'appropriation des processus de transition et de démocratisation pour enjeu*, Paris, Karthala, 2003, p. 53.

Ces deux instruments, mis en place à la fin des années 1990, sont en fait le résultat de près d'une décennie d'initiatives européennes en la matière. En effet, dès la chute du Mur en 1989, différentes propositions voient le jour, encourageant le développement de la coopération régionale, en particulier du point de vue politique et économique. C'est d'abord, en 1989, la "Quadrangonale", rebaptisée en 1996 "Initiative Centre Européenne" (CEI). Puis le "Pacte pour la Stabilité et la Sécurité en Europe", lancé par le Premier Ministre français Edouard Balladur en 1993. Le "Processus de stabilité et de bon voisinage en Europe du Sud-est" (ou "Processus de Royaumont") est ensuite lancé en 1995, dans la mouvance du premier "Pacte de Stabilité" et de l'Accord de Dayton. Et enfin, le "South East Europe Co-operative Initiative" (SECI) est lancé en 1996 par les Etats-Unis<sup>27</sup>.

Ce n'est finalement qu'en 1999, sur fond de conflit au Kosovo, que le PSESE est mis en place sous sa forme actuelle. La Communauté Internationale prend en effet alors conscience qu'il est indispensable, pour construire une paix durable, de prendre en considération les aspects économiques qui ont pu amener les différents pays de cette région vers les conflits des années 1990<sup>28</sup>. Le Pacte est ainsi signé à Cologne, le 10 juin 1999, et entériné par les Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Européenne lors du Sommet de Sarajevo, le 30 juillet 1999. Composé d'une Table

<sup>27</sup> Pour plus de détails, voir Institut International de la démocratie, "Un guide d'information sur le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est", édité par la Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est et la Commission des Communautés européennes, édition provisoire, 14 février 2001. Document disponible sur le site <http://www.paixbalkans.org/pacttextes.htm>.

<sup>28</sup> Dans le cadre du PSESE, les pays et organisations partenaires sont les suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Roumanie, Serbie et Monténégro, Etats-membres de l'Union Européenne, Commission Européenne, Canada, Japon, Norvège, Russie, Suisse, Turquie, Etats-Unis, Nations Unies, OSCE, Conseil de l'Europe, UNHCR, OTAN, OECD, Banque Mondiale, Fond Monétaire International (FMI), Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Banque Européenne d'Investissement (BEI), Banque du Conseil de l'Europe pour le Développement, Black Sea Economic Cooperation (BSEC), Central European Initiative (CEI), South East European Cooperative Initiative (SECI) and South East Europe Cooperation Process (SEECP).

régionale et de trois Tables thématiques ("Démocratisation et droits humains", "Reconstruction économique", "Sécurité"), le PSESE se pose comme objectif de faire de l'Europe du Sud-est une région pacifiée, stable et prospère, en facilitant la coopération régionale et en favorisant tout particulièrement les échanges économiques.

Pourtant, comme le soulignent David PHINNEMORE et Peter SIANI-DAVIES, "la coopération régionale n'est pas un concept nouveau dans les Balkans"<sup>29</sup>. Ce qui représente en revanche la nouveauté, c'est que le PSESE se double d'un Processus de Stabilisation et Association (PSA) ouvrant très directement la porte vers d'éventuels Accords de Stabilisation et Association (ASA), et donc, à terme, une intégration européenne. Comme le précisent PHINNEMORE et SIANI-DAVIES, ce PSA concerne spécifiquement les pays des "Balkans Occidentaux"<sup>30</sup> et se centre sur six aspects principaux :

- Développement des relations économiques et commerciales existantes au sein de la région,
- Développement et restructuration partielle de l'aide économique et financière existante,
- Développement de l'aide aux processus de démocratisation, à la société civile, à l'éducation et à la consolidation des institutions,
- Coopération dans les secteurs de la justice et des affaires intérieures,
- Développement du dialogue politique, y compris au niveau régional,
- Conclusion de nouveaux Accords de Stabilisation et d'Association (ASA).<sup>31</sup>

Le PSA s'inscrit ainsi doublement dans une dynamique d'intégration européenne, puisqu'il met en avant une logique de coopération régionale et transfrontalière chère à l'UE, tout en se présentant comme une sorte de prélude sur la voie de l'intégration des "Balkans occidentaux". Cette dynamique se base

<sup>29</sup> David PHINNEMORE, Peter SIANI-DAVIES, "The Balkans, Stability Pact and the EU", in Peter SIANI-DAVIES (sous la dir.), *International Intervention in the Balkans since 1995*, London & New York, Routledge, 2003, p. 178.

<sup>30</sup> Cette terminologie introduite par l'administration de l'Union européenne désigne la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM), la Serbie-Monténégro et l'Albanie.

<sup>31</sup> PHINNEMORE, SIANI-DAVIES, *op.cit.*, pp. 181-82.

principalement sur le principe de "conditionnalité" (mieux connu sous l'expression "la politique du bâton et de la carotte"). Ce principe a été élaboré durant les années 1990, mais n'a été formellement défini par rapport aux "Balkans Occidentaux" qu'en 1997, lors du Sommet de Luxembourg<sup>32</sup>.

Il faut toutefois noter, que, dans la pratique, la "carotte" que représente la promesse implicite d'intégration européenne a longtemps suscité beaucoup de doutes. Certains allant même jusqu'à penser que l'un des objectifs du PSESE était finalement d'offrir une sorte de "non-intégration rapprochée". Ce sentiment fut d'ailleurs en quelque sorte confirmé par les conclusions du Sommet de Thessalonique, en juin 2003, qui confirmaient la volonté des responsables européens d'intégrer les cinq pays dits des "Balkans occidentaux", mais qui restaient floues quant au calendrier exact.

Plus récemment, le statut de candidat à l'UE accordé à la Croatie le 18 juin 2004, ainsi que l'ouverture du processus de négociation au début 2005, ont toutefois quelque peu renforcé le camp des optimistes. La rapidité avec laquelle les négociations ont pu démarrer fait d'ailleurs penser que ce pays remplit aux yeux de la CI un rôle à la fois de moteur et d'exemple pour toute la région. L'objectif étant certainement de donner à penser aux différents pays des "Balkans occidentaux" qu'un avenir européen est non seulement possible, mais également relativement proche<sup>33</sup>.

Pour faciliter la mise en œuvre des réformes nécessaires pour remplir progressivement les critères ouvrant la porte de négociations – en particulier les critères de Copenhague<sup>34</sup> – l'UE a

<sup>32</sup> Voir SIANI-DAVIES, *op.cit.*, p. 24.

<sup>33</sup> À noter, toutefois, que le processus de négociations d'adhésion a été gelé en mars 2005, en raison du manque de résultats concrets par rapport à l'arrestation et au transfert au TPIY de l'ex-général Ante Gotovina.

<sup>34</sup> Les critères de Copenhague ont été définis en 1993, lors du Sommet européen éponyme. Ils sont au nombre de trois : avoir mis en place des institutions stables garantissant la démocratie, l'état de droit, les droits humains, le respect des minorités et leur protection ; avoir institué une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union ; avoir la capacité d'assumer les obligations de l'adhésion, notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et

mis en place le programme CARDS (*Community Assistance for Reconstruction, Democratisation and Stabilisation*). Le montant total de ce programme s'élève, pour la période 2002-2006, à 4.65 milliards d'Euros. S'inscrivant directement en lien avec le PSESE et avec le PSA, ce programme d'aide a pour objectifs principaux la stabilisation de la démocratie, le renforcement des capacités administratives, la mise en place de réformes économiques et sociales, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que la bonne gestion de la justice<sup>35</sup>.

En dépit des efforts déployés, beaucoup de chemin reste cependant à parcourir avant que la BiH puisse s'engager plus directement sur la voie européenne. Une étude de faisabilité publiée le 18 novembre 2003 par la Commission européenne a ainsi mis en évidence seize points devant encore faire l'objet de réformes et d'améliorations, avant que des négociations puissent s'ouvrir dans le cadre d'un Accord de Stabilisation et Association (ASA). Ces seize points concernent le dialogue politique, la coopération régionale, la liberté de circulation des marchandises, le commerce de biens industriels, le commerce de biens agricoles, la liberté de mouvement et d'établissement des travailleurs, des services et des capitaux, le renforcement et la mise en œuvre des lois, la justice et les affaires intérieures, les politiques de coopération, ou la coopération en matière financière<sup>36</sup>. Par ailleurs, le dernier *Stabilisation and Association Report* soulignait, en 2004, que les progrès enregistrés par rapport à ces seize points avaient jusqu'ici été relativement modestes ; en particulier pour les points concernant le respect des droits humains et la collaboration avec le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Les mêmes réserves ont jusqu'ici induit l'OTAN à refuser d'accorder à la Bosnie-Herzégovine l'entrée au Partenariat pour la Paix (PpP).

---

monétaire. Pour plus de détails, voir

[http://europa.eu.int/comm/enlargement/intro/criteria\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/enlargement/intro/criteria_fr.htm).

<sup>35</sup> Pour plus de détails, voir Commission of the European Communities, "Bosnia and Herzegovina: Stabilisation and Association Report 2004", *Commission Staff Working Paper*, SEC, 2004, p. 375.

<sup>36</sup> *Ibid.*

Mais malgré ces difficultés, l'UE n'a cessé de réitérer sa volonté d'intégrer, à terme, la BiH – ainsi que les cinq pays des "Balkans occidentaux" – aux structures européennes, comme elle l'a d'ailleurs fait lors du Sommet européen de Feira (juin 2000), lors du Sommet de Zagreb (novembre 2000) et, plus récemment, lors du Sommet de Thessalonique (juin 2003). En dépit de cette volonté affichée, comme le souligne Peter SIANI-DAVIES, l'UE joue véritablement sur deux registres, tous deux basés sur le principe de conditionnalité. Or, ce double discours n'est pas sans causer un certain nombre de problèmes, tant du point de vue de la définition identitaire des différents pays de cette région, que du point de vue de la distance symbolique qui est maintenue entre "l'Europe de l'Ouest" et "les Balkans" :

Only real integration and acceptance that the periphery is part of the main will truly debalkanize the Balkans, but for that to happen, the Balkan "other" will have to be recast and, as the chapters in this volume will show, this process is still far from completed. Instead, in the immediate future it seem [sic] likely that the twin discourses of intervention and integration will continue to interact and overlap.<sup>37</sup>

SIANI-DAVIES met ici en évidence l'interaction entre deux problèmes distincts. D'une part, les limites du principe de conditionnalité. En effet, si un certain nombre de promesses ne se traduisent pas à court ou à moyen terme en actes, la stratégie "de la carotte et du bâton" risque de perdre de son efficacité.

D'autre part, SIANI-DAVIES remet en question le discours interventionniste qui maintient les pays d'Europe du Sud-Est dans une altérité apparemment irréductible. Ce dernier point est à notre avis fondamental pour comprendre l'articulation entre les discours de la Communauté Internationale et la mise en œuvre effective des programmes d'aide à la reconstruction, à la démocratisation et à la promotion de la paix. Le chapitre suivant sera ainsi consacré au rapport qu'établit la CI entre démocratie et multiculturalisme libéral et au transfert de valeurs qu'implique l'intervention internationale en Bosnie-Herzégovine.

<sup>37</sup> SIANI-DAVIES, *op.cit.*, p. 2.

## DEUXIEME PARTIE

# Multiculturalisme, libéralisme et démocratie ? De quelques valeurs et présupposés

*The new actors do not use the term "intervention" to describe their activities. Under a rhetoric of "assistance", "partnership", "regional ownership", and "integration" they have presided over an unprecedented transfer of resources, norms and values to the region but, as in the past, this has not been without conditions. In a process which has often impinged on classical notions of sovereignty the region in exchange has had to undergo a radical programme of political, economic and social reform.*

Peter SIANI-DAVIES<sup>38</sup>

*La question finale est de savoir si l'on assiste au cloisonnement ou à la réunification d'un Etat virtuel.*

André-Louis SANGUIN<sup>39</sup>

<sup>38</sup> Peter SIANI-DAVIES (sous la dir.), introduction à *International Interventions in the Balkans since 1995*, *op.cit.*, p. 24.

<sup>39</sup> André-Louis SANGUIN, "La Bosnie, Etat tricéphale des Balkans : les processus d'une partition ethno-politique", in *Géographie et cultures*, N°38, 2001, p. 65.

*Des concepts théoriques à leur mise en oeuvre*

En introduction à une collection d'articles interrogeant le rôle et la place des théories politiques du pluralisme libéral, le politologue Will KYMLICKA souligne la tension fondamentale qui sous-tend la théorie de la démocratie libérale, en particulier entre ses pôles philosophique et politique. En effet, selon l'auteur, l'approche occidentale de la question ethnique est présentée sur le plan philosophique par des termes abstraits comme "nationalisme civique", "patriotisme constitutionnel", "citoyenneté commune", "non-discrimination", "séparation entre l'Etat et l'ethnicité", ou "laïcité". En même temps, il note que sur le plan politique, les Etats occidentaux ont poussé les pays d'Europe de l'Est à adopter un certain nombre de lois très spécifiques sur les droits des minorités, par rapport à l'usage des langues minoritaires, à la représentativité, ainsi que par rapport à la gouvernance locale. Ainsi, pour le politologue, le fait que ces deux niveaux de discours ne correspondent pas toujours questionne de manière fondamentale l'apport discursif et théorique de "l'Occident", ainsi que la pertinence de celui-ci pour la mise en œuvre de politiques des droits des minorités en Europe de l'Est<sup>40</sup>.

Ce chapitre a ainsi pour objectif de questionner le rapport entre un certain nombre de valeurs libérales occidentales et leur mise en œuvre effective en Bosnie-Herzégovine. Dans la première partie, nous examinerons plus précisément le rôle accordé par la Communauté Internationale aux élections, ainsi que les enjeux qui y sont liés tant pour la CI que pour les populations locales. Puis, dans la deuxième partie, l'une des questions centrales sera de voir quels sont les paradoxes et contradictions de l'Accord de Dayton en termes de définition du multiculturalisme. La troisième partie nous permettra ensuite d'examiner de quelle manière, dans le discours de la CI, la démocratie est peu à peu devenue une valeur morale. Enfin, la dernière partie s'attachera à questionner les limites de

<sup>40</sup> Pour plus de détails, voir sa préface à Will KYMLICKA, Magda OPALSKI (sous la dir.), *Can Liberal Pluralism be Exported? Western Political Theory and Ethnic Relations in Eastern Europe*, Oxford, O.U.P., 2001, pp. xii-xvii.



certaines approches pragmatiques et fonctionnelles qui ont jusqu'ici largement dominé les politiques de pacification et d'aide à la reconstruction.

### *Des élections comme élément central du processus de démocratisation*

L'Accord de Dayton<sup>41</sup>, signé en octobre 1995 sur la base militaire de Dayton, Ohio, puis entériné à Paris le 14 décembre 1995, met en avant onze mécanismes principaux – et autant d'annexes à l'accord-cadre (GFAP, *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina*) – devant faciliter l'instauration d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine. Les annexes du GFAP évoquent ainsi, dans l'ordre : imposition militaire de la paix, stabilisation régionale (incluant la ligne inter-entité – *Inter Entity Boundary Line* – ainsi que la question de Brcko), élections, Constitution, arbitration des zones litigieuses, protection des droits humains, droit au retour des personnes réfugiées et déplacées, préservation des monuments d'importance nationale, accord sur les entreprises publiques, accord sur les dimensions civiles de l'application du plan de paix (rôle du Haut-Représentant), et enfin accord sur une force de police internationale.

Comme le souligne Marianne DUCASSE-ROGIER en introduction de son analyse détaillée de l'Accord de Paix, le projet est de grande envergure : "il ne s'agit pas moins que de 'reconstituer' un Etat – c'est-à-dire le reconstruire sur les plans physique, économique, institutionnel et politique"<sup>42</sup>.

Dans son pôle civil, l'élément clé de cette architecture de paix reste sans conteste les élections. L'Annexe 3 du GFAP, consacrée à la question des élections, est d'ailleurs la première annexe civile de

<sup>41</sup> Le texte de l'Accord, ainsi que ses annexes, sont disponibles sur le site Internet du Bureau du Haut-Représentant pour la communauté internationale (Office of the High Representative, OHR), <http://www.ohr.int>.

<sup>42</sup> Marianne DUCASSE-ROGIER, *A la recherche de la Bosnie-Herzégovine : la mise en œuvre de l'Accord de Paix de Dayton*, Paris, P.U.F., 2003, p. 1.

l'ensemble des textes de l'Accord. Ainsi, dès juin 1996, l'EUAM (*European Union Administration of Mostar*) et l'IFOR (*Implementation Force* de l'OTAN) supervisent à Mostar les premières élections municipales après la sortie du conflit. Comme le souligne Sumantra BOSE, ces élections, qui se déroulent deux ans après que les hostilités aient pris fin à Mostar, sont également les toutes premières élections de la Bosnie-Herzégovine de l'après-Dayton. Elles constituent donc en ce sens un examen de passage pour les structures nées de l'Accord de Paix, avant les élections générales de septembre 1996<sup>43</sup>.

Or, nombre d'observateurs furent à l'époque très critiques par rapport à ces élections. Comme le rappelle BOSE, beaucoup étaient sceptiques quant à la tenue si *prématurée* d'élections, en particulier en raison de la très forte polarisation qui subsistait alors dans tout le pays<sup>44</sup>. En un sens, les sceptiques furent confortés dans leur opinion, puisque les citoyens votèrent en majorité pour les principaux partis ethno-nationalistes. 49% de la population vota pour le SDA (nationalistes bosniaques) et 46% vota pour le HDZ (nationalistes croates)<sup>45</sup>.

D'un autre côté, la situation n'a pas beaucoup changé aujourd'hui. En effet, malgré l'espoir suscité par les élections générales de 2000 et le succès de la coalition de dix partis "Alliance démocratique pour le changement", l'évolution des *patterns* de vote semble se faire lentement, comme l'a mis en évidence graphiquement Marianne DUCASSE-ROGIER<sup>46</sup>.

Ainsi, lors des premières élections générales organisées par les autorités bosniennes le 5 octobre 2002, la CI a même dû assister, impuissante, à un retour en force des partis ethno-nationalistes (SDS, SDA, HDZ). Un retour qui s'explique principalement par le fait que, pendant que ces trois partis étaient tenus hors du gouvernement, l'"Alliance démocratique pour le changement" n'est pas parvenue à obtenir des résultats politiques probants –

<sup>43</sup> Sumantra BOSE, *Bosnia after Dayton: Nationalist Partition and International Intervention*, London, Hurst & Company, 2002, p. 116.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>45</sup> *Ibid.*, pp. 116-17.

<sup>46</sup> Voir Marianne DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, pp. 496-98.

principalement du fait de son manque de cohésion interne véritable. Il a ensuite été relativement aisé pour le SDS, le SDA et le HDZ de rassembler les mécontents et de comptabiliser ainsi suffisamment de voix pour revenir en force au pouvoir dès 2002. La situation est d'autant moins encourageante qu'elle est doublée d'un contexte institutionnel ambigu. Cette ambiguïté étant en grande partie engendrée par l'Accord de Dayton, sensé (re)construire un Etat commun, mais acceptant *de facto* sa partition en deux, voire trois entités. Une conjonction de facteurs défavorables que soulignait en 2003 le politologue Nebojsa VUKADINOVIC :

En outre, la faiblesse des rares partis pluriethniques s'est révélée au grand jour lors de la débâcle, aux élections d'octobre 2002, de la seule organisation politique pluriethnique du pays, la coalition de dix partis, désignée sous le nom d'Alliance démocratique pour le changement. La démocratisation tant attendue de la Bosnie-Herzégovine n'a donc pas eu lieu et les risques de désintégration du pays sont toujours bien présents. En effet, la République serbe de Bosnie préfère "coopérer" avec la Serbie voisine, tout comme la partie croate de la Fédération de Bosnie-Herzégovine avec la Croatie. La coopération entre les deux entités du pays (ou plutôt ses trois composantes) n'a jamais vraiment pris racine. Dans ce contexte, l'avenir reste incertain et les scénarios pessimistes sont toujours possibles.<sup>47</sup>

Plus récemment, les résultats des élections municipales d'octobre 2004 n'ont pas été très différents. Si la campagne électorale s'est relativement bien déroulée, elle n'a en revanche pas attiré beaucoup d'électeurs et d'électrices (selon l'OSCE, 46% de participation pour toute la BiH<sup>48</sup>). Par ailleurs, comme le relève l'"Association Sarajevo", si l'on a pu observer dans certaines parties de la FBiH un très léger recul, c'est globalement le *statu quo* qui a prédominé,

<sup>47</sup> Nebojsa VUKADINOVIC, "Bosnie-Herzégovine 2002-2003 : Un pas en avant, deux pas en arrière", in *Le Courrier des Pays de l'Est*, N°1036-37, Juin-Juillet-Août 2003, p. 17.

<sup>48</sup> Conseil de l'Europe, "Rapport sur les élections municipales en Bosnie-Herzégovine (2 octobre 2004)", Le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux, 5 novembre 2004, p. 9. Rapport disponible à l'adresse [www.coe.int/T/F/Cplre/5\\_Textes/3\\_Rapports\\_pays\\_par\\_pays/CG\\_CP\\_11\\_13\\_Elections\\_Bosnie\\_FI.pdf?L=F](http://www.coe.int/T/F/Cplre/5_Textes/3_Rapports_pays_par_pays/CG_CP_11_13_Elections_Bosnie_FI.pdf?L=F).

avec toujours une nette suprématie des principaux partis nationalistes mono-ethniques<sup>49</sup>.

D'une certaine manière le fait que la situation soit ainsi restée relativement inchangée incite donc à penser que la distance temporelle par rapport à la cessation du conflit armé – bien qu'il soit indispensable de la prendre en compte – ne fournit pas une explication suffisante pour appréhender la situation politique que connaît aujourd'hui la BiH. Il semble donc fondamental d'interroger plus profondément ce rapport entre l'importance accordée aux élections par la Communauté Internationale et les votes ethno-nationalistes d'une majorité de citoyennes et citoyens bosniens.

Pour la CI, l'enjeu est double : s'assurer d'une part une participation suffisante des électeurs, d'autre part garantir la répartition des sièges entre les différentes communautés. Dans un ouvrage de référence ironiquement intitulé *Bosnia: Faking Democracy After Dayton*, le politologue britannique David CHANDLER décrit minutieusement les divers mécanismes électoraux mis en place par l'OSCE et le bureau du Haut-Représentant (OHR)<sup>50</sup>. L'auteur met néanmoins en évidence les contradictions inhérentes à ce type de mécanisme de régulation :

Democratisation strategy in Bosnia has relied heavily on the institutionalisation of ethnic division through the use of the 'ethnic key', the allocation of seats in advance on the basis of ethnicity. While the ethnicisation of politics has been welcomed, and multi-ethnic administrations formed at all levels, the politicisation of ethnicity, the success of political parties which appeal to one ethnic group, has been roundly condemned as a central barrier to democratisation and the Dayton process.<sup>51</sup>

<sup>49</sup> Association Sarajevo, "Les élections municipales en Bosnie-Herzégovine", 6 octobre 2004.

Voir [http://association-sarajevo.dyndns.org/article.php3?id\\_article=252](http://association-sarajevo.dyndns.org/article.php3?id_article=252).

<sup>50</sup> David CHANDLER, *Bosnia: Faking Democracy After Dayton*, *op.cit.*, voir en particulier les chapitres 1, 3 et 5.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 111.

D'une certaine manière, il semble donc clairement que les mécanismes de régulation, aussi sophistiqués soient-ils, induisent un phénomène paradoxal de réification de la différence "ethnique". Ainsi, comme le détaille CHANDLER dans un chapitre consacré au pluralisme politique, les efforts concertés de la Communauté Internationale pour défier le nationalisme par la régulation politique et par le contrôle des médias n'ont pas donné les résultats escomptés<sup>52</sup>. Le politologue britannique y voit trois raisons principales interconnectées : premièrement, il remet en question le présupposé de base selon lequel les partis politiques et les ressources médiatiques créeraient une audience, plutôt que de *répondre* à celle-ci. Il souligne ainsi combien il paraît difficile d'imposer par le haut de nouveaux partis politiques et de nouveaux médias tant que les citoyennes et citoyens ressentiront de l'insécurité, dans un contexte de division politique et dans des rapports difficiles entre minorités et majorités. Deuxièmement, CHANDLER insiste sur le fait que l'interventionnisme international en la matière risque d'interférer dans les processus politiques, en institutionnalisant le point de vue national, plutôt qu'en allant au-delà de celui-ci, ainsi qu'en maintenant un haut niveau de tensions et d'incertitudes. Troisièmement, l'auteur relève à quel point l'approche "top down" qu'implique la régulation internationale tant des politiques que des médias, peut sembler contraire à l'esprit même de la démocratie libérale. Il rappelle ainsi, avec à-propos, une remarque faite en 1997 par le Haut-Représentant pour la communauté internationale Carlos WESTENDORP : "It is ugly to democratise a country using force, but where you have such abnormal mentality in the leadership, then you have to do this"<sup>53</sup>.

Pourtant, l'OSCE elle-même souligne dans divers rapports d'évaluation combien les régulations imposées par la Communauté

<sup>52</sup> Voir en particulier David CHANDLER, *op.cit.*, pp. 111-134.

<sup>53</sup> Carlos WESTENDORP, interview parue dans le quotidien *Vercernje Novine*, accessible à l'adresse <http://www.ohr.int/press/i971231a.htm>, cité par David CHANDLER, *op.cit.*, p. 133. Nous relèverons au passage le jugement moral qui s'insinue dans le discours du Haut-Représentant, lorsqu'il évoque une "mentalité anormale".

Internationale mettent d'une certaine manière en péril l'aspect démocratique des élections :

Despite progress, however, these [elections] remained essentially transitional elections. Under the unique constitutional context of BiH, ultimate authority still rests with the international community. Although this arrangement is in keeping with the international community's mandate to pursue peace in BiH, and is in compliance with international law as set out in binding resolutions of the UN Security Council and other international bodies, the result is an electoral process that is sometimes irregular, or even undemocratic, in terms of international election standards. For example, the removal of elected officials and barring individuals from candidacy without due process protection were once again concerns during this election.<sup>54</sup>

Certains analystes sont ainsi allés jusqu'à dénoncer une attitude néocolonialiste, comme nous le verrons plus loin. Mais, de manière plus générale, une seconde question directement liée à cette problématique de l'interventionnisme semble importante à poser : la complexité croissante des modes de régulation auxquels ont recours les institutions chargées de mettre en œuvre l'Accord de Dayton ne risque-t-elle pas, *in fine*, d'induire une tendance à rendre les mécanismes politiques illisibles pour les citoyens bosniens ? Ainsi, l'OSCE relevait, suite aux dernières élections municipales d'octobre 2004, "an unduly complex electoral system that few voters understand and that includes lengthy counting procedures that can reduce confidence in the results"<sup>55</sup>.

En effet, le système électoral aujourd'hui principalement utilisé en BiH se base sur le principe de la "Sainte-Ligue", complété ultérieurement de divers principes, dont celui des "listes ouvertes", où les votants peuvent ajouter librement des noms. Globalement, il s'agit d'une procédure complexe impliquant des reports de voix et des distributions proportionnelles de sièges en fonction de clés de

<sup>54</sup> OSCE/ODIHR, "International Election Observation Mission: 2004 Municipal Elections – Bosnia and Herzegovina", Sarajevo, 3 octobre 2004, p. 1. Pour un autre exemple récent, voir également OSCE/ODIHR, "Bosnia and Herzegovina General Elections 5 October 2002: Final Report", Varsovie, 9 janvier 2003, p. 1. Ces documents sont disponibles sur le site <http://www.oscebih.org>.

<sup>55</sup> OSCE/ODIHR, "International Election Observation Mission: 2004 Municipal Elections – Bosnia and Herzegovina", Sarajevo, 3 octobre 2004, p. 2.

répartitions fixées à l'avance. Le but ultime de ces différentes mesures de régulation électorale étant de minimiser autant que possible les chances de succès des partis nationalistes mono-ethniques.

Sans entrer ici dans le détail de ce système électoral, il apparaît clairement que cette "technocratisation" des élections risque d'une part de délégitimer le processus politique lui-même, d'autre part de déposséder les citoyens de leur accès aux processus démocratiques. C'est en tout cas l'hypothèse que formule CHANDLER en conclusion de son chapitre "Political pluralism", dans lequel il remet en question la volonté affirmée, en 1997, du Haut-Représentant Carlos Westendorp de mettre en place un système électoral obligeant tous les partis politiques à être "pluralistes", même les partis les plus importants (c'est-à-dire les partis ethno-nationalistes) :

Removing the democratic mandate from the leading national parties through new forms of electoral regulation would further disenfranchise Bosnian electors with little guarantee that the political climate would be transformed.<sup>56</sup>

Plus largement, l'ICG a mis en évidence les paradoxes qu'impliqueraient une mise en œuvre musclée du GFAP (*General Framework Agreement for Peace*), à l'exemple des méthodes déployées par le Haut Représentant Paddy Ashdown :

The nationalist governments retain the capacity to obstruct progress and the international community remains prone to cave in, wimp out and screw up.

In the meantime, paradox will prevail. In order to get out, OHR must get in more deeply. In order to do away with the Bonn powers, they will have to be used more intensively. In order to accustom BiH politicians again to take responsibility for their country, the High Representative will have to seek to hold them to the pledges he has extracted. In order to inculcate the rule of law, make democratic governance possible, and free the peoples of BiH from their fears and obsessions, the High Representative will need occasionally to ride roughshod over the norms of legality, transparency and democracy. This will

<sup>56</sup> CHANDLER, *op.cit.*, p. 134.

not always look pretty. But neither did the war and the past international failures that have made it necessary.<sup>57</sup>

En effet, Paddy Ashdown a été l'un des premiers Hauts Représentants à faire un usage aussi intensif des "Pouvoirs de Bonn"<sup>58</sup>. Ces pouvoirs ont été attribués au Haut Représentant pour la Communauté Internationale lors de la réunion de décembre 1997 du *Peace Implementation Council* (PIC). Les "Pouvoirs de Bonn" permettent au Haut Représentant d'utiliser son "autorité finale" afin de permettre et faciliter la mise en œuvre des aspects civils de l'Accord de paix. Dans les faits, ces pouvoirs concernent trois aspects principaux :

- la direction des réunions des institutions communes ;
- les mesures intérimaires s'avérant nécessaires si les partis se révèlent incapables d'atteindre un consensus allant dans le sens de l'Accord de paix ;
- toutes mesures nécessaires pour permettre la mise en œuvre de l'Accord de Paix à travers toute la Bosnie-Herzégovine et ses entités. Ces mesures peuvent inclure des décisions à l'encontre de personnes ayant une charge publique ou d'officiels absents des réunions sans raison valable. Il peut également s'agir de personnes ayant une charge publique ou d'officiels que le Haut Représentant considère comme se comportant en violation des engagements légaux liés à l'Accord de Paix ou à sa mise en œuvre.<sup>59</sup>

Une telle conception de l'intervention internationale pose toutefois question, tant elle semble tendre vers une certaine forme d'autoritarisme. Cette politique "par décret" ressemble ainsi parfois à un mécanisme dialectique qui risque, à terme, de déresponsabiliser tant les citoyens que les partis politiques locaux, et qui pourrait, plus globalement, délégitimer le processus

<sup>57</sup> ICG, "Bosnia's Nationalist Governments: Paddy Ashdown and the Paradoxes of State Building", *ICG Balkan Report* N°146, 22 juillet 2003, pp. 41-42. Document disponible à l'adresse <http://www.crisisweb.org>.

<sup>58</sup> Le 30 juin 2004, Paddy Ashdown a ainsi démis 59 personnes de leur fonction ou position ; la plupart de ces personnes faisant partie du SDS (nationalistes serbes) de la Republika Srpska.

<sup>59</sup> Voir OHR, "PIC Bonn Conclusions. Bosnia and Herzegovina 1998: Self-sustaining Structures", 10 décembre 1997. Document disponible à l'adresse <http://www.ohr.int>.



démocratique dans son ensemble. Ainsi, dans un document qui ne laissa à l'époque personne indifférent, au titre provocateur de "Travails of the European Raj", le *Think Tank European Stability Initiative* (ESI) fit part d'un certain nombre de questionnements quant aux pratiques de la CI en Bosnie-Herzégovine, et tout particulièrement quant aux pratiques du Haut-Représentant. L'ESI souligne ainsi avec ironie :

What Bosnia and Herzegovina needs is not democratic domestic politics, but government by international experts. In Bosnia and Herzegovina, outsiders do more than participate in shaping the political agenda—something that has become the norm throughout Eastern Europe, as governments aspire to join the European Union. In BiH, outsiders actually set that agenda, impose it, and punish with sanctions those who refuse to implement it. At the center of this system is the OHR, which can interpret its own mandate and so has essentially unlimited legal powers. It can dismiss presidents, prime ministers, judges, and mayors without having to submit its decisions for review by any independent appeals body. It can veto candidates for ministerial positions without needing publicly to present any evidence for its stance. It can impose legislation and create new institutions without having to estimate the cost to Bosnian taxpayers. In fact, the OHR is not accountable to any elected institution at all.<sup>60</sup>

Au-delà d'une dénonciation des pouvoirs quasi illimités acquis par le Haut Représentant en 1997, l'ESI conclut son rapport en soulignant la nécessité d'instances démocratiques de contrôle. En effet, quelles que soient la pertinence et l'utilité effective de tels pouvoirs, ils ne peuvent être légitimes que si une possibilité de contrôle démocratique et impartial existe. Or, à ce jour, tel n'est pas le cas. Ainsi, plus qu'une simple critique des mécanismes de régulation promulgués par la CI dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau système électoral post-Dayton, c'est une question plus fondamentale qui se pose ici. Elle concerne en fait les valeurs qui fondent les concepts mêmes de "multiculturalisme" et plus encore de "multi-ethnicité".

<sup>60</sup> Gerald KNAUS, Felix MARTIN, "Lessons from Bosnia and Herzegovina: Travails of the European Raj", in *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°3, p. 61.

### *Accord de Dayton et multiculturalisme : paradoxes et contradictions*

Plus qu'un accord de paix, l'Accord de Dayton se veut également un cadre institutionnel permettant la (re)construction d'une Bosnie-Herzégovine "multiethnique". Or, dans une intervention en apparence provocatrice, le politologue canadien Chip GAGNON aborde de front certaines questions clés directement liées à la définition occidentale du multiculturalisme libéral. Il pose l'hypothèse suivante :

I argue that the hegemonic way in which notions of belonging are conceptualized and implemented in the dominant liberal states of the west is itself a problem for plural societies. In the case of the successor states of the former Yugoslavia, this model has reinforced the logic of the ethnic cleansers, and has undermined the position of those forces in society that advocate an authentic ethic of multiculturalism.<sup>61</sup>

Si l'on peut trouver problématique l'essentialisme quasiment inversé de GAGNON ("*authentic ethic of multiculturalism*"), la réflexion qu'il offre n'en demeure pas moins utile. Le modèle que GAGNON décrit dans cette citation comme "hégémonique" est un modèle identitaire basé sur la construction des Etats-nations occidentaux. Un modèle qui se fonde sur une hiérarchie entre un groupe majoritaire d'une part, et un groupe minoritaire d'autre part. Dans un tel modèle hiérarchique, l'objectif de la démocratie libérale se pose donc en termes de tolérance : il s'agit bien en effet de *tolérer* les minorités (quelles qu'elles soient), plutôt que d'admettre l'idée de notre diversité<sup>62</sup>.

<sup>61</sup> V.P. GAGNON, "Liberal Multiculturalism: Part of the Problem?", papier présenté au séminaire international "Democracy and Human Rights in Multiethnic Societies", Institute for Strengthening Democracy, Konjic, BiH, juillet 2002, p. 1. Draft cité avec l'aimable accord de l'auteur.

<sup>62</sup> Voir les développements de Chip GAGNON sur le rapport induit par le colonialisme entre majorité Blanche et minorités. En particulier, voir *op.cit.*, p. 12.

Dans une perspective "moderniste"<sup>63</sup>, l'Etat-nation se construit, dès la fin du 18<sup>ème</sup> siècle et durant le 19<sup>ème</sup> siècle, dans ce que la politologue Anne-Marie LE GLOANNEC décrit comme un double mouvement vers l'intérieur et vers l'extérieur :

[...] l'État se construit naguère par un double processus, par délimitation des frontières vis-à-vis de l'extérieur, environnement approprié par d'autres États, et par homogénéisation intérieure, unification territoriale, linguistique, économique, quadrillage d'un territoire par des voies de transports, découpage en unités administratives isomorphes et par ce formidable processus de transformation d'individus en citoyens.<sup>64</sup>

Ainsi, l'identité nationale apparaît par différenciation par rapport à un Autre situé à l'extérieur des frontières, et par identification par rapport à un Même devenant con-citoyen<sup>65</sup>.

Néanmoins, l'historien marxiste Eric HOBBSBAWM rappelle que le nationalisme classique du 19<sup>ème</sup> siècle est tout à fait à l'opposé d'une définition contemporaine du nationalisme comme recherche d'une identité de groupe par séparation/opposition. Selon Hobsbawm, le nationalisme de l'époque "avait pour but d'étendre l'échelle des unités humaines sociales, politiques et culturelles : unifier et étendre plutôt que restreindre et séparer"<sup>66</sup>. Ainsi, comme le relève le sociologue Didier LAPEYRONNIE,

<sup>63</sup> Comme le relèvent SPENCER et WOLLMAN, différents courants théoriques cohabitent dans le débat actuel sur le nationalisme. Ainsi, certains auteurs situent l'origine des États-nations dans les royaumes du Moyen-Âge, d'autres considèrent que les racines du nationalisme plongent plus loin encore. Sans entrer dans ce débat, nous considérerons ici les développements théoriques dits "modernistes" sur le nationalisme ; à savoir des développements théoriques qui prennent la Révolution française de 1789 comme point de départ principal de la construction des États-nations, ainsi que de l'idée-même de nation. Pour plus de détails, voir Philip SPENCER, Howard WOLLMAN, *Nationalism: a Critical Introduction*, London, Sage, 2002, en particulier le chapitre "Contemporary Approaches to Nationalism", pp. 26-56. Les auteurs y présentent de manière détaillée les différents présupposés théoriques qui animent le débat actuel sur le nationalisme.

<sup>64</sup> Anne-Marie LE GLOANNEC, *Entre union et nations : l'État en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 22-23.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>66</sup> Eric J. HOBBSBAWM, "Ethnicity and Nationalism in Europe Today", in Gopal BALAKRISHNAN (sous la dir.), *Mapping the Nation*, London, Verso, 1996, pp.

[les nations modernes] ont été bâties par des mobilisations nationales créatrices des sociétés modernes, imposant une rupture profonde avec le passé, avec les communautés traditionnelles et l'ordre hiérarchique des Anciens Régimes et une unification économique, politique et culturelle autour d'institutions communes.<sup>67</sup>

Dans un tel contexte, la différence qui subsisterait entre le nationalisme fondateur des Etats-nations occidentaux et le nationalisme contemporain tel qu'il se présente aujourd'hui dans les Etats post-yougoslaves serait donc de l'ordre d'une distinction entre "bon" et "mauvais" nationalisme, où le "bon nationalisme" serait incarné par le multiculturalisme libéral, que GAGNON nomme un "nationalisme d'inclusion"<sup>68</sup>. Pourtant, comme le relève plus loin le politologue, définir ainsi le nationalisme "occidental", reviendrait à faire l'impasse sur les violences – symboliques et effectives – qui ont fait partie de l'entreprise d'homogénéisation propre à la construction des Etats-nations :

This positioning of the West as civilizer in the land of the primitive, violent Balkans, has the effect of allowing us to deny the violence inherent in our own, liberal imaginings of political space at home.<sup>69</sup>

Ce rapport à l'Autre balkanique ou bosnien n'est alors pas seulement l'une des étapes de la construction identitaire de l'Occident – par une dynamique d'identification-différenciation – mais également un instrument de hiérarchisation spatiale et temporelle entre l'Occident et les Autres. L'enjeu est de taille : il s'agit en effet d'établir un *rapport de force*. L'Autre doit ainsi passer

---

255-266.

<sup>67</sup> Didier LAPEYRONNIE, "Nation, démocratie et identités en Europe", in Riva KASTORYANO (sous la dir.), *Quelle identité pour l'Europe ? Le multiculturalisme à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 222-23.

<sup>68</sup> GAGNON, *op.cit.*, p. 12. C'est d'ailleurs sur cette notion d'"inclusion" que l'ancien Haut-Représentant Wolfgang Petritsch insista lors d'une conférence de presse donnée en décembre 2004 ("L'avenir de la Bosnie et l'Esprit de Genève", Club suisse de la Presse, Genève, 17 décembre 2004).

<sup>69</sup> GAGNON, *op.cit.*, p. 15.

par un processus de "démocratisation" et de "civilisation", jusqu'à se fondre dans le modèle multiethnique libéral. Toutefois, ce processus même paraît porteur de contradictions, puisque énoncer la nécessité de *tolérer* la différence, c'est en même temps réifier cette différence. Une réification qui aurait, en dernier lieu, pour conséquence de conforter "l'Occident" dans sa position de supériorité.

Par ailleurs, comme le souligne Peter SIANI-DAVIES, l'altérité de l'Autre balkanique ne se définit dans ce contexte plus vraiment en termes de distance géographique, mais en termes temporels :

Now, they form a temporal "other"; they represent the European past which cannot become the future. It may be questioned whether "virtual integration" will debalkanize the Balkans. It will not truly unite the region with the geopolitical whole and, in the absence of this, in all probability, it will not succeed in helping the Balkan states fully escape the problems of their past. Instead, the process is all too likely to create a "virtual Balkans". A region still peripheral and separate from the EU, suspended somewhere between the inclusive promise of integration and the exclusion that in the past has fostered conditions producing intervention.<sup>70</sup>

### *De la démocratie comme valeur morale*

Le politologue David CHANDLER va même plus loin, dans la conclusion de son ouvrage *Bosnia: Faking Democracy after Dayton*. Il pose en effet l'hypothèse selon laquelle l'objectif fondamental de l'intervention internationale en BiH correspond avant tout à un besoin de redéfinition et de repositionnement sur la scène internationale :

This work concludes that the international consensus behind the current democratisation strategy in Bosnia cannot be explained by analysis of its impact on the ground in Bosnia itself. Instead, it is suggested that the drive behind democratisation can be located in the needs of international institutional actors for new forms of co-operation and new ways of legitimating their international regulatory role.<sup>71</sup>

<sup>70</sup> SIANI-DAVIES, *op.cit.*, p. 2.

<sup>71</sup> CHANDLER, *op.cit.*, p. 193.

Or le préalable indispensable à cette "prise de pouvoir" semble être de transformer, au niveau du discours, le concept de "démocratie" en une valeur morale, par opposition à un processus politique :

However, the precondition of this projection of power on the international stage is the acceptance of the democratic divide between those states with the culture and social development necessary to make the "morally right" choices and those, still caught up in the problems of economic and social development or lacking the culture of civil society, who cannot be trusted to manage their own political framework in the correct manner. As traditional democratic freedoms are supplanted by ethical and moral codes of behaviour, the universal content of liberal democracy, the presumption of individual and collective autonomy, has been replaced by international authorities which claim the mantle of mature democracy and civil society. Democracy has become a moral as opposed to a political category and democratisation now concerns societal values and attitudes rather than political processes.<sup>72</sup>

Ce glissement de la sphère politique à la sphère morale permet donc de fixer de nouveaux critères d'évaluation du processus de démocratisation. Désormais, il s'agit d'évaluer le degré de *maturité* : des politiques, de l'électeur, du citoyen, ou du pays dans son ensemble. Dans une telle perspective, la CI est alors encore une fois confirmée dans un rôle de puissance hégémonique poursuivant une "mission civilisatrice" d'éducation des peuples en manque de culture, de "savoir-faire", et de "savoir-être" démocratiques. Ce que CHANDLER nomme une "*new ethical foreign policy*"<sup>73</sup>.

Chip GAGNON, replaçant ces rapports de forces dans une perspective post-coloniale, rappelle à quel point cette

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>73</sup> *Ibid.* Par ailleurs, CHANDLER développe très largement ce concept d'"ethical foreign policy" dans son ouvrage *From Kosovo to Kabul: Human Rights and International Intervention*, London, Pluto Press, 2002. Il y explique comment ces nouvelles politiques se sont développées dans le contexte de l'après-1989, et comment, en Somalie, en Bosnie ou au Kosovo hier, en Afghanistan ou en Irak aujourd'hui, la volonté affichée par certains gouvernements de défendre les droits humains a souvent servi avant tout de paravent à des politiques extérieures moins "politiquement correctes".

"moralisation" du débat, relevant d'un "fantasme de suprématie", remplit une double fonction : d'un côté ce fantasme renforce la société libérale multiculturelle telle qu'elle est imaginée<sup>74</sup> par les "Occidentaux". D'un autre côté, ce "fantasme de suprématie" donne l'illusion aux nationalistes dirigeant les républiques post-yougoslaves qu'ils peuvent maintenir leur position de groupe ethnique dominant, dans un rapport hiérarchique dominants/dominés, majorité/minorités<sup>75</sup>. Or c'est bien cette dialectique, cette légitimation circulaire, qui pose aujourd'hui problème en BiH, et tout particulièrement à Mostar. Dans le contexte de l'Accord de Dayton, cette légitimation circulaire implicite s'est ainsi glissée entre les lignes de l'Accord, au prix d'une contradiction de fond : l'Accord de Dayton confirme et matérialise la partition, tout en visant la réunification du pays à long terme.

#### *Des plans de paix réalistes aux stratégies pragmatiques de reconstruction*

Analysant le processus de "partition ethno-politique"<sup>76</sup> de la BiH, le géographe André-Louis SANGUIN relève le point commun aux quatre plans de paix successivement élaborés par le Groupe de Contact<sup>77</sup> entre 1992 et 1994, et dont l'Accord de Dayton est en quelque sorte l'aboutissement :

<sup>74</sup> L'on pourrait ajouter : "imaginée" tant au sens strict, qu'au sens défini par Benedict ANDERSON. Voir son ouvrage de référence *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (trad. de Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, La Découverte, 2002 (1<sup>ère</sup> édition anglaise, London, Verso, 1983).

<sup>75</sup> GAGNON, *op.cit.*, p. 15.

<sup>76</sup> André-Louis SANGUIN, "La Bosnie, Etat tricéphale des Balkans : les processus d'une partition ethno-politique", in *Géographie et cultures*, N°38, 2001, pp. 65-84.

<sup>77</sup> Le "Groupe de Contact" regroupe : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie. Il est formé en avril 1994. La succession de plans de paix est la suivante : en 1992, plan Cutilheiro ; en 1993, plan Vance-Owen ; en 1993, plan Owen-Stoltenberg ; en 1994, plan Juppé-Klinkel).

Tous ces plans revêtirent un dénominateur commun : la "cantonisation" de la Bosnie par la territorialisation communautaire, c'est-à-dire son démantèlement sur une base ethnique. De plus, ces plans de paix ne constituaient en fait que des alignements successifs sur la situation militaire du moment. En clair, ils suivaient les progrès de la purification ethnique<sup>78</sup>. Cette logique de la partition, déjà inscrite dans cette succession de plans de paix, allait trouver son point d'orgue avec les Accords de Dayton : dans la pratique, la Bosnie fut partitionnée en trois entités mono-ethniques. Elle était devenue un Etat tricéphale des Balkans.<sup>79</sup>

Ici apparaît donc l'une des difficultés principales que doit surmonter la Bosnie post-Dayton et qui prend parfois des allures d'injonctions contradictoires (*double bind*). Il s'agit en effet de reconstruire un pays en se fondant sur des valeurs de multiculturalisme et de tolérance mutuelle, alors même que les différents acteurs de la Communauté Internationale ont fondé la structure de ce nouvel Etat sur une répartition communautaire directement produite par des logiques d'exclusion, d'expulsion et de nettoyage ethnique. Ainsi, Marianne DUCASSE-ROGIER met en évidence "des lacunes et des incohérences inhérentes au système imaginé par les négociateurs" :

Celles-ci trouvent leur source dans une contradiction fondamentale caractérisant l'Accord de Dayton : l'association de clauses tendant à confirmer la partition de l'Etat avec d'autres dispositions, censées produire exactement l'effet inverse et favoriser la réunification du pays. [...] [Cette contradiction] permet de comprendre le contexte de la mise en œuvre et les vicissitudes du relèvement de la Bosnie. D'autre part, elle s'applique aux actions des acteurs internationaux, dont la façon de gérer cette contradiction de base a pu varier, à la fois dans le temps et en fonction de leur domaine d'activité respectif (civil ou militaire).<sup>80</sup>

La trace tangible de cette contradiction se trouve par ailleurs au niveau de l'IEBL (*Inter Entity Boundary Line*) que décrit l'Annexe 2

<sup>78</sup> SANGUIN fait ici référence à Xavier BOUGAREL, *Bosnie : anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, ainsi qu'à Jean COT, *L'ex-Yougoslavie en Europe : de la faillite des démocraties au processus de paix*, Paris, L'Harmattan, 1997.

<sup>79</sup> SANGUIN, *op.cit.*, p. 71.

<sup>80</sup> Marianne DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, p. 2.



du GFAP. Cette ligne de démarcation sépare les deux "entités" formant la Bosnie-Herzégovine post-Dayton : la Fédération Croato-musulmane (FBiH) d'un côté et la *Republika Srpska* (RS) de l'autre. Même si l'impact physique de ce qui pourrait s'apparenter à une frontière territoriale tend à être aujourd'hui de plus en plus minimisé, une ligne de démarcation "mentale" subsiste clairement. Cette division "imaginée" est renforcée non seulement par le fait que l'IEBL correspond à l'ancienne ligne de front<sup>81</sup>, mais aussi parce que d'importantes différences économiques, sociales et culturelles marquent les deux entités.

Si cette frontière avait de prime abord pour fonction de pacifier la BiH, force est malheureusement de constater qu'elle est en même temps porteuse de son propre paradoxe. Un paradoxe que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des situations de partitions : la ligne de partage qui sépare les anciens belligérants matérialise, concrétise et renforce même parfois une division spatiale, politique, économique et identitaire. En effet, comme le résume SANGUIN, "la partition est une 'solution en dernier ressort' mais on peut aussi la considérer comme la 'meilleure des pires solutions' car elle est, par dessus tout, préférable à une guerre civile."<sup>82</sup> Pourtant, poursuit le géographe :

De nouvelles frontières, souvent hostiles, émergent entre les entités partitionnées. Les échanges inter-entités s'arrêtent, au moins pour un temps, et les nouvelles entités développent des relations politico-économiques avec d'autres Etats.<sup>83</sup>

Cette conséquence négative de la partition est d'autant plus prégnante dans le cas de la BiH post-Dayton dans la mesure où, comme nous l'avons déjà mentionné, la partition entre la Fédération croato-musulmane et la *Republika Srpska* résulte directement du nettoyage ethnique. Ainsi, la partition "consacre le

<sup>81</sup> Celle-ci est appelée "ligne de cessez-le-feu" dans l'Annexe 2 de l'Accord. Le texte de l'Accord de Dayton est disponible à l'adresse <http://www.ohr.int>.

<sup>82</sup> SANGUIN, *op.cit.*, p. 66.

<sup>83</sup> *Ibid.* L'auteur fait ici également référence aux travaux de T.E. HACHEY (*The Problem of Partition : Peril to World Peace*, Chicago, Rand McNally, 1972), ainsi que de Ronan PADDISON (*The Fragmented State*, Oxford, Blackwell, 1983).

monoethnisme"<sup>84</sup>. Cette tendance fut par ailleurs renforcée par les textes mêmes de l'Accord de Washington, qui évoquaient explicitement la possibilité de tisser des liens forts avec les pays voisins. En l'occurrence avec la Croatie d'une part, et la Serbie-Monténégro d'autre part.

Pourtant, DUCASSE-ROGIER souligne à juste titre que "l'IEBL n'est pas et ne doit pas être considérée comme une frontière : elle n'est rien de plus qu'une délimitation administrative", à quoi l'auteure ajoute immédiatement :

L'un des premiers défis de la mise en œuvre de l'Accord fut précisément de résister aux pressions des ultra-nationalistes locaux et des ultra-réalistes internationaux pour transformer cette ligne en une frontière symbolisant la partition de la Bosnie-Herzégovine.<sup>85</sup>

Dans le cas précis de Mostar, la séparation et sa représentation concrète sur une carte géographique n'existent pas à proprement parler. Cependant, la ville, capitale historique de la région d'Herzégovine, n'en représente pas moins le symbole même d'une séparation *de facto* de la Fédération croato-musulmane, traçant une ligne invisible, mais non moins puissante symboliquement, entre Croates et Bosniaques. SANGUIN évoque même à cet égard une "IEBL bis" :

Les Accords de Dayton n'ont pas permis à l'Herzégovine croate d'accéder au rang de "troisième entité" de la Bosnie. Dans les faits, cependant, elle fonctionne comme telle et sa limite avec la Bosnie musulmane ressemble à une "IEBL bis".

[...]

Concrètement, en l'absence d'une frontière physique claire sur le terrain, la frontière est surtout "dans les têtes" et les deux communautés vivent dos à dos sans quasi aucun échange entre elles. Même plus, deux économies, deux

<sup>84</sup> SANGUIN, *op.cit.*, p. 74. À noter par ailleurs que l'emploi de l'expression "guerre civile" est pour le moins sujet à controverse dans le contexte bosnien. L'enjeu étant bien sûr de définir l'ennemi comme intérieur ou extérieur à la BiH.

<sup>85</sup> DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, p. 94.

systèmes monétaires, deux systèmes éducatifs se juxtaposent dans l'espace urbain avec des marqueurs culturels complètement différents.<sup>86</sup>

Certes, il est nécessaire de relativiser quelque peu les propos de SANGUIN. Tout d'abord parce que, comme le souligne le géographe Carl GRODACH, la situation concrète sur place n'est pas forcément si tragique. Le géographe explique ainsi à quel point il est dans les faits difficile de mesurer l'étendue exacte des échanges, ou au contraire de la ségrégation. Si cette dernière est certes une réalité qu'il ne faut pas nier, il faut en même temps éviter d'en faire un cliché. En effet, une vision stéréotypée et réductrice de la réalité risquerait de faire de Mostar – et par extension de la BiH et de l'Europe du Sud Est en général – un objet exotique, au sens post-colonial du terme, qui masquerait les aspects plus complexes, les ambivalences et les contradictions tant de l'histoire que des structures sociales et politiques de cette région.

GRODACH donne ainsi un exemple d'une simplification qui finit par produire des informations fausses, et donc des interprétations erronées : dans de nombreux ouvrages et articles consacrés à Mostar, les auteurs identifient la rivière Neretva à l'ancienne ligne de front. Or, si la Neretva coupe effectivement la ville en deux, c'est en revanche la ligne formée par le *Bulevar* qui sépara les belligérants.

Plus qu'une simple imprécision, ce genre d'erreur facilite, comme le souligne GRODACH, la mise en place de tout un imaginaire s'articulant autour de l'identification de la rivière Neretva à la frontière occidentale de l'Islam, renforçant ainsi l'image du "Vieux Pont" comme lien entre ce que certains "décrivent comme des différences fondamentales ou archaïques"<sup>87</sup>. L'image ainsi construite de Mostar est finalement une image faussée et romantique, qui ne tient pas compte de la réalité historique dans toute sa profondeur.

<sup>86</sup> SANGUIN, *op.cit.*, p. 77.

<sup>87</sup> Carl GRODACH, "Reconstituting Identity and History in Post-war Mostar, Bosnia-Herzegovina", in *City*, Vol.6, N°1, 2002, pp. 68-69.

Par ailleurs, entre le moment où SANGUIN publie son article en 2001 et aujourd'hui, la situation a quelque peu évolué. En particulier, la volonté de (ré)unification de la Ville de Mostar exprimée par les différents responsables de la Communauté Internationale qui se sont succédé depuis 1996 à Mostar a finalement été concrétisée par un décret du Haut-Représentant Paddy Ashdown. Usant des "pouvoirs de Bonn" décrits plus haut, celui-ci a en effet décrété l'unification de Mostar le 28 janvier 2004. Les six municipalités et la "Zone Centrale" ont ainsi été fondues en une seule "Ville de Mostar".

Ainsi, la CI tente de mettre en place une organisation des institutions qui puisse faciliter la réunification de la ville aux niveaux politique, mais aussi administratif et économique. Ce réaménagement institutionnel vise en fait la construction d'une paix durable dans une FBiH unifiée en s'appuyant sur un double effet de levier : il s'agit d'une part d'unifier les structures et les infrastructures de la ville, afin de "réconcilier" les différentes communautés. D'autres part, il s'agit de faire de Mostar un exemple pour toute la Bosnie-Herzégovine, afin d'ouvrir la voie à un processus d'intégration aux institutions européennes et euro-atlantiques.

Par ailleurs, les logiques à l'œuvre dans le décret de réunification de Mostar sont les mêmes que celles qui sous-tendent le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est. Toutefois, au-delà de cette politique "de la carotte et du bâton", et sans préjuger de la nécessité de telles mesures, la question reste posée de savoir s'il suffit de décréter la réunification de Mostar et d'imposer la coopération politique et économique pour construire une paix durable. Si ce type de politiques a d'une certaine manière porté ses fruits ces dernières années, en permettant une relative pacification de la région, une approche complémentaire semble aujourd'hui indispensable. Une approche qui permette d'élaborer de véritables politiques de développement – par opposition à des programmes d'aide et de reconstruction<sup>88</sup>. Une approche qui permette également

<sup>88</sup> A ce sujet, voir Nadège RAGARU, "« L'heure de l'Europe » dans les Balkans ?

un travail en profondeur par rapport à l'histoire récente de la région et en particulier un travail d'appropriation de cette histoire récente.

C'est en effet au prix d'un tel travail au long cours, que la BiH et l'ensemble de l'Europe du Sud-est pourront sortir des définitions identitaires stéréotypées, éviter le piège du fatalisme, et reprendre directement en main leur propre destinée. Il semble en effet aujourd'hui temps d'aborder le travail de pacification sur le long terme. Une perspective malheureusement en porte-à-faux avec la volonté affichée de la Communauté Internationale de se retirer au plus vite des différents pays de la région, ainsi que celle des bailleurs de fonds désireux d'investir désormais dans d'autres parties du globe. Mais une perspective que devraient de toute manière reprendre à leur propre compte les responsables politiques de toute la région.

---

Le mirage des promesses d'européanisation", in *La revue internationale et stratégique*, n°46, été 2002.

Document disponible à l'adresse [www.paixbalkans.org/contribution.htm](http://www.paixbalkans.org/contribution.htm).



### TROISIEME PARTIE

## Rôles identitaires, sociaux et politiques d'un lieu de mémoire

*Comment désarmer une mémoire vengeresse ? – c'est à la fois la première et la dernière question du grand débat qui doit s'ouvrir, et dont dépend l'avenir aussi bien de la Bosnie que de toutes les composantes de l'ex-Yougoslavie. Ce pays avait mérité un meilleur destin.*

Predrag Matvejevitch<sup>89</sup>

### *Au-delà du symbole*

Lorsque *Stari Most* s'effondre dans les eaux de la Neretva, le 9 novembre 1993, c'est aux yeux de beaucoup un lien entre Est et Ouest qui se brise. Pourtant, Mostar – et, par extension, la Bosnie-Herzégovine toute entière – n'a pas toujours été à strictement parler ce lieu charnière entre deux grandes sphères d'influence culturelle. S'il ne s'agit bien sûr pas de nier que la Bosnie-Herzégovine ait été depuis de nombreux siècles située au carrefour de différentes

<sup>89</sup> Predrag MATVEJEVITCH, "Guerre et mémoire", in Rada IVEKOVIC, Jacques POULAIN (sous la dir.), *Guérir de la guerre et juger la paix*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 30.

grandes civilisations, il semble en revanche important de souligner à quel point ce pays est en même temps bien plus que cela du point de vue de ses identités culturelles<sup>90</sup>. Ce n'est en effet que vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, au moment de la construction des Etats-nations européens, qu'apparaissent dans le pays des dynamiques identitaires de différenciations entre Croates, Serbes et Bosniaques. Par ailleurs, ces dynamiques de différenciation sont, dans le même temps, contrebalancées par des tentatives de formulation d'une identité bosnienne nationale unifiée.

### *Histoires en compétition*

Pour la clarté du propos, ainsi que pour éviter le piège d'un long discours sur les origines historiques d'éventuelles différences ethniques, 1463 sera ici considéré comme le point de départ de l'histoire moderne de la Bosnie-Herzégovine. Cette date correspond en effet à l'année de la conquête de la BiH par l'armée turque, inaugurant ainsi plus de quatre siècles de domination ottomane<sup>91</sup>. Comme le résume l'historien Noel MALCOLM, évoquant plusieurs décennies de théories et débats au sujet des différentes origines ethniques des habitants de Bosnie-Herzégovine, la question ethnique relève dans le fond d'une certaine futilité, ainsi que d'un relatif anachronisme :

As for the question of whether the inhabitants of Bosnia were really Croat or really Serb in 1180, it cannot be answered, for two reasons: first, because we lack evidence, and secondly, because the question lacks meaning. We can say that the majority of the Bosnian territory was probably occupied by Croats – or at least, by Slavs under Croat rule – in the seventh century; but that is a tribal label which has little or no meaning five centuries later. The Bosnians were generally closer to the Croats in their religious and political history; but to apply the modern notion of Croat identity (something constructed in recent centuries out of religion, history and language) to anyone in this period would

<sup>90</sup> Nous considérerons ici qu'une "identité culturelle" se définit à partir d'éléments historiques, linguistiques, géographiques, religieux et politiques.

<sup>91</sup> Voir Noel MALCOLM, *Bosnia: a Short History*, New York & London, NY UP, 1994, pp. 43ss.



be an anachronism. All that one can sensibly say about the ethnic identity of the Bosnians is this: they were the Slavs who lived in Bosnia.<sup>92</sup>

Le politologue Xavier BOUGAREL prend le même point de départ chronologique pour retracer ce qu'il appelle une "histoire du communautarisme en Bosnie", à partir d'un découpage de l'histoire moderne de la Bosnie-Herzégovine en cinq périodes :

- 1463-1878 : période ottomane ;
- 1878-1918 : période austro-hongroise ;
- 1918-1941 : royaume de Yougoslavie ;
- 1941-1945 : Seconde Guerre mondiale ;
- 1945-1990 : Yougoslavie communiste.<sup>93</sup>

BOUGAREL met en fait ce découpage en avant pour démontrer à quel point la BiH n'a jamais connu de véritable régime politique démocratique. Si l'on laisse de côté cet argument<sup>94</sup>, le découpage proposé permet néanmoins d'éclairer les phases au cours desquelles se sont développées les différentes constellations identitaires de la région.

En ce sens, si l'on considère donc le 15<sup>ème</sup> siècle et l'arrivée ottomane comme point de départ de cette période moderne, force est de constater que les constellations identitaires se construisent durant cette période en termes binaires : musulmans *vs* chrétiens. Les premiers étant, comme le rappelle DUCASSE-ROGIER, soit des "colons", soit des convertis, les seconds étant catholiques ou orthodoxes<sup>95</sup>. Par ailleurs, comme le souligne MALCOLM, des villes comme Mostar ou Sarajevo prennent véritablement leur essor durant cette période, à une époque où l'influence de l'Islam est donc la plus forte<sup>96</sup>. Cette influence musulmane marque ainsi durablement tant les institutions que l'architecture de ces villes.

<sup>92</sup> Ibid, p. 12.

<sup>93</sup> Voir Xavier BOUGAREL, *op.cit.*, p. 26.

<sup>94</sup> Un argument qui, d'un certain point de vue, pourrait troubler l'analyse de la situation politique actuelle et devenir tendancieux, en particulier dans le contexte très spécifique du rôle joué par le Haut-Représentant de la Communauté Internationale.

<sup>95</sup> Voir DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, p. 14.

<sup>96</sup> MALCOLM, *op.cit.*, p. 67.

L'historien estime par ailleurs qu'en près de 150 ans, les musulmans deviennent majoritaires en BiH<sup>97</sup>.

De ce préambule, il serait en un certain sens facile de conclure que l'origine moderne de la BiH est, du moins culturellement, musulmane. Pourtant, dans le contexte de la reconstruction de la Ville de Mostar, il convient de s'interroger sur les différents types d'identités culturelles aujourd'hui "disponibles" en Bosnie-Herzégovine. Certaines étant plus ou moins inclusives, ou, au contraire, exclusives. Il conviendrait ensuite de se demander pourquoi et selon quelles modalités. En effet, l'histoire de Mostar est aussi marquée par les périodes ultérieures, en particulier austro-hongroises et socialistes, ainsi que par l'influence de la culture orthodoxe serbe.

En lien direct avec le concept de multiculturalisme discuté précédemment, il paraît donc nécessaire d'interroger deux types d'approches historiographiques bien distinctes, généralement au service de deux types très différents de définition de l'identité culturelle. Il y aurait d'une part une historiographie s'appuyant sur une sorte de hiérarchisation chronologique, où les éléments les plus anciens seraient les plus *authentiques*. L'autre option serait une historiographie "par sédimentation", qui considérerait *toutes* les périodes historiques comme constitutives de l'identité culturelle – bien que selon des modalités et à des degrés divers. D'un côté, il apparaît clairement possible de poser l'hypothèse selon laquelle la première démarche historiographique nécessite un usage sélectif de la mémoire. D'un autre côté, la seconde démarche évoquée devrait permettre la mise en place d'un véritable travail de mémoire, garant de la construction d'un espace de "con-vivance" réellement inclusif.

Cette question est d'autant plus importante que les périodes ultérieures de l'histoire moderne de la Bosnie-Herzégovine voient peu à peu émerger une plus grande différenciation de type "communautaire". Pour BOUGAREL, ce processus de "communautarisation" accompagne en fait le déclin progressif de l'Empire ottoman. Le politologue bat ainsi en brèche un double

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 54.

préjugé : en centrant son analyse sur le développement du communautarisme en Bosnie, il réfute d'un côté le discours idéaliste qui présente la BiH comme une sorte de *paradis perdu multiethnique*. D'un autre côté, il disqualifie le discours essentialiste qui pointe du doigt de soi-disant *haines ancestrales*. Ainsi, faisant fi des simplifications, l'auteur démontre qu'en dépit d'une réelle tolérance communautaire, la société bosnienne s'organise peu à peu selon un principe de différenciation communautaire, visible aux niveaux économique, juridique, et souvent géographique :

À partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la lente sclérose de l'Empire ottoman s'accompagne pourtant d'une rigidification des frontières communautaires.  
[...]

La société bosniaque apparaît alors structurée par les appartenances communautaires : les millets [communautés religieuses bénéficiant d'une large autonomie interne] déterminent non seulement un certain nombre de questions d'ordre juridique (régimes fiscaux et juridiction propres à chaque millet), mais correspondent aussi, dans les villes, à certains quartiers (*mahala*) et à certaines corporations (*esnaf*). Dans les campagnes, ils recourent largement des oppositions socio-économiques.<sup>98</sup>

Ce que l'on voit en fait apparaître derrière cette différenciation entre *millets*, c'est avant tout l'identification progressive des différentes communautés "nationales" à des communautés religieuses. D'un autre côté, cette différenciation progressive s'accompagne du principe de *komsiluk* – littéralement "le bon voisinage". Dans son travail, BOUGAREL met clairement en évidence la dimension paradoxale du *komsiluk* : cette pratique quotidienne de l'échange de convivialité est en effet un exemple classique d'un mode de socialisation qui à la fois permet la coexistence, et, en même temps, maintient l'Autre à bonne distance :

Le *komsiluk* est moins l'expression d'une tolérance séculaire qu'un mécanisme de réassurance quotidienne entre membres de communautés différentes. L'invitation aux cérémonies religieuses, par exemple, ouvre les frontières communautaires mais ne les efface pas ; l'association aux cérémonies familiales compense l'endogamie communautaire, mais ne la remet pas en question. Dans le *komsiluk*, le caractère stable et pacifique des relations

<sup>98</sup> BOUGAREL, *op.cit.*, p. 27.

quotidiennes entre communautés passe par un "chacun chez soi, chacun à sa place", dont le garant reste malgré tout, en dernière instance, l'Etat.

Là réside l'ambivalence et la fragilité constitutives du komsiluk. Cette réassurance au niveau quotidien du caractère stable et pacifique des relations entre communautés fonctionne parce que l'Etat est en mesure de garantir ce caractère stable et pacifique au niveau politique. Qu'il cesse de le faire, ou qu'il monte les communautés les unes contre les autres, et le komsiluk – recherche de la sécurité par la réciprocité et la paix – peut alors basculer dans le crime – recherche de la sécurité par l'exclusion et la guerre. C'est ce que montrent les violences entre communautés qui, de façon presque récurrente à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, accompagnent les crises agraires ou les invasions étrangères en Bosnie-Herzégovine.<sup>99</sup>

Le mérite principal du travail de BOUGAREL est donc de dépasser la logique binaire et simplificatrice de deux idéaux-types devenus stéréotypes : le *paradis perdu multiethnique* d'un côté, les *haines ancestrales et ataviques* de l'autre. Le politologue rend ainsi explicite la complexité et les ambivalences des structures sociales bosniennes. Il s'agit cependant d'une complexité définie comme positive, constructive et inhérente à toute structure sociale sophistiquée. Une définition à l'opposé des trop nombreux discours qui réduisent l'Autre balkanique à une altérité indéchiffrable et incompréhensible, car considérée comme trop compliquée, voire même parfois comme empreinte de folie. Il s'agit donc bien de *comprendre* l'Autre, sans l'aliéner ni par la simplification et l'idéalisation, ni par le refus de rendre compte de sa complexité, de ses paradoxes et de ses contradictions.

Une fois dépassée cette logique binaire, il est alors possible de percevoir de manière plus fine les tensions qui parcourent les dynamiques identitaires à l'œuvre en BiH dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, cette "communautarisation" des appartenances se développera entre Serbes, Croates et Bosniaques, peu à peu identifiés respectivement à l'Eglise orthodoxe, à l'Eglise catholique, et aux Musulmans<sup>100</sup>. Ces différenciations apparaissent

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>100</sup> À noter que la catégorie "Musulmans", avec la majuscule, ne deviendra une catégorie "nationale" qu'à partir de la nouvelle Constitution yougoslave de 1968. Voir SANGUIN, *op.cit.*, p. 69, MALCOLM, *op.cit.*, p. 199.

et se développent dans un double contexte : d'une part la montée des nationalismes dans toute l'Europe, d'autre part les conflits entre l'Empire ottoman et l'Empire austro-hongrois, qui, comme le souligne BOUGAREL, affectent directement la Bosnie-Herzégovine : "[...] située aux frontières septentrionales de l'Empire ottoman, [la BiH] est directement affectée par les guerres opposant celui-ci à l'empire austro-hongrois, avant d'être occupée par ce dernier de 1878 à 1918"<sup>101</sup>.

Alors que la BiH passe progressivement sous contrôle austro-hongrois – avant d'être entièrement annexée en 1908 – un nationalisme bosniaque prend peu à peu forme. Auparavant, comme le note SANGUIN, l'idée d'un nationalisme "bosno-musulman" en tant que tel n'avait en effet que peu de sens, tant que la BiH se trouvait sous domination ottomane : "les musulmans n'avaient pas besoin d'un nationalisme puisqu'ils étaient des 'sujets de première classe' au sein de l'Empire ottoman"<sup>102</sup>. En revanche, le passage en mains austro-hongroises change peu à peu la donne.

Marianne DUCASSE-ROGIER résume ainsi en trois points comment l'occupation militaire austro-hongroise, dès 1878, modifie progressivement les dynamiques identitaires bosniennes : elle souligne premièrement comment l'attitude pro-catholique de l'Autriche-Hongrie la poussa à soutenir la Croatie, dont l'un des objectifs était de rattacher la BiH à leur Etat. Deuxièmement, l'auteure rappelle combien les orthodoxes furent "dopés" par l'indépendance accordée à la Serbie et au Monténégro lors du Congrès de Berlin en 1878, puis par la proclamation du Royaume de Serbie en 1882. Et troisièmement, elle note que, si les musulmans de BiH bénéficiaient d'une certaine liberté religieuse, ils se sentaient plutôt défavorisés, d'autant plus qu'ils avaient été auparavant les sujets de première classe de l'Empire ottoman. Ainsi, DUCASSE-ROGIER conclut :

Il apparaît en réalité que la politique des Austro-Hongrois et notamment de von Callay [sic] fut un échec pour la gestion des rapports entre les trois communautés. Ce dernier avait pourtant essayé de contrecarrer le

<sup>101</sup> BOUGAREL, *op.cit.*, p. 26.

<sup>102</sup> SANGUIN, *op.cit.*, p. 69.

développement des nationalismes croate et serbe en tentant de favoriser l'émergence d'une identité "bosnienne" forte ; mais l'attitude pro-catholique de l'administration coloniale, les difficultés économiques et l'ébullition nationaliste dans l'ensemble des Balkans ne devaient pas lui faciliter la tâche, qui se révéla finalement sans avenir, dépassée à la fois par le développement des nationalismes serbe et croate et par celui d'un mouvement aux nébuleux débuts, le pan-slavisme<sup>103</sup>.

Xavier BOUGAREL, détaillant les structures sociales de la BiH sous occupation austro-hongroise, va même plus loin, en affirmant : "L'Empire austro-hongrois est, dès lors, amené à reprendre, puis à favoriser la structuration communautaire de la vie sociale et politique en Bosnie-Herzégovine"<sup>104</sup>. En effet, le politologue explique comment l'Empire adopte des attitudes différenciées face aux communautés principales : d'un côté, "sur le plan économique, il favorise les élites catholiques (locales ou venues du reste de l'Empire) dans l'administration", d'un autre côté il "préserve les privilèges agraires des élites musulmanes en échange de leur loyalisme"<sup>105</sup>. Un processus de différenciation qui culmine avec l'établissement d'un Parlement bosniaque "élu au suffrage censitaire et constitué de 'curies' distinctes (37 députés orthodoxes, 29 musulmans, 23 catholiques et 1 juif)"<sup>106</sup>. BOUGAREL relève ainsi :

Pendant la période austro-hongroise, la vie économique, sociale, culturelle et même sportive reste ainsi structurée sur un mode communautaire. Il en va de même pour la vie politique. Les partis nationaux, Muslimanska narodna organizacija ("Organisation populaire musulmane", MNO), Srpska narodna organizacija, ("Organisation populaire serbe", SNO) et Hrvatsko narodno drustvo ("Société populaire croate", HND), apparus entre 1905 et 1910, remportent les premières élections parlementaires. Cette période voit donc les débuts d'une vie politique bosniaque caractérisée par les coalitions d'intérêt entre élites politiques des différentes communautés (coalition serbo-musulmane sur la question de l'autonomie culturelle et religieuse jusqu'en 1909, coalition croato-musulmane sur la question de la réforme agraire à partir de 1911), le rôle intermédiaire et pendulaire de la communauté musulmane

<sup>103</sup> DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, pp. 18-19.

<sup>104</sup> BOUGAREL, *op.cit.*, p. 29.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> *Ibid.*

dans la rivalité serbo-croate naissante, l'appel tactique des communautés à l'Etat et l'instrumentalisation des conflits communautaires par ce même Etat<sup>107</sup>.

La Bosnie-Herzégovine semble ainsi avant tout offrir une caisse de résonance aux dynamiques identitaires qui traversent et déchirent l'Europe, et plus particulièrement ses plus proches voisins. Il apparaît en effet très clairement que le communautarisme bosnien se développe en quelque sorte en un triple écho : par rapport aux mouvements nationalistes qui se développent partout en Europe, par rapport aux tensions entre les Empires ottoman et austro-hongrois, et par rapport au conflit rampant entre Serbes et Croates.

Tant en Bosnie-Herzégovine que dans ce qui deviendra ensuite l'espace yougoslave, un double mouvement de différenciation et d'unification ne va ainsi cesser de se développer tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle – parfois en parallèle, parfois en alternance. Ce sont par moments les conflits qui l'emportent, comme lors des deux guerres mondiales. À d'autres moments, ce sont, au contraire, les forces d'unification qui prédominent. En particulier au moment de la constitution, en 1919, du "royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes", qui deviendra en 1929 "royaume de Yougoslavie". Ce fut bien sûr également le cas dès la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, dans la "République socialiste fédérative de Yougoslavie", que Josip Broz – Tito – dirigea de 1945 jusqu'à sa mort en 1980. Marianne DUCASSE-ROGIER résume la situation de la manière suivante :

C'est ainsi sur un chamboulement des rapports entre les communautés que s'achève la période austro-hongroise ; alors que le *komsiluk* était basé sur le bon voisinage distant et courtois, l'entrée dans le XX<sup>ème</sup> siècle s'accompagne d'une double tendance : d'une part l'accroissement des tensions entre les communautés, allant parfois jusqu'aux frictions, et d'autre part l'émergence d'un mouvement visant à fondre les différents nationalismes en un seul, le panslavisme. La première guerre mondiale allait renforcer le second, sans toutefois éradiquer les premières qui réapparaîtraient peu à peu au sein du Royaume des

<sup>107</sup> *Ibid.*, pp. 29-32.

Serbes, des Croates et des Slovènes, proclamé à Belgrade le 1<sup>er</sup> décembre 1918<sup>108</sup>.

À chaque fois, l'équilibre entre les forces centrifuges et les forces centripètes est précaire. L'équilibre est en effet sensible à tout changement économique ou politique. Durant l'entre-deux guerres, les tensions se renforcent, pour culminer au moment de la Deuxième Guerre Mondiale. Serbes et croates s'accordent d'abord sur un partage de la BiH qui préfigure déjà les conflits des années 1990. Puis, le 10 avril 1939, un Etat indépendant de Croatie (*Nezavisna drzava Hrvatska*, NDH) est proclamé. Il est dirigé par Ante Pavelic, fondateur du mouvement fascisant *oustachi* et proche allié d'Hitler et Mussolini. Comme le rappelle BOUGAREL :

Cet Etat indépendant croate absorbe alors la Bosnie-Herzégovine en son sein, proclame les populations musulmanes "Croates de confession islamique" et conduit une politique de génocide à l'encontre de ses populations serbe, juive et tzigane (adoption de lois sur la "protection du sang aryen et de l'honneur de la nation croate", conversion forcée des populations serbes au catholicisme, attaque et massacre des villages serbes, ouverture de camps de concentration)<sup>109</sup>.

Deux mouvements principaux s'opposeront à l'Etat indépendant croate : d'une part le mouvement *tchetnik*, conduit par un ancien officier yougoslave resté fidèle au roi Pierre, d'autre part le mouvement des partisans, conduit par le Parti communiste yougoslave de Tito<sup>110</sup>. Mais comme le relève BOUGAREL, l'affrontement entre deux projets nationalistes – la Grande Croatie d'un côté, la Grande Serbie de l'autre – "provoque finalement la désintégration interne de chaque communauté" :

Ainsi, les populations musulmanes, désorientées, se trouvent enrôlées dans les formations *oustachi* ou *tchetnik*, ou le plus souvent organisées dans des milices locales sans idéologie ni stratégie précises. Face au génocide *oustachi*, les populations serbes peuvent de moins en moins compter sur un mouvement *tchetnik* dérivant vers la collaboration et le brigandage. Quant aux populations

<sup>108</sup> DUCASSE-ROGIER, *op.cit.*, p. 19.

<sup>109</sup> BOUGAREL, *op.cit.*, p. 35.

<sup>110</sup> Voir BOUGAREL, *op.cit.*, pp. 35-36.



croates, elles se désolidarisent progressivement d'un régime *oustachi* à l'avenir incertain<sup>111</sup>.

Les partisans vont en fait utiliser cette désintégration communautaire pour peu à peu prendre le contrôle de la Bosnie-Herzégovine, inaugurant d'ailleurs en BiH (à Jajce), en 1943, le Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie<sup>112</sup>.

Cette période de l'Histoire moderne de la Bosnie-Herzégovine reste aujourd'hui encore un moment charnière : d'une part parce que les divisions communautaristes atteignent alors leur paroxysme, d'autre part parce que les dirigeants nationalistes des années 1990 vont largement exploiter les violences de cette période, les instrumentalisant pour justifier de nouveaux conflits. Par ailleurs, les catégories identitaires communautaristes vont souvent servir de cadre de référence non seulement historique, mais également conceptuel pour *penser* les guerres des années 1990. Et tout particulièrement les catégories *oustachis* et *tchetnik*, qui seront deux instruments principaux parmi ceux utilisés pour mettre l'Autre à distance, le rendre étranger, et souvent, en dernier recours, le déshumaniser.

Au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, les citoyennes et citoyens de ce qui se nomme alors "République populaire fédérative de Yougoslavie" – puis dès 1963 "République socialiste fédérative de Yougoslavie" – doivent alors faire face à au moins trois mémoires collectives principales : la mémoire prédominante est bien sûr la mémoire permettant de rendre compte d'un Etat yougoslave socialiste unifié. Mais, en parallèle, les mémoires ottomanes et austro-hongroises ne s'effaceront pas totalement. Ce sont ces mémoires qui seront tour à tour travaillées, instrumentalisées, ou, dans certains cas, oubliées. Ce sont certaines de ces mémoires qui alimenteront les conflits des années 1990. Tandis que d'autres seront citées à témoin, évoquées à titre de preuve d'une possible co-existence pacifique. En effet, ce que

<sup>111</sup> BOUGAREL, *op.cit.*, p. 36.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 37.

l'historien Noel MALCOLM rappelle au début de sa brève Histoire de la Bosnie-Herzégovine peut être généralisé à ce qui s'est passé dans l'espace post-Yougoslave ces quinze dernières années :

But the romantic theory of some nineteenth-century Yugoslav ideologists, who argued that the Serbs and Croats were "really" Illyrians (and therefore a single, special, age-old racial unit), tells us more about modern Yugoslav politics than about early Balkan history<sup>113</sup>.

Au creux de l'écriture historique se dessinent bien sûr des enjeux identitaires, pour soi et pour l'Autre. En ce sens, une Histoire sélective nous apprend plus – ou du moins autant – sur notre présent que sur notre passé. Mais cela à condition que cette sélectivité soit admise et, si possible, explicitée, ne serait-ce que partiellement. Dans le cas concret de *Stari Most*, il serait donc intéressant de voir comment s'articule et se présente l'Histoire de ce pont construit en 1566, sous l'ère ottomane : comment la tradition architecturale est-elle mise en avant ? Insiste-t-on sur la fonctionnalité du pont pour la ville dans son ensemble ? Est-il tenu compte du rôle du pont dans le développement global de la ville (par exemple, du point de vue économique) ?

### *Dimensions multiples d'un lieu de mémoire*

Dans son ouvrage de référence *Les lieux de mémoire*, l'historien français Pierre NORA définit un "lieu de mémoire", comme un lieu, un objet, une fonction, ou un événement que l'imagination investit d'une valeur symbolique. Il relève en effet trois niveaux complémentaires et coexistants du concept de "lieu", qui peut être matériel, symbolique, ou fonctionnel :

Même un lieu d'apparence purement matériel comme un dépôt d'archives, n'est lieu de mémoire que si l'imagination l'investit d'une aura symbolique. Même un lieu purement fonctionnel, comme un manuel de classe, un testament, une association d'anciens combattants, n'entre dans la catégorie que s'il est l'objet d'un rituel. Même une minute de silence, qui paraît l'exemple extrême d'une

<sup>113</sup> MALCOLM, *op.cit.*, p. 4.

signification symbolique, est en même temps comme le découpage matériel d'une unité temporelle et sert, périodiquement, à un rappel concentré du souvenir. Les trois aspects coexistent toujours<sup>114</sup>.

Ainsi, détruire un "lieu de mémoire" signifie toujours et forcément le détruire dans toutes ses dimensions. Détruire le "Vieux Pont" de Mostar implique donc plus que la destruction matérielle d'un vieux pont de pierres. Cette destruction implique en effet également une tentative d'effacer un symbole remplissant le rôle de marqueur identitaire. Par ailleurs, cette destruction signifie *de facto* la suppression d'un lien matériel entre deux parties d'une ville divisée du point de vue communautaire. Et parce que ces différents aspects du "lieu de mémoire" ne s'additionnent pas de manière simple, mais se superposent et interagissent entre eux, l'impact est à chaque fois démultiplié. Par exemple, la coupure physique entre Mostar-Est et Mostar-Ouest implique une conséquence fonctionnelle dédoublée d'une conséquence symbolique : outre la séparation entre les communautés croates et bosniaques, la coupure induite par la disparition de *Stari Most* peut signifier symboliquement la rupture entre Orient et Occident, de même qu'elle peut devenir paradigmatique de l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie<sup>115</sup>.

Dans le contexte d'une ville divisée comme Mostar, la dimension symbolique d'un "lieu de mémoire" comme *Stari Most* acquiert nécessairement une valeur identitaire, elle-même produit d'une construction, d'un discours orienté, d'une sélection de la mémoire. En ce sens, il est utile de voir comment a cheminé cette dimension symbolique et identitaire du Vieux-Pont de Mostar, comment elle s'est transformée à travers le temps. L'étude détaillée de l'anthropologue Bozidar JEZERNIK nous permet précisément de

<sup>114</sup> Pierre NORA, *Les lieux de mémoire*, 1<sup>ère</sup> partie, volumes 1-3, Paris, Gallimard, 1997, p. 37.

<sup>115</sup> Nous verrons par la suite qu'un tel point de vue participe avant tout d'une construction historique et peut devenir une sorte de cliché identitaire. Mais, pour schématiser que soit cette description, elle nous permet dans un premier temps de penser le rôle de *Stari Most* en tant que "lieu de mémoire".

suivre pas à pas les différents modes d'investissement symbolique qui se sont mis en place dès l'époque ottomane.

JEZERNIK retrace en effet les curieuses étapes qui se sont succédé dans la perception et la représentation du "Vieux Pont" de Mostar. Si *Stari Most* lui-même fut construit par l'architecte ottoman Hajrudin en 1566, d'autres ponts existèrent sur le même site, dès le milieu du quinzième siècle<sup>116</sup>. Sans entrer dans tous les détails étymologiques et archéologiques sur lesquels JEZERNIK appuie son argumentation, il semble néanmoins qu'il exista dès les premières fondations de la ville au 16<sup>ème</sup> siècle un lien très fort entre le nom même de Mostar et les ponts omniprésents dans cette ville séparée en deux par la rivière Neretva ("*most*" signifiant "pont" en langue locale). En effet, JEZERNIK rappelle que, si la ville s'était d'abord développée presque uniquement sur la rive gauche de la rivière, c'est véritablement autour du premier pont de bois que se concentra peu à peu la population de cette ville naissante.

Ce n'est donc qu'au 16<sup>ème</sup> siècle que fut construit le pont de pierre aujourd'hui connu sous le nom de *Stari Most* ("Vieux Pont") – selon JEZERNIK, à la demande des habitants de Mostar eux-mêmes. Toutefois si les origines ottomanes de *Stari Most* semblent aujourd'hui indiscutables, il n'en fut pas toujours ainsi. En effet, JEZERNIK explique comment la renommée du pont, si elle était déjà grande au moment de sa construction, eut de la peine à survivre au déclin de l'Empire ottoman :

Running parallel to this perception of Turkey as a diminished and barbaric power were general doubts about Turkish ability in the fields of culture and architecture and in particular about their ability to construct bridges<sup>117</sup>.

Ainsi, JEZERNIK cite divers textes qui, dès le 19<sup>ème</sup> siècle, associent l'Empire ottoman à la "barbarie asiatique" et attribuent l'origine d'ouvrages d'art tels que *Stari Most* à l'influence des architectures italienne, byzantine ou grecque. Aux yeux des auteurs

<sup>116</sup> Bozidar JEZERNIK, "Qudret Kemerî : A Bridge between Barbarity and Civilization", in *South Eastern Review*, Vol. 79, N°3, juillet 1995, pp. 470-84. Concernant la période antérieure à l'occupation ottomane, voir en particulier les pp. 481-83.

<sup>117</sup> JEZERNIK, *op.cit.*, p. 477.

de cette époque, il n'est en effet pas concevable que les Ottomans aient pu réaliser de tels chefs-d'œuvre, du moins pas sans l'aide, l'influence, ou l'héritage de civilisations antérieures ou extérieures *cultivées*.

Ce déni est bien sûr d'autant plus intéressant dans le cas de Mostar et de la Bosnie-Herzégovine, puisqu'il révèle également l'impossibilité d'inclure, à l'époque, une dimension ottomane et musulmane dans la définition identitaire de ce pays, dès lors que l'on voudrait le penser occidental ou européen. C'est un peu comme si ce "passage à l'ouest" ne pouvait se faire qu'au prix d'une amnésie partielle, qu'à la condition d'amputer Mostar et la BiH d'une partie de leur Histoire. Et donc, finalement, au prix d'une certaine purification historique qui préfigure en quelque sorte la sanglante purification ethnique des années 1990. JEZERNIK termine d'ailleurs son bref article par une inversion de l'adjectif dépréciateur "barbare", qu'il retourne contre les auteurs de la destruction de *Stari Most* :

The aim of such a barbaric act as the deliberate destruction of a unique cultural monument was the unequivocal destruction of a symbol of the presence of Muslims in Herzegovina and a brutal attempt to change the fundamental identity of the town. If earlier observers were reluctant to recognize the contributions of the Ottomans to Bosnian culture and erased the Ottoman past by re-attributing the bridge's construction to other cultures, the HVO went one step further along this path by obliterating the bridge itself<sup>118</sup>.

Toutefois, si l'armée serbe, puis les Croates du HVO, ont successivement pris pour cible *Stari Most*, c'est qu'il représentait un symbole fort. En effet, la destruction de ce pont n'a pu être ordonnée que parce qu'il était d'une part directement identifié à l'héritage culturel bosniaque (par une superposition de l'héritage culturel ottoman, étendu et identifié à l'héritage culturel musulman), et d'autre part parce que ce pont, comme tous les autres ponts qui ont également été systématiquement détruits, représentait le concept même d'une Bosnie-Herzégovine unifiée.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 483.

Il est par conséquent nécessaire de distinguer deux attitudes opposées par rapport à *Stari Most* : pendant plusieurs siècles, *Stari Most* semble faire partie de la définition identitaire de la ville, de la région, ou du pays. Mais son origine ottomane est toutefois niée. Dans l'Histoire plus récente, *Stari Most* est identifié culturellement comme ottoman, ce qui le rattache aux catégories identitaires de l'ennemi, soit musulman et par extension bosniaque. À ce titre, le pont est détruit, ce qui ressemble à une tentative d'effacer une double mémoire : d'une part la mémoire d'un héritage culturel ottoman, d'autre part la mémoire d'un passé commun partagé par les différentes communautés.

Une manière de sortir de cette double logique d'exclusion serait peut-être de resituer historiquement la construction de *Stari Most* : non seulement mentionner par qui il fut construit, mais aussi dans quel but il fut construit, avec quelles conséquences pratiques et pour qui. En effet JEZERNIK précise que lorsque les Ottomans accédèrent à la demande des Mostaris de construire un solide pont de pierre là où se trouvait autrefois un vieux pont de bois, l'objectif était avant tout de faciliter les échanges commerciaux au niveau régional. Ainsi, la construction de *Stari Most* permit à l'époque le développement économique, culturel, politique et urbain de Mostar, et par extension de sa région périphérique. De ce point de vue, le pont apporta un bénéfice tel et si déterminant pour le développement futur de la ville que l'on peut difficilement attribuer le pont à un héritage culturel plutôt qu'à un autre : *Stari Most* est avant toute chose un héritage culturel mostari.

Mettre en avant ce type d'historiographie ne signifie absolument pas qu'il faille faire l'impasse sur la dimension ottomane de l'Histoire de la BiH. Cependant, il pourrait se révéler plus inclusif d'en faire une Histoire par sédimentation, où les couches successives se superposent et se combinent sans s'exclure mutuellement. Il s'agirait alors d'une démarche se situant à l'opposé de ce que serait une historiographie par hiérarchisation chronologique, où les composantes les plus anciennes seraient en compétition avec les plus récentes, les unes se définissant comme plus "authentiques", les autres comme plus "modernes".

De manière similaire aujourd'hui, lorsque l'on évoque la reconstruction de *Stari Most*, au-delà de la dimension historique et symbolique du monument architectural, il conviendrait de mettre en évidence le potentiel économique dont il est porteur. En effet, il n'est aujourd'hui plus un élément clé de l'économie régionale comme il l'était lors de sa construction au 16<sup>ème</sup> siècle, mais il est en revanche aujourd'hui un lieu phare du tourisme régional. Les différents membres de la CI n'ont d'ailleurs pas manqué de mettre en valeur cet aspect<sup>119</sup>.

#### *Histoire imposée – mémoire imposée ? Entre devoir et travail de mémoire*

Paul RICOEUR, dans son désormais incontournable *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, décrit un équilibre entre trois pôles : le travail de deuil, le travail de mémoire et le devoir de mémoire. Si ces éléments sont trois pôles d'un même objet et d'un même projet, le philosophe français souligne combien l'équilibre qui les lie peut être rompu par ce qu'il nomme l'abus ou le manque de mémoire. Ainsi, du *devoir de mémoire*, que RICOEUR décrit comme "s'imposant du dehors au désir et comme exerçant une contrainte ressentie subjectivement comme obligation", l'auteur souligne : "il se pourrait même que le devoir de mémoire constitue à la fois le comble du bon usage et celui de l'abus dans l'exercice de la mémoire"<sup>120</sup>. Ainsi, le travail de mémoire n'est jamais donné en tant que tel : il est toujours en construction et cet édifice est fragile.

En ce sens, l'investissement symbolique très fort de la CI par rapport à *Stari Most* pourrait potentiellement se révéler problématique, tant il impose à la fois un devoir de mémoire très spécifique, et en même temps un rythme effréné pour ce dernier. Le

<sup>119</sup> Ainsi, le Haut-Représentant Paddy Ashdown a commencé dès le début de l'année 2004 à lancer une vaste campagne de promotion du tourisme bosnien. Une campagne qui culmina durant les quelques semaines précédant l'inauguration, en juillet, de *Stari Most*.

<sup>120</sup> Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, pp. 105 et ss., en particulier pp. 106 et 107 pour ces deux citations.

risque de cette imposition du contenu et du rythme du travail de mémoire est alors double : d'une part, déposséder les citoyennes et citoyens de Mostar de la mémoire d'un passé récent qu'ils devraient justement pouvoir se ré-approprier. D'autre part, induire une construction relativement partielle et superficielle tant de la mémoire que de l'identité culturelle qui s'y rattache directement.

Dans un rapport publié en novembre 2003, l'*International Crisis Group* (ICG) dressait un constat sévère du potentiel symbolique que semble représenter *Stari Most* aux yeux de la Communauté Internationale active en Bosnie-Herzégovine. En effet, le fond de la critique n'était pas alors de remettre en question la volonté de reconstruire le "Vieux Pont", mais bien de dénoncer le rôle de paravent que semble jouer cette reconstruction. Présentant ainsi le bilan plutôt sombre des tentatives de réunification des infrastructures et services de la ville de Mostar, l'ICG conclut :

What remains is the highly symbolic and internationally driven reconstruction of the *Stari Most*, scheduled for ceremonial reopening in July 2004. But in the context of the zero sum politics that otherwise prevails in Mostar, the bridge project has served as a species of Potemkin village, designed to create the illusion of inter-party, cross-national cooperation, rather than as a manifestation of the real thing – particularly since the bridge does not even link the two communities: it actually runs<sup>121</sup> from the mainly Bosniak east bank to a smaller Bosniak enclave on the west.

En effet, face au projet certes nécessaire de reconstruction de la vieille ville de Mostar (*Stari Grad*), les résultats des tentatives de réunification des structures politiques, institutionnelles et éducatives ne sont pas très encourageants. Au moment où l'ICG publie son rapport, en novembre 2003, la ville est alimentée par deux réseaux d'eau potable bien distincts. Les réseaux électriques, de téléphone et postaux restent séparés, de même que les deux services ambulanciers, les deux hôpitaux, les deux services de

<sup>121</sup> ICG, "Building Bridges in Mostar", *Europe Report* N°150, 20 novembre 2003, p. 5. À noter que la référence aux "villages Potemkine" se rapporte à la légende selon laquelle le Maréchal Potemkine aurait, dans les années 1880, fait construire des villages factices avant la venue de l'Impératrice Catherine II dans la "Nouvelle Russie", afin de mettre en valeur la prétendue bonne administration de ces contrées.



pompiers, les deux stations de bus principales et les deux services de travaux publics. Finalement deux systèmes éducatifs parallèles co-existent sur une base ségrégationniste, du jardin d'enfant à l'université, ne laissant, comme le souligne le rapport de l'ICG, à ces enfants et jeunes gens quasiment aucune chance d'apprendre à connaître des personnes issues d'une autre communauté que la leur<sup>122</sup>.

En dépit de ce hiatus, la réunification de Mostar reste pourtant, comme le souligne l'ICG, un enjeu fondamental aux yeux de la CI. Au point qu'elle figurait en 2003 parmi les quatre priorités du Haut-Représentant Paddy Ashdown pour les projets de réformes structurelles, aux côtés de la défense, des services de renseignements et des questions fiscales. Comme nous l'évoquions dans le premier chapitre, il est clair que la dimension symbolique de cette réunification est avant tout liée au rôle d'exemple que la CI souhaiterait accorder à la ville.

D'un autre côté, l'ICG indique dans son rapport un argument plus sophistiqué par rapport au rôle que pourrait stratégiquement jouer Mostar dans un processus d'instauration d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine. En effet, les auteurs du rapport soulignent le rôle que pourraient jouer les villes dans ce processus, en tant qu'entités traditionnellement plus hétérogènes :

And it was in its cities, not its rural settlements, that BiH traditionally transcended mere co-existence, and actually embodied the multinational ideal that continues to make the country worth saving.

The nationalist parties do not much like cities. They understand that urban habits, mores and values are inimical to their projects. It is not surprising, therefore, that post-war BiH has just four cities, while post-socialist Slovenia has twelve. In 1947, thirteen towns enjoyed the dignity of city status in BiH<sup>123</sup>.

Ainsi, replacer le débat dans une telle perspective pourrait peut-être permettre une ouverture vers une autre histoire collective, qui inclurait la ville de Mostar en tant que communauté ayant partagé

<sup>122</sup> Voir ICG, "Building Bridges in Mostar", *Europe Report* N°150, pp. 4-5.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 13.

un passé commun. Par ailleurs, souligner ce type d'arguments permettrait également de remettre la destruction dans le contexte plus vaste de ce que le politologue Martin COWARD nomme "urbicide". Même si la question de l'urbicide s'apparente à celle du nettoyage ethnique, le débat sur la destruction volontaire de l'hétérogénéité en tant qu'élément central de l'urbain permet d'aller au-delà du discours culturaliste d'un affrontement "intercommunautaire" ou "interethnique". Et en effet, tout comme le suggère le rapport de l'ICG, COWARD souligne à quel point un espace public, social et politique hétérogène est la condition qui rend le politique possible :

In the destruction of the Stari Most can be seen the central problematic of the political: the constitution of community. The sharing of common space is precisely that which underpins, or provides the condition of possibility for, the agonistic coexistence, or community, that marks our experience of the political<sup>124</sup>.

Il convient toutefois d'ajouter ici qu'au-delà d'un espace public hétérogène indispensable au développement d'une vie sociale et politique pacifiée, la Bosnie-Herzégovine, et Mostar en particulier ont également besoin de pouvoir construire un espace public *partagé*, ainsi que des appartenances *communes*. Mais dans tous les cas, l'enjeu est bien que les citoyennes et citoyens bosniens puissent trouver l'espace et le temps – matériels et symboliques – permettant de s'approprier un travail de mémoire qui puisse mettre à jour et mettre en évidence les éléments d'appartenances communes dont il existe des traces historiques.

Dans la pratique, la gestion de ce projet de reconstruction, pourtant si crucial, semble toutefois mettre en évidence une vision beaucoup plus superficielle d'une part, et utilitariste d'autre part. Superficielle au sens où l'investissement symbolique dans le projet semble avant tout culturaliste dans un sens restreint. Ainsi, le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, déclarait, dans le communiqué de presse annonçant l'inauguration du nouveau *Stari Most* le 23 juillet 2004 :

<sup>124</sup> COWARD, *op.cit.*, p. 32.

We are present in Mostar in order to breathe life into an exceptional heritage which, after having been used as a target, needs to become a *rallying sign*, a *sign of recognition*, the *powerful symbol of a plural identity founded on mutual trust*<sup>125</sup>.

Dans les faits, la question reste ouverte de savoir comment ce projet de reconstruction peut être considéré comme facilitant des identités plurielles et ouvertes, ainsi qu'un sentiment d'appartenance commune. Il semble en effet que la reconstruction de *Stari Most* procède avant tout du même type de re-négociation identitaire que les projets de reconstruction de *Bascarsija* à Sarajevo dont nous parlerons dans le chapitre suivant. La caractéristique centrale de cette re-négociation est avant tout une ré-appropriation du passé ottoman de la BiH. Ceci ne pose bien sûr pas problème en tant que tel. Il est en revanche légitime de se demander si le processus de reconstruction n'aurait pas dû être accompagné d'une démarche plus participative par rapport à *tous* les habitants de Mostar, ce qui aurait alors peut-être pu permettre le développement d'un sentiment d'appartenance commune plus grand que ce n'est le cas aujourd'hui. L'enjeu étant que *Stari Most* puisse (re)devenir l'emblème de tous les Mostaris, et non un objet du patrimoine ottoman en concurrence avec les objets des patrimoines orthodoxe et catholique.

D'autre part, il semble que l'on puisse qualifier le projet d'"utilitariste", au sens où la réalisation elle-même du projet ressemble finalement plus à une occasion manquée, dans laquelle la Communauté Internationale semble avoir privilégié la forme, plutôt que le fond. En effet, les hasards des lois de la libre concurrence ont impliqué l'attribution du mandat de réalisation à une entreprise turque. La CI a ainsi jugé moins coûteux de mandater cette entreprise privée, plutôt que de tirer parti d'une équipe "mixte" de mostaris, formés à l'école de tailleurs de pierres ouverte par l'ingénieur français Gilles Péqueux. Des hasards qui pourraient tout à fait avoir pour conséquence de renforcer la dimension culturaliste du projet, et ce d'autant plus si l'on calque sur les hasards du libre-

<sup>125</sup> UNESCOPRESS, "Inauguration of the Mostar Bridge", Press Release N°2004-68, 16 juillet 2004. Document disponible à l'adresse <http://www.unesco.org>.

marché un raisonnement selon lequel le savoir-faire ottoman se trouve de manière logique entre les mains turques. Pour légitime que ce raisonnement puisse sembler, il procède néanmoins d'une logique quelque peu stéréotypée. Nous reviendrons de manière plus détaillée sur ce type de réflexions, dans le dernier chapitre de ce travail.

En conclusion, il pourrait s'avérer qu'en se concentrant sur la reconstruction de *Stari Most*, la CI se soit donc illusionnée. Non sur les objectifs que cette reconstruction pourrait permettre d'atteindre, mais bien sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, ainsi que sur la réflexion préalable nécessaire. En effet, il semble que la reconstruction du pont ait été utilisée comme une fin en soi, alors qu'elle aurait pu être un moyen et un processus rassembleur concret.

## QUATRIEME PARTIE

### Initiatives locales et internationales de gestion du passé récent et des lieux de "con-vivance"

*"Oublier signifie donc effacer, nettoyer  
mais surtout reconstruire, ou réécrire  
l'histoire si nous utilisons la métaphore du  
palimpseste de Baudelaire."*

Valérie Haas<sup>126</sup>

#### *Les limites de "l'idéologie du pont"*

En point d'orgue à un brillant article sur la reconstitution identitaire et historique de Mostar et de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre, le géographe politique Carl GRODACH souligne combien les divisions ethno-nationalistes qui persistent encore aujourd'hui à Mostar et dans toute la BiH "remettent en question le pouvoir et le succès de l'idéologie du pont"<sup>127</sup>. GRODACH met ainsi à jour les véritables enjeux que révèle *Stari Most* : ce ne sont

<sup>126</sup> Valérie HAAS, "La face cachée d'une ville", in Thomas FERENCZI (sous la dir.), *Devoir de mémoire, droit à l'oubli ?*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 66.

<sup>127</sup> Carl GRODACH, "Reconstituting Identity and History in Post-war Mostar, Bosnia-Herzegovina", *op.cit.*, p. 81.

ni le pont, ni sa reconstruction qui pourraient prêter à discussion, mais bien l'idéologie et le discours qui entourent l'investissement symbolique dont *Stari Most* a fait l'objet de la part de la Communauté Internationale.

En effet, dès le lancement du projet de reconstruction, *Stari Most* est investi d'une charge symbolique énorme, puisque l'objectif que poursuit la Banque Mondiale – principal bailleur de fonds – est d'"améliorer le climat afin de permettre une réconciliation entre les peuples de Bosnie-Herzégovine, à travers la reconnaissance et la réhabilitation de leur héritage culturel commun à Mostar"<sup>128</sup>. Or cette affirmation, formulée comme une évidence, pose en réalité deux questions fondamentales. Premièrement, est-ce la reconstruction du pont en elle-même qui doit permettre la "réconciliation", ou l'ensemble du processus permettant cette reconstruction ? Si les différents experts de la CI, et en particulier de la Banque Mondiale, ont pris en compte ce type de questions, une analyse détaillée montre qu'il y a en revanche loin de la théorie à la mise en pratique. Deuxièmement, au-delà du discours identifiant *Stari Most* à un symbole de "réconciliation" et d'identité commune, il convient de retracer la construction de cette symbolique du pont comme trait d'union entre les civilisations. L'hypothèse que nous formulons ici est que la volonté de certains acteurs locaux et internationaux de construire une identité bosnienne à partir d'une re-définition et d'une réappropriation du passé ottoman de la BiH se heurte à un certain nombre de limites – tant du fait de l'inévitable négociation avec les autres discours identitaires en présence, que du fait que l'identité ainsi définie pourrait rapidement devenir rigide ou stéréotypée.

Pour explorer ces différentes questions, il s'agira tout d'abord de voir plus précisément *pour qui* et *par qui* s'est faite la reconstruction de *Stari Most*. Dans un deuxième temps, la comparaison de la reconstruction de *Stari Most* avec les projets de reconstruction du vieux quartier de Bascarsija à Sarajevo dans les années 1950 permettra de mieux comprendre certains enjeux identitaires que

<sup>128</sup> World Bank, "Pilot Cultural Heritage Project", *Report* N° 19115-BiH, 14 juin 1999, p. 2. Ce document est disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org>.

pose la reconstruction en BiH. Finalement, il s'agira de questionner les limites qu'impliquent les modes de mise en œuvre de la reconstruction de *Stari Most*, en particulier en termes d'appropriation locale du passé récent, ainsi que du processus de (re)définition identitaire.

### *La reconstruction : par qui et pour qui ?*

En 1999, la Banque Mondiale lançait un projet de reconstruction de *Stari Most*, incluant différents bâtiments faisant partie de la vieille ville (*Stari Grad*) de Mostar. En plus du site de *Stari Most* lui-même, il s'agissait également de reconstruire au moins trois monuments de valeur historique, ainsi que de rénover de manière significative un quartier historique. Si l'on se réfère à la déclaration d'intention que représente le projet publié en 1999 par la Banque Mondiale, il apparaît que les promoteurs du projet ont souhaité en outre inscrire cette reconstruction dans les programmes d'assistance existant au niveau de la Bosnie-Herzégovine en suivant trois thèmes principaux : (re)construction des institutions, transition vers une économie de marché, et renforcement des politiques de reconstruction soutenable et durable. Par ailleurs, les objectifs principaux que fixe la Banque Mondiale sont les suivants :

- Permettre une amélioration perceptible des relations de travail et de la cohésion sociale entre les habitants de Mostar,
- Relancer le tourisme à Mostar,
- Permettre une coopération effective entre la ville et les partenaires extérieurs pour la mise en œuvre des activités de reconstruction,
- Relancer un programme soutenu de préservation du patrimoine après la réalisation du projet<sup>129</sup>.

Il apparaît ainsi que deux types d'objectifs, pourtant bien distincts, sont régulièrement formulés côte à côte, et de manière totalement indifférenciée : d'un côté les objectifs de "réconciliation", de l'autre côté des objectifs économiques. Bien sûr,

<sup>129</sup> Voir, World Bank, "Pilot Cultural Heritage Project", *Report* N° 19115-BiH, 14 juin 1999, p. 2. Document disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org>.

les auteurs du projet placent ces deux types d'objectifs sur le même niveau parce qu'ils sont à leurs yeux interdépendants. Pourtant, cette apparente interdépendance ne devrait pas signifier qu'il n'y ait pas de rapport hiérarchique d'un point de vue logique, ni que l'un des objectifs soit nécessaire à l'autre. En effet, s'il paraît relativement logique qu'une paix durable soit difficile à construire aussi longtemps que subsistera une situation économique catastrophique<sup>130</sup>, en revanche, il n'est pas sûr que l'on puisse avancer l'idée qu'une économie prospère soit un facteur suffisant pour permettre une pacification des rapports sociaux sur le long terme.

À ce titre, il convient donc de s'interroger de manière plus systématique sur les personnes à qui les bailleurs de fonds et les responsables du projet de reconstruction souhaitent dédier ce "nouveau" *Stari Most*. En particulier, puisque *Stari Most* représente un marqueur identitaire fort, il paraît pertinent d'analyser les implications de la reconstruction de *Stari Most* et de *Stari Grad* dans le processus de (re)négociation des identités communautaires et nationales à Mostar, ainsi qu'en BiH de manière plus générale. Dans ce contexte, il semble donc indispensable d'examiner plus précisément *qui* prend part à ce projet de reconstruction. Par ailleurs, et dans un deuxième temps, il conviendrait également de s'interroger sur un éventuel décalage entre les destinataires imaginés, projetés et réels de ce projet de reconstruction.

Sur un budget total de US\$ 15,5 millions<sup>131</sup>, la Banque Mondiale injecte environ le quart, soit l'équivalent de US\$ 4 millions. Les autres aides financières viennent de la Ville de Mostar (US\$ 2

<sup>130</sup> Michael PUGH évoque le chiffre de 40% de chômage officiel en 2002, tout en précisant qu'éviter la taxation fiscale est une industrie en soi, et que le taux réel se situe vers 17%, selon les estimations. Cf. Michael PUGH, "Bosnia and Herzegovina in Southeast Europe", in Neil COOPER & Michael PUGH (sous la dir.), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, London & Boulder, Lynne Rienner, 2004, p. 169.

<sup>131</sup> À noter que, selon les documents, les chiffres varient légèrement. Ils ne sont par ailleurs jamais donnés de manière exhaustive. Par conséquent, les chiffres donnés entre parenthèses sont, dans certains cas, le produit d'informations croisées, et, en ce sens, sont avant tout indicatifs.



millions), d'Italie (US\$ 3.1 millions), des Pays-Bas (US\$ 2 millions), de Croatie (US\$ 0.5 millions) et de Turquie. Une aide est également apportée par l'AKTC (Aga Khan Trust for Culture), le WMF (World Monument Fund) et la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (US\$ 1 million). De leur côté, l'Union Européenne et la France apportent une aide technique. Enfin, l'UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) assure la coordination technique et scientifique du projet. Si l'on se réfère au projet initial de la Banque Mondiale datant de 1999, les apports financiers se répartissent de la manière suivante :

<b>Plan financier du <i>Pilot Cultural Heritage Project</i> (en Mio de US\$)</b>					
<b>Année de mise en oeuvre</b>					
	1999	2000	2001	2002	Total
Investissements	1.30	4.60	8.09	0.49	14.48
Coûts fixes	0.18	0.40	0.40	0.04	1.02
<b>Coût total</b>	<b>1.48</b>	<b>5.0</b>	<b>8.49</b>	<b>0.53</b>	<b>15.50</b>

<b>Financement</b>					
IBRD/IDA	0.60	1.51	1.78	0.11	4.00
Ville de Mostar/ Stari Most Foundation	0.40	0.80	0.70	0.10	2.00
Financements bilatéraux	0.36	2.26	5.03	0.15	7.80
Autres financements (AKTC/WMF/EC/ UNESCO)	0.20	0.64	0.70	0.16	1.70
<b>Financement total</b>	<b>1.56</b>	<b>5.21</b>	<b>8.21</b>	<b>0.52</b>	<b>15.50</b>

Sources : World Bank, "Pilot Cultural Heritage Project", Report N° 19115-BiH, 14 juin 1999, Annexe 4, p. 27. Document disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org>.

Le document de la Banque Mondiale indique par ailleurs que US\$ 8.81 millions proviennent de sources locales, et US\$ 6.69 de sources internationales<sup>132</sup>. Cependant, les montages financiers n'étant pas détaillés, il est difficile de savoir exactement comment s'établissent les rapports de forces réels du point de vue de l'appropriation locale du projet. En particulier, il serait intéressant de savoir de manière plus précise quels sont les bailleurs de fonds locaux et internationaux, ainsi que les interactions éventuelles qui les relient.

La structure de coordination est en revanche plus claire. En effet, l'unité de coordination (*Project Coordination Unit* – PCU) est dirigée par un comité international d'experts désignés en 1998 par l'UNESCO (*International Committee of Experts* – ICE). L'ICE conseille directement un directeur et un vice-directeur de projet (deux architectes originaires de Mostar) pour tous les aspects d'"intégrité culturelle" et d'"authenticité architecturale"<sup>133</sup>. Du point de vue de la réalisation technique, le PCU travaille avec des collaborateurs locaux et internationaux, sur la base d'appels d'offres publics.

Globalement, trois éléments saillants sont à relever : tout d'abord la participation financière de la Croatie, qui, pour modeste qu'elle puisse paraître à l'échelle du projet, n'est pas négligeable pour ce pays en transition et joue par ailleurs un rôle symbolique important. Il convient d'autre part de souligner que l'initiative et la direction du projet sont avant tout entre les mains d'intervenants externes (UNESCO, ICE). Finalement, il ne faudrait pas sous-estimer le rôle d'intermédiaires accordé à différents intellectuels et professionnels de la diaspora, souvent formés à Sarajevo ou à l'étranger.

Au-delà de ces chiffres et de ces aspects organisationnels, il faut également noter l'importance d'un certain nombre d'individus dans ce processus de reconstruction. Nous retiendrons avant tout deux

<sup>132</sup> World Bank, "Pilot Cultural Heritage Project", *Report* N° 19115-BiH, 14 juin 1999, p. 1. Document disponible à l'adresse <http://www.worldbank.org>.

<sup>133</sup> Voir Maha ARMALY, Carlo BLASI, Lawrence HANNAH, "Stari Most: rebuilding more than a historic bridge in Mostar", in *Museum International*, N°224, Vol.56, N°4, 2004, pp. 10-11.

personnes clés : l'ingénieur français Gilles Péqueux et l'architecte mostari Amir Pasic. Tous deux ont joué des rôles fondamentaux à différentes étapes du processus de reconstruction de *Stari Most*. Par ailleurs, tous deux révèlent quelques éléments des mécanismes de (re)négociation identitaire à l'œuvre entre les différentes communautés, locales ou internationales.

Gilles Péqueux a été en charge des travaux préalables à la reconstruction de *Stari Most*, en particulier des études préparatoires qui ont permis de reconstruire le pont à l'identique de l'ancien. Péqueux a par ailleurs travaillé à la reconstruction d'autres ponts, à Mostar même, ainsi qu'à Mitrovica (Kosovo), ou Novi Sad (Serbie). Si Péqueux est un personnage-clé pour la présente analyse, c'est avant tout parce que cet ingénieur a voulu penser ce projet de reconstruction au-delà d'un point de vue purement technique ou technocratique. En effet, comme il le rappela lors d'une conférence publique en 2003, il était important pour lui de lancer dans le sillage de cette reconstruction un projet d'école de taille de pierre qui réunirait des habitants de l'Est comme de l'Ouest de la ville :

[...] il était important que cet acte de reconstruction soit une ré-appropriation. Il n'était pas question de faire venir des gens d'Italie, d'Allemagne, ou de France pour construire le pont et s'en aller après la construction<sup>134</sup>.

Pourtant, la déception sera d'une certaine manière à la hauteur des attentes, puisque la Banque Mondiale et l'UNESCO choisiront l'option jugée la moins coûteuse, en temps et en argent. Ils mandateront ainsi un maître d'œuvre croate, et, pour la réalisation, une entreprise turque. Or Péqueux s'est explicitement exprimé défavorablement par rapport à ce type de mise en œuvre :

Le côté émouvant de cet ouvrage construit au XVIème siècle est qu'il est plus proche d'une sculpture collective qu'un ouvrage d'art classique. Je dis sculpture collective, car la beauté de l'ouvrage réside dans le fait qu'il est un ensemble d'erreurs corrigées avec un mélange de savoirs faire orientaux et occidentaux. Mostar, c'est en quelque sorte là où l'Orient et l'Occident se sont tendu la main.

<sup>134</sup> "Rencontre avec Gilles Péqueux, ingénieur responsable de la reconstruction de pont de Mostar", retranscription par Cyril Hauland Geoenneberg, publiée le 1<sup>er</sup> mars 2003, sur le site <http://www.balkans.eu.org/article2783.html>.

Et je pense que l'ouvrage sera réussi si on arrive à remettre les gens à travailler ensemble avec un état d'esprit commun. Personnellement, je suis assez pessimiste sur ce point. Et c'est une des raisons pour lesquelles je suis en désaccord avec l'avancement du projet<sup>135</sup>.

Ainsi, du fait de la pression politique qu'implique la volonté de la CI de faire du nouveau *Stari Most* un élément clé de l'image d'une BiH pacifiée et "réconciliée", la CI évacue totalement du champ d'analyse deux éléments indispensables à un processus de promotion de la paix à plus long terme. En effet, elle fait ainsi l'impasse d'une part sur le temps nécessaire à la (re)construction d'une mémoire commune, d'autre part sur l'opportunité pour les populations locales de s'impliquer le plus directement possible dans ce projet de reconstruction. Il peut alors, d'une certaine manière, apparaître regrettable que, en dépit de certaines volontés affichées par les bailleurs de fonds, le nouveau pont en tant que tel, plutôt que le processus dans son ensemble, soit devenu une fin en soi. Divers éléments donnent en effet à penser qu'il y a eu un certain nombre d'"occasions manquées" : occasion de faire travailler ensemble des habitants de tous horizons sur un projet concret, occasion aussi de prendre le temps de penser la dimension symbolique non seulement de *Stari Most*, mais aussi de sa reconstruction<sup>136</sup>.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> En contrepoint à cette analyse, il apparaît nécessaire de prendre en compte les avis divergents apparaissant dans certaines sources locales. En particulier, certains auteurs ont dénoncé l'ingérence et l'arrogance de Péqueux, se félicitant *a contrario* d'avoir pu sauver "l'authenticité" de *Stari Most*, grâce à l'aide de l'entreprise turque en question, ainsi qu'aux tailleurs de pierres croates. Si un travail de terrain plus approfondi paraît indispensable pour mettre en évidence de manière plus sophistiquée les rapports de force à l'œuvre dans ce débat, il semble bien que l'enjeu se situe également au-delà d'une tension entre acteurs locaux et internationaux. Plus profondément, la question des modes de (re)construction de l'identité culturelle directement rattachés à *Stari Most* semble être l'un des éléments fondamentaux révélés par cette tension entre les discours des uns et des autres. Je tiens ici à remercier tout particulièrement Jasna Adler, pour avoir attiré mon attention sur ce débat contradictoire. Un débat qui ouvre de nouvelles perspectives pour de futures recherches.

Une deuxième figure importante de ce projet de reconstruction nous permet de mieux cerner cette dimension symbolique si fondamentale par rapport au processus dans son ensemble : il s'agit d'Amir Pasic, spécialiste du patrimoine, natif de Mostar et actif dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine de cette ville déjà dans les années 1970.

Dans son article "Reconstituting identity and history in post-war Mostar, Bosnia-Herzegovina", Carl GRODACH évoque le rôle favorable qu'a joué Amir Pasic dans toutes les étapes du projet de reconstruction de *Stari Most*<sup>137</sup>. En effet, ce dernier a su entretenir et développer un important réseau d'experts internationaux – architectes, ingénieurs, urbanistes – ainsi que diverses organisations gouvernementales. Le moment venu, il a su mobiliser ce réseau autour de la cause de Mostar en général, et plus particulièrement de *Stari Most*. Ainsi, à partir de 1994, le travail de Pasic s'articule principalement autour du séminaire international annuel "Mostar 2004", année que Pasic fixe comme objectif pour la fin des travaux de reconstruction de *Stari Most*<sup>138</sup>. Comme le note GRODACH, l'un des objectifs principaux du travail de Pasic est bien ainsi de permettre la régénération de l'économie touristique, dans une ville qui recevait avant les guerres des années 1990 jusqu'à un million de touristes par année<sup>139</sup>.

Cependant, à Mostar, comme dans d'autres lieux en BiH, cette régénération touristique ne se fait pas uniquement par la réhabilitation de monuments détruits au sens strict. En effet, comme le note le géographe, les futures activités touristiques impliquent préalablement des activités de reconstruction, ainsi que l'appui de l'aide internationale obtenue pour les projets de protection et promotion du patrimoine local. Ainsi, "l'architecture ottomane est un outil pratique de régénération économique post-conflit dans un pays où certains secteurs sont encore divisés en fonction de critères

<sup>137</sup> Voir Carl GRODACH, *op.cit.*, p. 74.

<sup>138</sup> Pour plus d'informations concernant ce séminaire, voir le site Internet <http://www.mostar2004-ircica.org>.

<sup>139</sup> Chiffre que donnait Pasic en 1994, et rapporté par Carl GRODACH, *op.cit.*, p. 75.

ethniques"<sup>140</sup>. Par ailleurs, au-delà de ces aspects économiques, l'entreprise est dans les faits bien plus vaste et implique en réalité un travail en profondeur de redéfinition identitaire. Un travail de redéfinition que Pasic et d'autres ont commencé à mettre en œuvre bien avant les guerres des années 1990 et leurs innombrables destructions patrimoniales.

*Re-construire, ré-nover, re-faire : (re)négociations identitaires*

Considéré sous cet angle, *Stari Most* n'est donc pas seulement intéressant en tant qu'objet architectural unique. En effet, le pont devient également révélateur des mécanismes de re-négociation identitaire à l'œuvre. Tout d'abord parce qu'il met à jour les rapports de force entre les acteurs locaux eux-mêmes, ainsi qu'entre les acteurs locaux et la Communauté Internationale. D'autre part, le pont souligne les processus d'identifications symboliques à l'œuvre dans un tel contexte de reconstruction post-conflit. GRODACH résume ainsi ce rôle de révélateur que remplit le "Vieux Pont" :

Indeed, the demolition of *Stari Most* and the rebuilding process provide an opportunity for local groups to redefine the significance of the bridge and for foreign intervention to position itself in relation to this 'sacred' place. Prior to the Bosnian War, the bridge was indeed a point of pride and a landmark in Mostar. Since its destruction, however, *Stari Most* has taken on new and more intense significance as a symbol of Bosnia-Herzegovina's 'multicultural past' (including Christian, Muslim, Orthodox, Sephardic Jewish and Gypsy populations).

[...]

This symbolic connotation has often been reinterpreted in the present as a symbol of plurality<sup>141</sup>.

Mais plus loin, GRODACH creuse cette idée selon laquelle la valeur de *Stari Most* comme "symbole de pluralisme" est en fait un symbole "réinterprété" et construit à posteriori, de nombreux mois

<sup>140</sup> GRODACH, *op.cit.*, p. 73.

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 75.

après la destruction du pont en novembre 1993. En effet, le géographe relève que, si la perte du pont fut immédiatement décrite comme une perte immense pour l'identité collective et nationale de la Bosnie, ce n'est qu'à partir de 1994 que la notion d'un pont symbolisant la coexistence pacifique entre les cultures apparaît. Il localise même la première mention dans l'une des conférences de Pasic lui-même. Après cette première mention, la métaphore sera ensuite largement reprise, diffusée et disséminée, jusqu'à devenir quelques mois plus tard un cliché, mais aussi "une allégorie de la guerre dans son ensemble"<sup>142</sup>.

GRODACH met ainsi en lumière une caractéristique que l'historien Pierre NORA décrit dans *Les lieux de mémoire*. Celui-ci relève combien, sans "intention de mémoire", le "lieu de mémoire" n'est plus qu'un "lieu d'histoire" :

Car s'il est vrai que la raison d'être fondamentale d'un lieu de mémoire est d'arrêter le temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état des choses, d'immortaliser la mort, de matérialiser l'immatériel pour – l'or est la seule mémoire de l'argent – enfermer le maximum de sens dans le minimum de signes, il est clair, et c'est ce qui les rend passionnants, que les lieux de mémoire ne vivent que de leur aptitude à la métamorphose, dans l'incessant rebondissement de leurs significations et le buissonnement imprévisible de leurs ramifications<sup>143</sup>.

Si l'on suit la réflexion de NORA, un lieu ne peut donc devenir "lieu de mémoire" qu'au travers d'un processus d'investissement symbolique. Or, un tel processus de ré-investissement et de ré-définition symbolique est non seulement observable à Mostar à la fin des années 1990, mais il est également observable dans la même ville durant les années 1970, ainsi qu'à Sarajevo durant les années 1950. Deux exemples illustrent ces mécanismes symboliques et identitaires propres au travail de mémoire, et par là, au travail d'élaboration de l'histoire : les projets de reconstruction de Bascarsija, dans le Sarajevo de l'après-guerre, ainsi que les projets

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>143</sup> Pierre NORA, "Entre mémoire et Histoire", in Pierre NORA (sous la dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-94, 7 vol., t.I, p. XXXIV.

de protection et de promotion du patrimoine de Mostar dans les années 1970.

Dans un article consacré aux projets de reconstruction du quartier traditionnel ottoman de Bascarsija, à Sarajevo, Dijana ALIC et Maryam GUSHEH<sup>144</sup> montrent comment des (re)négociations identitaires ont lieu en BiH juste après la Seconde Guerre Mondiale. Ces processus de (re)négociations présentent en outre des similitudes intéressantes par rapport à la reconstruction de la BiH post-Dayton. En effet, l'article de ALIC et GUSHEH met en évidence à quel point la dimension "commune" de l'"héritage culturel" dont parle la Banque Mondiale dans son projet de reconstruction de *Stari Most* n'est pas quelque chose qui existe en soi, mais au contraire une notion construite. Une notion qui s'appuie certes sur l'Histoire de la BiH, mais sur une Histoire réinterprétée.

Or, l'axe central de cette ré-interprétation est la réappropriation d'un passé ottoman impérial et colonial. L'ancienne puissance dominante devient ainsi fondement culturel, alternativement pour une identité bosnienne en construction, ou pour une identité yougoslave qui se veut à la fois séculaire et multiculturelle. Les deux auteures évoquent principalement le projet de réhabilitation du quartier ottoman de Bascarsija conçu par l'architecte Juraj Neidhardt : si ce projet ne verra finalement jamais le jour, son influence sera pourtant capitale dans l'architecture bosnienne de toute la période socialiste<sup>145</sup>.

ALIC et GUSHEH expliquent comment le projet de Neidhardt s'enracine tout d'abord dans ce qu'il contribue lui-même à désigner et définir comme les caractéristiques bosniennes, définies en fait d'un point de vue "orientaliste" (définition par le biais classique de couples d'oppositions – raison vs sentiment, rationalité vs sensualité, public vs intime, etc.). Dans un deuxième temps, le projet de reconstruction de l'architecte oscille vers une identité bosnienne moderne et séculaire. Pour expliquer cette transition

<sup>144</sup> Dijana ALIC, Maryam, GUSHEH, "Reconciling National Narratives in Socialist Bosnia and Herzegovina: The Bascarsija Project, 1948-1953", in *Journal of the Society of Architectural Historians*, Vol. 58, N°1, mars 1999, pp. 6-25.

<sup>145</sup> ALIC, GUSHEH, *op.cit.*, p. 9.



d'une définition identitaire à une autre, les deux auteures évoquent comment, après la Seconde Guerre Mondiale, la BiH est aux prises avec deux types de discours sur le passé en compétition (*competing narratives*) :

Historically, Bosnia had escaped transformation into a nation state and had become a land inhabited not by *Bosnians* but by Muslims, Serbs, Croats, and Jews. Consequently, the nationalist movements in Serbia and Croatia had managed to tie the Bosnian Orthodox and Catholic populations to Serb and Croat national identities, respectively, causing significant confusion over the national status of the Bosnian Muslims. In the absence of a well-defined national narrative, the identity of Bosnia was open to interpretation and manipulation, allowing two dominant and competing narratives to emerge.

First, there was the socialist interpretation of Bosnia as a symbol of a united Yugoslavia. [...] Second, there was the Bosnian Muslim and secular Bosnian Serb and Croat articulation of a common identity for inhabitants of the Bosnian state<sup>146</sup>.

Toutefois, comme le relèvent ALIC et GUSHEH elles-mêmes, l'identité bosnienne va peu à peu se construire dans un mouvement dialectique entre ces deux *narratives* en apparente compétition. En ce sens, le projet de reconstruction de Bascarsija de l'architecte Neidhardt permet en quelque sorte la mise en scène de cette relation dialectique entre, d'une part, l'idée d'une Bosnie représentative du projet titiste de "fraternité et unité", et, d'autre part, l'idée d'une identité nationale bosnienne calquée sur le modèle des nationalismes fondés dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle :

As a result of these competing national narratives and their search for cultural symbols, the built fabric of Bascarsija became highly significant. It embodied the coexistence of all the main religious institutions and could be read as symbolic of a united Yugoslavia. Meanwhile, the Ottoman urban structure and built heritage was seen to respond to the Bosnian Muslim claim to a unique heritage and culture<sup>147</sup>.

Dans un tel contexte, l'enjeu pour Neidhardt est alors de négocier une voie médiane entre ces deux *narratives*, qui puisse lui

<sup>146</sup> ALIC, GUSHEH, *op.cit.*, p. 12.

<sup>147</sup> *Ibid.*

permettre de mener à bien son projet. En effet, comme le relèvent les auteures de l'article, alors que le symbolisme ottoman reste "de nature menaçante"<sup>148</sup> aux yeux du régime socialiste, c'est en même temps dans ce même symbolisme que l'architecte fonde son projet moderniste, sous l'importante influence de son maître à penser, Le Corbusier. La stratégie déployée par Neidhardt est alors de mettre son projet architectural à distance du passé colonial et impérial, en soulignant la distance géographique par rapport au centre de l'Empire, en mettant l'accent sur la tolérance ottomane par rapport au multiculturalisme, en rendant la dimension religieuse la plus abstraite possible, ou en détachant les objets préservés de leur contexte historique et social. ALIC et GUSHEH donnent un exemple de cette dernière méthode, en expliquant comment la préservation ponctuelle de certains édifices religieux au sein de Bascarsija transforme en quelque sorte le quartier historique en "parc à thème" :

The isolation of these monuments was enhanced by surrounding them with areas of open greenery linked by winding paths with vistas. Devoid of their immediate context, the buildings were to be viewed as part of a cultural theme park severed from the everyday life of the city<sup>149</sup>.

Si l'objectif est donc ici de trouver la "bonne distance", au sens anthropologique du terme, et de produire ainsi une architecture que l'on puisse qualifier d'"orientale bosnienne", mais néanmoins vernaculaire et moderne, les conséquences sont cependant paradoxales. Cette mise à distance passe en effet par ce que Frank KERMODE nommerait une "*commodification*"<sup>150</sup> de l'héritage historique. Ce processus est d'ailleurs poussé au point que les bâtiments deviennent, *in fine*, des coquilles vides "accommodées" à divers usages, et détachés tant de leurs fonctions premières, que de leurs véritables témoignages historiques. Certains bâtiments sont ainsi transformés en musées, en restaurants ou en bibliothèques. La

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>150</sup> Littéralement, la transformation d'un objet, d'un lieu ou d'un concept en un objet de consommation (*commodity*).

plupart s'inscrivent par ailleurs dans une logique économique de développement touristique.

Ce n'est qu'une fois transformés en objets, relativement détachés de tout contexte historique ou social, que ces éléments d'architecture – et donc ce passé ottoman – peuvent être intégrés au discours socialiste. Ce passé ottoman peut même alors acquérir un rôle instrumental dans le contexte de la construction titiste de l'histoire yougoslave, comme l'expliquent ALIC et GUSHEH :

Tourists and visitors to the "new" Carsija were presented with an exceptional opportunity for seeing the places of worship of the main religious faiths in close proximity to each other, giving the impression that the socialist theme of brotherhood and unity was based on solid cultural foundations.

As well as reducing the religious buildings to symbolic monuments and properties of the state, the project introduced a new organizational principle more suited to socialist rule and Marxist view of history. Based on the belief "that historical continuity was to be maintained at all costs", Bosnian history was portrayed as a linear and progressive development, on display within Bascarsija's redefined boundaries<sup>151</sup>.

Le processus de ré-appropriation du passé ottoman de Sarajevo mis en œuvre dans le projet de Neidhardt est finalement non seulement intégré au *narrative* socialiste, mais également utilisé pour l'élaboration d'une étape d'une histoire téléologique, dont l'apothéose serait bien sûr la révolution socialiste. Comme en concluent ALIC et GUSHEH, le travail de cet architecte singulier prend alors une signification importante du point de vue de la construction identitaire bosnienne. En effet, si son intention de départ était de concilier deux discours en apparence opposés, Neidhardt en arrive finalement à une redéfinition de l'identité bosnienne qui inclut explicitement le passé ottoman, tout en le sécularisant et en le détachant de sa charge symbolique coloniale. On assiste alors à un processus durable de réappropriation et de redéfinition identitaire. Et même si le projet de Neidhardt ne verra

<sup>151</sup> ALIC, GUSHEH, *op.cit.*, pp. 19-20. Le passage entre guillemets se réfère au travail de Wojciech LESNIKOWSKI (sous la dir.), *East European Modernism, Architecture in Czechoslovakia, Hungary and Poland between Wars*, London, 1996, p. 10.

finalement pas le jour, il jouera en un rôle moteur central pour plusieurs générations d'architectes bosniens.

Une vingtaine d'années plus tard, à Mostar, le patient travail d'Amir Pasic s'inscrit dans une logique similaire de ré-activation et de réinterprétation du passé ottoman. À cette époque, il s'attelle en effet à la conservation patrimoniale de *Stari Grad*, et à sa promotion touristique. Cette promotion touristique passe alors en priorité par *Stari Most*, bien sûr, mais aussi par d'autres bâtiments de la vieille ville (*Stari Grad*). Comme le rappelle GRODACH, Pasic est alors président de l'Institut qu'il a lui-même fondé : le Stari Grad Institute, dont l'objectif affiché est un programme de conservation du patrimoine urbain du centre historique de Mostar<sup>152</sup>. Ce travail sera récompensé en 1986, et recevra le prestigieux prix de l'Aga Khan Trust for Culture, soulignant la qualité de son travail.

Par ailleurs, GRODACH note que le projet de revitalisation inclut non seulement un travail de restauration de certains bâtiments ou monuments, mais également un important travail de documentation<sup>153</sup>. Ceci n'est évidemment pas anodin, puisque Pasic et son institut permettent ainsi la constitution d'une mémoire historique de la ville. Une mémoire avant tout focalisée sur le passé ottoman, puisque le projet se concentre sur le centre historique de la ville, construit au 16<sup>ème</sup> siècle, sous l'ère ottomane. Une sélectivité toutefois plus motivée à l'époque par des raisons économiques (touristiques) qu'idéologiques.

Pourtant, si l'accent porté sur le passé ottoman de Mostar est à l'époque avant tout lié au développement touristique de la région, ce travail de documentation et de constitution d'une mémoire "ottomane" constitue néanmoins un terreau pour les futurs travaux de reconstruction du patrimoine de la fin des années 1990. Or, vue sous un autre angle, cette renégociation de l'identité bosnienne à partir de l'héritage ottoman peut également produire des logiques circulaires et mutuellement excluantes de différenciation culturelle.

<sup>152</sup> GRODACH, *op.cit.*, p. 75. L'auteur cite ici directement des propos tenus par Pasic lors de diverses conférences.

<sup>153</sup> *Ibid.*

C'est en tout cas l'une des pistes de réflexions que suggère Carl GRODACH :

The most visible, and most superficial, difference between ethnoreligious groups is found in the Ottoman legacy of an Islamic built environment. While the Ottoman presence produced very different versions of Islam throughout its empire, Islamic Ottoman architecture has provided a high-profile focal point for Serb and Croat nationalists to demonstrate historical differences. As a result, the destruction of Ottoman architecture – *Stari Most* being the paradigmatic example – becomes symbolic of foreign Islamic occupation. Likewise, the same architecture may be interpreted as central to Bosnian Muslim cultural history and should therefore be preserved<sup>154</sup>.

La question n'est alors bien sûr pas de condamner la mise en valeur de l'héritage ottoman, ce qui serait bien sûr absurde. La question serait plutôt de savoir comment promouvoir cet héritage ottoman sans que cela n'induisse de dynamiques identitaires excluantes. Dans le cas précis de la reconstruction de *Stari Most*, l'enjeu est donc de voir comment le nouveau "Vieux Pont" peut devenir un symbole d'appartenance commune, par opposition à un élément de plus de la surenchère, de la communautarisation du paysage, qui se joue entre divers monuments, comme le campanile de la cathédrale catholique, ou la croix chrétienne démesurée qui surmonte le Mont Hum, en signe de domination religieuse, culturelle et identitaire. Cette question cruciale n'a d'ailleurs pas échappé aux initiateurs de la reconstruction de la vieille ville et du "Vieux Pont" de Mostar, puisque, selon Peter DAVEY, les trois prochains projets de la "Stari Grad Agency" s'adresseront symboliquement aux trois communautés principales de Mostar<sup>155</sup>. Néanmoins, cette logique semble encore insuffisante tant que les modes de mise en œuvre ne permettront pas directement l'appropriation locale de ces différents projets. L'enjeu étant, à long terme, de créer des espaces communs de "con-vivance", plutôt que d'accentuer ce que Michael IGNATIEFF nomme "le narcissisme de

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>155</sup> Peter DAVEY, "View from Mostar", in *The Architectural Review*, Septembre 2004, Vol. 216, N°1291, p. 48.

la petite différence"<sup>156</sup>, et d'alimenter ainsi la dynamique concurrentielle d'Histoires en compétition.

*Mandat, participation et appropriation : les enjeux de la mise en œuvre*

Haut-Représentant de la Communauté Internationale de 1999 à 2001, Wolfgang PETRITSCH introduisit en Bosnie-Herzégovine un concept devenu aujourd'hui central : l'"appropriation locale" (*local ownership*). En post-face à l'ouvrage de Christophe SOLIOZ, *L'après-guerre dans les Balkans*, PETRITSCH accorde une interview dans laquelle il revient longuement sur cette notion, en retrace l'historique, et y souligne son importance dans le contexte bosnien<sup>157</sup>. Il mentionne notamment la manière dont il a découvert ce concept au début des années 1980, dans le contexte de l'aide au développement des pays du Sud et du débat politique sur la possibilité pour le Sud de contribuer lui-même à la recherche de solutions au conflit Nord-Sud. Par ailleurs, il situe principalement cette notion d'*ownership* par rapport à la place grandissante que devrait prendre la société civile dans un contexte de processus de démocratisation des structures politiques.

Il est ainsi frappant de voir que l'ancien Haut-Représentant définit ce concept d'une manière si restrictive. En effet, il est difficile de concevoir comment la société bosnienne pourrait, à long terme, reprendre son destin en main sans que cette "réappropriation locale" passe *aussi* par les sphères du pouvoir politique. C'est pourtant précisément l'inverse qui se produit aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine. En effet, PETRITSCH relève trois priorités qui lui ont semblé nécessaires pour permettre l'enracinement du concept de *local ownership* : renforcer les institutions de l'Etat, lancer des

<sup>156</sup> Michael IGNATIEFF, *L'honneur du guerrier : guerre ethnique et conscience moderne*, Paris, La Découverte, 2000 (1<sup>ère</sup> édition en anglais, 1998).

<sup>157</sup> Wolfgang PETRITSCH, "L'après-guerre en Bosnie et Herzégovine", entretien, in Christophe SOLIOZ, *L'après-guerre dans les Balkans : L'appropriation des processus de transition et de démocratisation pour enjeu*, Paris, Karthala, 2003, pp. 115-36.

réformes économiques, et assurer aux réfugiés et personnes déplacées la possibilité de rentrer chez eux<sup>158</sup>. Or, dans une telle perspective, ces trois priorités impliquent inévitablement une certaine dose d'autoritarisme :

Mais pour moi, "imposer" la démocratie et la société civile est une contradiction dans les termes. Pourtant, durant les dix-huit premiers mois de mon mandat, j'ai dû être le plus interventionniste des hauts-représentants. L'appropriation est un processus pour lequel je devais créer des fondations solides afin de lancer ce processus et de créer les conditions de son enracinement<sup>159</sup>.

De nombreux observateurs ont dénoncé le fait qu'un tel interventionnisme, outre le fait de déposséder les autorités locales de leur pouvoir, risquait également d'entraîner une déresponsabilisation des politiques. Ainsi, Marianne DUCASSE-ROGIER note combien l'autoritarisme de la Communauté Internationale, qui s'exprime principalement par la mise en œuvre des "Pouvoirs de Bonn", risque d'engendrer non seulement le désinvestissement graduel des élites politiques locales, mais aussi un enfermement dans un discours nationaliste :

[La forte implication internationale en Bosnie] comporte le risque de développer une culture de la dépendance au sein de la classe politique bosnienne, dont les membres tendent à laisser aux acteurs internationaux la charge de la gestion du pays (et des nécessaires, mais douloureuses, réformes à entreprendre). Ainsi libérés de leurs véritables responsabilités, ils peuvent se consacrer à la rhétorique politicienne et à l'obstruction, sans avoir à rendre compte de réalisations concrètes à leurs concitoyens. Cette situation est problématique à plusieurs titres : en premier lieu, la latitude ainsi laissée aux (ir)responsables politiques locaux compromet la réconciliation nationale en leur permettant de continuer à diffuser la propagande nationaliste et à entretenir des perceptions faussées au sein de la population ; en second lieu, cette situation retarde le développement et l'accès au pouvoir d'une classe politique intègre et efficace ; enfin, il existe un effet d'"auto-entretien" : plus les acteurs internationaux exercent de responsabilité à la place des Bosniens,

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>159</sup> *Ibid.*

plus ils contribuent à cette déresponsabilisation et seront donc amenés à assumer de nouvelles tâches à l'avenir<sup>160</sup>.

Plus généralement, nier l'"appropriation locale" de la sphère politique, et exercer un pouvoir arbitraire sur celle-ci, c'est aussi nier la capacité des citoyennes et citoyens bosniens d'effectuer des choix politiques "valables". Cela revient donc, en quelque sorte, à les enfermer dans une immaturité politique. Et, en dernier ressort, cela revient également à les penser incapables de sortir du discours et des concepts nationalistes. C'est pourtant très certainement cette manière même de penser l'Autre bosnien qui le maintient dans une incertitude et une insécurité génératrices de peurs, de frustrations et de replis identitaires. Dans de telles conditions, il n'est alors pas surprenant, comme le souligne David CHANDLER, qu'il semble parfois difficile pour les populations locales d'adhérer aux projets de la Communauté Internationale :

Once the capacity of Bosnian people as rational political actors is negated, whether this is understood as due to feudalism, to ethnic identity or to war trauma, there is no reason for international administration of the new state to be seen as merely a set of temporary "transitional" measures, or for democracy to be seen as preferable<sup>161</sup>.

Le défi de l'"appropriation locale" va donc bien au-delà du simple développement de la société civile ou des partis politiques pluri-ethniques. L'enjeu étant que les populations et les responsables locaux puissent, à terme, se ré-appropriier un pouvoir non seulement politique, mais aussi symbolique. En ce sens, il semble absolument indispensable que la Communauté Internationale parvienne à adopter un regard réflexif sur sa propre intervention – en Europe du Sud-est, mais aussi dans d'autres parties du monde. Un regard réflexif qui interrogerait un certain nombre de valeurs que la CI transmet à travers ses programmes d'aide et ses politiques de promotion de la paix – le plus souvent de manière implicite. Aborder ces questions de fond ne reviendrait pas

<sup>160</sup> Marianne DUCASSE ROGIER, *op.cit.*, pp. 452-53.

<sup>161</sup> David CHANLDER, *Bosnia: Faking Democracy after Dayton*, Londre, Pluto Press, 1999, 2000, p. 149.



à remettre en question le rôle de la CI en tant que tel ; en revanche, l'enjeu serait de repenser certains programmes d'aide et certains modes de mise en œuvre, afin d'intégrer plus directement et plus largement les populations locales dans les projets de reconstruction et de pacification.



## Conclusion

Le cas exemplaire de *Stari Most* nous a permis d'évoquer tant les conflits des années 1990 qui ont traversé la Bosnie-Herzégovine, que l'action internationale de promotion de la paix et d'aide à la reconstruction des infrastructures et des institutions qui leur ont succédé. Cependant, et paradoxalement, il apparaît que Mostar est avant tout exemplaire pour ce qu'elle pourrait – ou devrait – être, plutôt que pour ce qu'elle est aujourd'hui. La ville d'Herzégovine semble ainsi parfois perçue avant tout comme une sorte de *paradis perdu* qu'il s'agirait de restaurer.

La Communauté Internationale a su engager des moyens importants pour cette cause, tant du point de vue financier que du point de vue institutionnel. Pourtant, près de dix ans après la signature de l'Accord de Dayton, se pose la question lancinante de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour parvenir à pacifier Mostar et cette partie de l'Europe dans son ensemble. En particulier depuis la fin des années 1990, des mécanismes importants, comme le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est ou le programme d'assistance CARDS, ont pris une place de plus en plus grande. En dépit de l'envergure de ces programmes, les changements sur place se font à un rythme relativement lent. Les années 2000 et 2001 avaient suscité beaucoup d'espoir dans toute la région : arrivée d'un parti de centre-gauche en Croatie, renversement de Slobodan Milosevic en Serbie, et arrivée en force de la coalition progressiste "Alliance démocratique pour le changement" en Bosnie-Herzégovine. Il a cependant fallu déchanter. En Croatie, le HDZ est revenu en force en 2004, en Serbie le Premier Ministre réformateur Zoran Djindjic a été assassiné en 2003, finalement en Bosnie-Herzégovine, les nationalistes, après un léger recul, sont revenus en première ligne et l'on assiste aujourd'hui à une véritable stagnation des cartographies politiques.

Une notion clé à prendre en compte est bien sûr celle du temps. Un temps nécessaire pour reconstruire une société dévastée par de violents conflits. Un temps nécessaire pour mettre en place les difficiles réformes socio-économiques nécessaires au

développement de relations avec les différentes institutions euro-atlantiques. Toutefois, il se dégage de cette étude que, si le temps est un aspect qu'il est fondamental de prendre en compte, il ne représente pas un élément explicatif suffisant. Plus profondément, il semble aujourd'hui nécessaire de remettre en question un certain nombre de valeurs, généralement implicites, qui fondent l'intervention internationale, en particulier en Bosnie-Herzégovine.

Dans le contexte de l'après-1989, la Bosnie-Herzégovine, ce petit pays situé en Europe, et théâtre de l'un des conflits les plus meurtriers depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est en effet devenue un laboratoire important pour de nouveaux types d'interventions internationales. La BiH a ainsi permis le lancement de divers ballons d'essais, pour différentes stratégies d'ingénierie politique : administration internationale, rôle des élections, campagnes de promotion et de soutien aux partis politiques et médias pluriethniques. À ces interventions institutionnelles se sont par ailleurs superposées d'importantes mesures de réajustement structurel sur le plan économique, qui, comme le note le politologue Michael PUGH, entrent en résonance avec le concept de "paix libérale"<sup>162</sup>.

Cet intense travail d'ingénierie politique ne se déroule toutefois pas sans un important transfert de valeurs. En particulier, la définition occidentale du concept de multiculturalisme – désignée dans ce travail par l'expression "multiculturalisme libéral" – traverse comme une ligne de force l'ensemble de l'intervention internationale en BiH. Le présupposé de base de cette conception du multiculturalisme implique l'idée selon laquelle un Etat démocratique devrait *tolérer les groupes minoritaires* – dans le cas précis de la Bosnie-Herzégovine, les minorités ethniques en premier lieu. Or, ce présupposé se fonde implicitement sur l'idée d'une différence, structurée la plupart du temps de manière hiérarchique,

<sup>162</sup> "Following Yugoslavia's disintegration, the new states were widely regarded as suitable cases for the application of structural adjustment policies in line with the broader vision of constructing a 'liberal peace' in the region.", Michael PUGH, "Bosnia and Herzegovina in Southeast Europe", in Neil COOPER & Michael PUGH (sous la dir.), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, London & Boulder, Lynne Rienner, 2004, p. 158.

plutôt que sur l'idée d'une *diversité*. La conséquence paradoxale étant alors la réification de la différence, fût-elle ethnique ou autre.

Cette version essentialisée de l'identité se retrouve par ailleurs tant au niveau du texte même de l'Accord de Dayton, qu'au niveau de certains de ses modes de mise en œuvre. Au niveau du texte, comme l'a très bien montré Marianne DUCASSE-ROGIER, l'accord-cadre vise paradoxalement à (ré)unifier la BiH, tout en s'appuyant sur un accord de paix qui confirme la partition en deux, voire trois entités, basées sur des logiques d'exclusion et de nettoyage ethnique<sup>163</sup>. Sur le plan de la mise en œuvre, un élément politique saillant reste l'ostracisation des partis politiques (ethno)nationalistes, contrebalancée par la promotion des partis pluriethniques. Singulièrement, cette lecture du champ politique finit par se faire uniquement en fonction de critères ethniques, ainsi qu'en termes de rapports entre minorités et majorité. La différence ethnique n'est alors plus seulement réifiée, elle devient également un cadre conceptuel et explicatif unique, au détriment d'une analyse multidimensionnelle incluant des aspects historiques, économiques et socio-politiques plus larges.

Au-delà de ces enjeux identitaires, la configuration de la triade élites politiques locales/populations locales/Communauté Internationale est cependant rendue plus complexe par le fait que l'intervention de la CI en Bosnie-Herzégovine joue également un rôle important de miroir. Cette intervention permet en effet de formuler ce que le politologue David CHANDLER nomme une "new ethical foreign policy"<sup>164</sup>. Cette nouvelle "politique étrangère éthique" implique un repositionnement des différents acteurs de la CI sur la scène internationale et masque de manière répétée ses

<sup>163</sup> Voir Marianne DUCASSE-ROGIER, *À la recherche de la Bosnie-Herzégovine : la mise en œuvre de l'accord de paix de Dayton*, Paris, PUF, 2003.

<sup>164</sup> Voir David CHANDLER, *Bosnia: Faking Democracy After Dayton*, London, Pluto Press, 1999, 2000 ; ainsi que *From Kosovo to Kabul: Human Rights and International Intervention*, London, Pluto Press, 2002. À noter qu'il conviendrait néanmoins de se demander si cette "politique étrangère éthique" est si nouvelle qu'elle le paraît. Il semble en effet possible de tracer un parallèle historique entre de telles politiques contemporaines et les politiques du Président Thomas Woodrow Wilson. Je remercie ici tout particulièrement René Schwok pour avoir attiré mon attention sur ce point qui mériterait de plus amples développements.

décisions en matière de politiques étrangères sous couvert d'intervention humanitaire et de redressement moral.

À l'opposé, il pourrait s'avérer éclairant de prendre en considération les rapports dialectiques de cette triade élites locales/populations locales/CI, dans toute sa complexité, ses contradictions et ses ambivalences. Dans une optique similaire, il s'agirait d'accorder aux élites, comme aux populations locales une plus large autonomie et un plus grand pouvoir décisionnel *effectif* quant aux choix politiques qui leur semblent légitimes. Il est en effet très probable que, dès le moment où les partis nationalistes actuellement au pouvoir devront rendre directement des comptes aux populations locales, et ne pourront plus se cacher derrière les supposés dysfonctionnements ou actes illégitimes de la CI, ils devront alors adopter une attitude plus constructive, modérée et conciliante à l'égard des différents acteurs du champ politique bosnien.

Ce hiatus entre la volonté de la CI d'accélérer le processus de démocratisation et les conséquences de modes spécifiques de mise en œuvre d'un tel projet (en particulier, et de manière symptomatique, l'usage des "pouvoirs de Bonn"), se voit d'autre part renforcé par le fait que cette reformulation des politiques étrangères en termes éthiques engendre une "moralisation" du discours. L'enjeu devient alors de mesurer le degré de *maturité* : des électeurs, des responsables politiques locaux et du pays dans son ensemble. Ultimement, la démocratie n'est alors plus une catégorie politique, mais une catégorie morale. De surcroît, cette catégorie morale est liée à une hiérarchisation spatiale et temporelle entre "l'Occident" et "les Balkans" ; ces derniers n'étant pas encore arrivés, aux yeux de certains observateurs, à un degré de maturité politique suffisant. Cette "moralisation" du discours politique remplit alors une double fonction, relevée par Chip GAGNON<sup>165</sup> : d'une part, elle conforte "l'Occident" dans un fantasme de suprématie. D'autre part elle offre un cadre conceptuel qui conforte

<sup>165</sup> Voir Chip GAGNON, "Liberal Multiculturalism: Part of the Problem?", papier présenté au séminaire international "Democracy and Human Rights in Multiethnic Societies", Institute for Strengthening Democracy, Konjic, BiH, juillet 2002, p. 1. Draft cité avec l'aimable accord de l'auteur.

les partis nationalistes locaux dans un rapport de force entre dominants et dominés, majorité et minorités.

À cela s'ajoute le fait que les stratégies pragmatiques et fonctionnelles mises en œuvre par la CI – dont la réunification de Mostar par décret constitue un bon exemple – tendent également à renforcer ces mécanismes de réification de la différence ethnique. Dans le contexte économique, Michael PUGH a montré à quel point les mesures d'ajustement structurel de type néolibéral, directement liées – par le principe de conditionnalité – aux stratégies d'ingénierie politique, représentent souvent un facteur de stress supplémentaire pour les populations locales<sup>166</sup>. Une situation qui tend à renforcer le sentiment d'incertitude, et facilite donc, par ricochet, le soutien accordé aux différents partis ethno-nationalistes.

Plus concrètement, l'exemple de la reconstruction de *Stari Most* met en évidence à quel point une approche trop superficielle des projets de reconstruction peut impliquer une "dégradation" de ce qui pourrait être un "*travail* de mémoire" en un "*devoir* de mémoire", pour reprendre les termes du philosophe Paul RICOEUR<sup>167</sup>. Ainsi, une "surcharge symbolique" pourrait rendre difficile, voire impossible un travail de mémoire qui relèverait de trois axes principaux : un travail dans la profondeur et la complexité historique, un travail sur la longue durée ("se donner le temps" de réaliser le projet), ainsi qu'un travail approprié et "appropriable" par les populations locales. Ce travail de mémoire semble d'autant plus important qu'il existe en Bosnie-Herzégovine plusieurs Histoires en compétition et que la destruction de *Stari Most* résulte, d'une certaine manière, de ces Histoires en compétition.

Pour éviter ce glissement du travail vers le devoir de mémoire, notre hypothèse est qu'une dynamique de pacification durable serait facilitée par l'explicitation de ce que l'historien Pierre NORA décrit comme trois aspects interdépendants d'un "lieu de mémoire" : matériel, symbolique et fonctionnel<sup>168</sup>. Dans le cas précis de *Stari Most*, il s'agirait de déconstruire la dimension symbolique attachée

<sup>166</sup> En particulier, voir Michael PUGH, *op.cit.*, pp. 39, 146 et 160-62.

<sup>167</sup> Voir Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

<sup>168</sup> Voir Pierre NORA, *Les lieux de mémoire*, 1<sup>ère</sup> partie, volumes 1-3, Paris, Gallimard, 1997.

au pont, afin d'en souligner les aspects pluriels et d'ouvrir la voie à une historiographie plus inclusive. Nous avons nommé une telle approche "histoire par sédimentation", par opposition à une "histoire chronologique en compétition". D'autre part, il s'agirait de mettre en évidence les bénéfices socio-économiques communs – et non communautaires – qu'a pu apporter le pont par le passé, et qu'il peut apporter aujourd'hui, en particulier grâce aux activités économiques et touristiques qui y sont liées.

Plus fondamentalement, l'enjeu est donc aujourd'hui de permettre et de faciliter la construction d'un espace public partagé, ainsi que d'appartenances communes. Or, l'une de nos hypothèses centrales est que la construction d'un tel espace de "con-vivance" ne peut se réaliser qu'à travers un processus de réappropriation tant du passé récent que des structures socio-politiques locales. Une réappropriation qui devrait passer prioritairement par un travail concret commun, comme cela aurait pu être le cas de manière plus marquée pour la reconstruction de *Stari Most*.

De manière générale, il apparaît donc que cette question de "l'appropriation locale" (*local ownership*) reste encore très largement à mettre en œuvre dans son sens plein. C'est en tout cas ce que semble indiquer l'exemple de la reconstruction de *Stari Most*. Ce projet aurait pu représenter une précieuse occasion d'effectuer un "travail de mémoire" approfondi, tant pour les populations locales, pour les pays voisins, que pour la CI. Si les promoteurs locaux, nationaux et internationaux ont d'ailleurs pris en compte l'importance de la portée symbolique du projet, force est néanmoins de constater que le "travail de mémoire" n'a certainement pas été aussi abouti qu'il aurait pu être possible, voire nécessaire.

Ce travail se termine donc en s'ouvrant sur une hypothèse finale qu'il s'agirait, dans la mesure du possible, de tester dans le cadre d'un futur travail de terrain. Cette hypothèse est que la nécessaire construction d'une Histoire non excluante passe par la construction d'un espace public commun permettant le débat et la re-négociation identitaire, sur la base d'appartenances communes. Une construction qui ne devrait pas être un objectif en soi, mais plutôt un processus à mettre en œuvre. La construction d'un tel espace d'appartenances



communes devrait en outre s'accompagner d'un processus d'appropriation locale au sens plein, incluant l'appropriation locale du champ politique.

Pour explorer cette hypothèse finale, il pourrait s'avérer utile de s'appuyer sur un cadre théorique plus resserré, à l'image de celui proposé par Berit BLIESEMANN DE GUEVARA, dans une étude de l'impact des politiques externes de reconstruction de l'Etat (*state-building*) en Bosnie-Herzégovine. La politologue se réfère aux trois fonctions sociétales essentielles décrites par Norbert ELIAS : la reproduction économique, l'organisation d'un système politique garant de l'autorité, et un ordre symbolique médiatisé par les représentations du monde<sup>169</sup>. Un tel cadre théorique permettrait ainsi d'interroger de manière beaucoup plus systématique les différents degrés d'appropriation locale des fonctions sociétales constitutives du tissu socio-politique de la Bosnie-Herzégovine contemporaine. L'intérêt principal étant avant tout de dépasser le discours "moral", relevant parfois du jugement de valeur (en particulier lorsqu'il s'agit d'évaluer le degré de maturité politique et démocratique). Plus fondamentalement, un tel cadre d'analyse permettrait d'inclure une analyse *multidimensionnelle* du champ socio-politique. Nous concluons ainsi ce travail en ouvrant une piste de recherche, parmi d'autres qui restent encore largement à explorer.

<sup>169</sup> Voir Berit BLIESEMANN DE GUEVARA, "Externes State-Building in Bosnien und Herzegovina : Anstoß zur (Re-)Institutionalisierung des Staates oder Katalysator paralleler Strukturen?", présenté lors du séminaire international "Democracy and Human Rights in Multiethnic Societies", Institute for Strengthening Democracy, Konjic, BiH, juillet 2004, mis en ligne en janvier 2005 sur le site <http://www.kakanien.ac.at>.



## Bibliographie sélective

### Ouvrages

- ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (trad. de Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, La Découverte, 2002 (1<sup>ère</sup> édition anglaise, London, Verso, 1983).
- BALAKRISHNAN, Gopal (sous la dir.), *Mapping the Nation*, London, Verso, 1996.
- BOSE, Sumantra, *Bosnia after Dayton: Nationalist Partition and International Intervention*, London, Hurst & Company, 2002.
- BOUGAREL, Xavier, *Bosnie : anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996.
- CHANDLER, David, *Bosnia: Faking Democracy After Dayton*, London, Pluto Press, 1999, 2000.
- CHANDLER, David, *From Kosovo to Kabul: Human Rights and International Intervention*, London, Pluto Press, 2002.
- COOPER, Neil, PUGH, Michael (sous la dir.), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, London & Boulder, Lynne Rienner, 2004.
- DUCASSE-ROGIER, Marianne, *À la recherche de la Bosnie-Herzégovine : la mise en œuvre de l'accord de paix de Dayton*, Paris, PUF, 2003.
- FERENCZI, Thomas (sous la dir.) *Devoir de mémoire, droit à l'oubli ?*, Bruxelles, Complexe, 2002.
- IGNATIEFF, Michael, *L'honneur du guerrier : guerre ethnique et conscience moderne*, Paris, La Découverte, 2000 (1<sup>ère</sup> édition en anglais, 1998).
- IVEKOVIC, Rada, POULAIN, Jacques (sous la dir.), *Guérir de la guerre et juger la paix*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- KATTAN, Emmanuel, *Penser le devoir de mémoire*, Paris, PUF (Coll. Questions d'éthique), 2002.

- KASTORYANO, Riva (sous la dir.), *Quelle identité pour l'Europe ? Le multiculturalisme à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- KYMLICKA, Will, OPALSKI, Magda (sous la dir.), *Can Liberal Pluralism be Exported? Western Political Theory and Ethnic Relations in Eastern Europe*, Oxford, O.U.P., 2001.
- LE GLOANNEC, Anne-Marie, *Entre union et nations : l'État en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- LYOTARD, Jean-François, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Minuit, 1979.
- MALCOLM, Noel, *Bosnia: a Short History*, New York & London, NY UP, 1994.
- NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire*, 1<sup>ère</sup> partie, volumes 1-3, Paris, Gallimard, 1997.
- PHINNEMORE, David, SIANI-DAVIES, Peter (sous la dir.), *International Intervention in the Balkans since 1995*, London & New York, Routledge, 2003.
- RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.
- SOLIOZ, Christophe, *L'après-guerre dans les Balkans : l'appropriation des processus de transition et de démocratisation pour enjeu*, Paris, Karthala, 2003.
- SPENCER, Philip, WOLLMAN, Howard, *Nationalism: a Critical Introduction*, London, Sage, 2002.

### Articles

- ALIC, Dijana, GUSHEH, Maryam, "Reconciling National Narratives in Socialist Bosnia and Herzegovina: The Bascarsija Project, 1948-1953", in *Journal of the Society of Architectural Historians*, Vol. 58, N°1, mars 1999, pp. 6-25.
- ARMALY, Maha, BLASI, Carlo, HANNAH, Lawrence, "Stari Most: Rebuilding more than a Historic Bridge in Mostar", in *Museum International*, N°224, Vol.56, N°4, 2004, pp. 6-17.
- BLIESEMANN DE GUEVARA, Berit, "Externes State-Building in Bosnien und Herzegovina : Anstoß zur (Re-)Institutionalisierung

des Staates oder Katalysator paralleler Strukturen?", présenté lors du séminaire international "Democracy and Human Rights in Multiethnic Societies", Institute for Strengthening Democracy, Konjic, BiH, juillet 2004, mis en ligne en janvier 2005 sur le site <http://www.kakanien.ac.at>.

COWARD, Martin, "Community as Heterogeneous Ensemble: Mostar and Multiculturalism", in *Alternatives*, 27, 2002, pp. 29-66.

DAVEY, Peter, "View from Mostar", in *The Architectural Review*, Septembre 2004, Vol. 216, N°1291, pp. 46-49.

GAGNON, V.P., "Liberal Multiculturalism: Part of the Problem?", papier présenté au séminaire international "Democracy and Human Rights in Multiethnic Societies", Institute for Strengthening Democracy, Konjic, BiH, juillet 2002, p. 1. Draft cité avec l'aimable accord de l'auteur.

GRODACH, Carl, "Reconstituting Identity and History in Post-war Mostar, Bosnia-Herzegovina", in *City*, Vol.6, N°1, 2002, pp. 61-82.

JEZERNIK, Bozidar, "Qudret Kemer: A Bridge between Barbarity and Civilization", in *South Eastern Review*, Vol. 73, N°3, juillet 1995, pp. 470-484.

KNAUS Gerald, MARTIN, Felix, "Lessons from Bosnia and Herzegovina: Travails of the European Raj", in *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°3, pp. 60-74.

RAGARU, Nadège, "« L'heure de l'Europe » dans les Balkans ? Le mirage des promesses d'européanisation", in *La revue internationale et stratégique*, n°46, été 2002. Document disponible à l'adresse [www.paixbalkans.org/contribution.htm](http://www.paixbalkans.org/contribution.htm).

ROBINSON, Guy M., ENGELSTOFT, Sten, POBRIC, Alma, "Remaking Sarajevo: Bosnian Nationalism after the Dayton Accord", in *Political Geography*, 20, 2001, pp. 957-80.

SANGUIN, André-Louis, "La Bosnie, Etat tricéphale des Balkans : les processus d'une partition ethno-politique", in *Géographie et cultures*, N°38, 2001, pp. 65-84.

VUKADINOVIC, Nebojsa, "Bosnie-Herzégovine 2002-2003 : Un pas en avant, deux pas en arrière", in *Le Courrier des Pays de l'Est*, N°1036-37, Juin-Juillet-Août 2003, pp. 17-29.

*Interviews et articles de presse*

ASHDOWN, Paddy, "Un symbole de la réconciliation", entretien avec Philippe DEPREZ, in *Le Soir*, samedi-dimanche 24-25 juillet 2004, p. 11.

BERSTEIN, Richard, "A Bridge of Reconciliation Rises in Bosnia", in *International Herald Tribune*, samedi-dimanche 24-25 juillet 2004, pp. 1 et 5.

DEPREZ, Philippe, "Le « Vieux Pont » ottoman de Mostar renaît de ses cendres", in *Le Soir*, vendredi 23 juillet 2004, p. 6.

PETRITSCH, Wolfgang, "L'avenir de la Bosnie et l'Esprit de Genève", Conférence de presse, Club suisse de la Presse, Genève, 17 décembre 2004.

ROUY, Laurent, "La renaissance du vieux pont de Mostar", in *Le Figaro*, vendredi 23 juillet 2004, p. 4.

ZHANG, Shengman, "Opening Ceremony for Stari Most (Mostar Bridge)", The World Bank Group, Mostar, Bosnie-Herzégovine, 23 juillet 2004 (texte disponible à l'adresse <http://worldbank.org>).

"Rencontre avec Gilles Péqueux, ingénieur responsable de la reconstruction du pont de Mostar", retranscription par Cyril Hauland Geoenneberg, publiée le 1<sup>er</sup> mars 2003, sur le site <http://www.balkans.eu.org/article2783.html>.

*Communiqués officiels et rapports*

- Association Sarajevo, "Les élections municipales en Bosnie-Herzégovine", 6 octobre 2004. Document disponible à l'adresse : [http://association-sarajevo.dyndns.org/article.php3?id\\_article=252](http://association-sarajevo.dyndns.org/article.php3?id_article=252).

- Commission for Reforming the City of Mostar, "Recommendations of the Commission, Report of the Chairman", 15 décembre 2003. Rapport disponible sur le site : <http://www.oscebih.org>.

- Commission of the European Communities, "Bosnia and Herzegovina: Stabilisation and Association Report 2004", Commission Staff Working Paper, SEC, 2004.
- Conseil de l'Europe, "Rapport sur les élections municipales en Bosnie-Herzégovine (2 octobre 2004)", Le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux, 5 novembre 2004, p. 9. Rapport disponible à l'adresse : [www.coe.int/T/F/Cplre/ 5. Textes/3. Rapports pays par pays/CG\\_CP\\_11\\_13 Elections Bosnie F1.pdf?L=F](http://www.coe.int/T/F/Cplre/5_Textes/3_Rapports_pays_par_pays/CG_CP_11_13_Elections_Bosnie_F1.pdf?L=F)
- ICG, "Reunifying Mostar: Opportunities for Progress", *Balkans Report* N°90, 19 avril 2000.
- ICG, "Bosnia's Nationalist Governments: Paddy Ashdown and the Paradoxes of State Building", *ICG Balkan Report* N°146, 22 juillet 2003. Document disponible sur le site : <http://www.crisisweb.org>.
- ICG, "Building Bridges in Mostar", *Europe Report* N°150, 20 novembre 2003.
- Institut International de la démocratie, "Un guide d'information sur le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est", édité par la Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-est et la Commission des Communautés européennes, édition provisoire, 14 février 2001. Document disponible sur le site : <http://www.paixbalkans.org/pacttextes.htm>
- Office of the High Representative, "Decision on the Implementation of the Reorganization of the City of Mostar", HR's Decisions, 28 janvier 2004. Document disponible sur le site : <http://www.ohr.int>.
- OHR, "PIC Bonn Conclusions. Bosnia and Herzegovina 1998: Self-sustaining Structures", 10 décembre 1997. Document disponible à l'adresse : <http://www.ohr.int>.
- OSCE/ODIHR, "International Election Observation Mission: 2004 Municipal Elections – Bosnia and Herzegovina", Sarajevo, 3 octobre 2004. Document disponible sur le site : <http://www.oscebih.org>.
- OSCE/ODIHR, "Bosnia and Herzegovina General Elections 5 October 2002: Final Report", Varsovie, 9 janvier 2003. Ces documents sont disponibles sur le site : <http://www.oscebih.org>.

- UNESCOPRESS, "Inauguration of the Mostar Bridge", Press Release N°2004-68, 16 juillet 2004. Document disponible à l'adresse : <http://www.unesco.org>.
- World Bank, "Pilot Cultural Heritage Project", *Report* N° 19115-BiH, 14 juin 1999. Document disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org>.

#### *Sites Internet*

[http://europa.eu.int/comm/enlargement/intro/criteria\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/enlargement/intro/criteria_fr.htm)

<http://association-sarajevo.dyndns.org>

<http://www.balkans.eu.org>

<http://www.coe.int>

<http://www.crisisweb.org>

<http://www.kakanien.ac.at>

<http://www.mostar2004-ircica.org>

<http://www.ohr.int>

<http://www.oscebih.org>

<http://www.paixbalkans.org>

<http://www.unesco.org>

<http://www.worldbank.org>